

ETUDES

3

BRESILIENNES



- *ÉDITORIAL*
- *LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU BRÉSIL*
- *LE FASCISME AU BRÉSIL*
- *QUELQUES FORMES DE LUTTES ACTUELLES
DES TRAVAILLEURS BRÉSILIENS.*
- *ACCORD NUCLÉAIRE BRÉSIL-ALLEMAGNE
FÉDÉRALE*
- *LA VICTOIRE DU PEUPLE ANGOLAIS
CONTRE L'IMPÉRIALISME*
- *ACTUALITÉ EN BREF*
- *NOTES SUR LIVRES ET REVUES*

80 p 6805

QUESTIONS ACTUELLES DE LA REALITE

ETUDES BRESILIENNES

Année 2

Juillet 1976

N° 3

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

La dictature face à la crise politique et économique p. 3

ÉTUDES

La politique extérieure du Brésil : à propos de « pragmatisme responsable » p. 8

Le fascisme au Brésil p. 21

Quelques formes de luttes actuelles des travailleurs brésiliens p. 27

RAPPORTS ET TÉMOIGNAGES

Accord nucléaire Brésil-Allemagne Fédérale : un dossier p. 32

L'ÉVÉNEMENT

La victoire du peuple angolais contre l'impérialisme p. 58

ACTUALITÉ EN BREF

A Lisbonne : démonstration magnifique de solidarité internationale avec les peuples d'Amérique Latine p. 61

Élections municipales au Brésil p. 61

Répression 1976 p. 62

Dossier des juristes démocrates p. 62

La visite du dictateur Geisel en France p. 62

Dossier du Comité Brésil pour l'Amnistie p. 64

LIVRES ET REVUES p. 66

DOCUMENTS p. 70

Résolution politique de la session plénière du Comité central du Parti communiste brésilien.

ÉDITORIAL

LA DICTATURE FACE A LA CRISE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Les récentes mesures adoptées par le gouvernement Geisel en vue de régler la campagne électorale pour les élections municipales de 1976 mettent en évidence les difficultés rencontrées par la dictature pour faire face à l'insatisfaction croissante qui se développe dans le pays. La campagne terroriste déclenchée par la dictature juste après la victoire du M D B aux élections de 1974, entraînant la prison de plus d'un millier de militants démocratiques, ne paraît pas avoir atteint ses objectifs fondamentaux, c'est-à-dire apeurer et diviser l'opposition en l'isolant de ses secteurs les plus combattifs : le mouvement syndical et le P C B. En réalité le gouvernement Geisel a échoué complètement quant aux objectifs politiques qu'il se proposait. La distension, pierre angulaire de la politique de la dictature a du être abandonnée et les tentatives faites pour « normaliser » les relations entre le pouvoir et les formations politiques ont été remplacées par un langage où le dictateur semble se sentir plus à l'aise : le langage de la caserne, où le gouvernement donne des ordres et les partis obéissent.

Il serait faux de considérer que l'abandon de la distension a été déterminé par des problèmes créés au sein des forces internes de la dictature. Il est possible que quelques secteurs des Forces Armées aient fait pression dans ce sens. Mais le rôle déterminant dans l'ensemble de la conjoncture politique qui s'est développé depuis novembre 1974 a été joué par l'opposition démocratique. C'est elle qui a démasqué toutes les manœuvres de la dictature, montrant au pays les contradictions que renfermait la fameuse distension, qui réservait à l'opposition le rôle de référender avec docilité la politique gouvernementale. Obligé à la défensive sur le plan institutionnel le gouvernement n'eut d'autre recours que de déclarer clairement qu'il n'était pas disposé à accepter une opposition qui garde une certaine marge d'initiative dans le processus politique.

L'offensive de la dictature se développa, alors, en deux étapes, ou mieux, en deux lignes convergentes. Dans une première étape elle essaya de diviser intérieurement l'opposition en établissant une ligne de démarcation

entre opposition au gouvernement et opposition au régime, voulant ainsi isoler les secteurs les plus combattifs du front d'opposition. Dans une seconde étape une féroce répression s'abattit sur les secteurs considérés « subversifs », en particulier le P C B, avec pour objectif le démantèlement de l'opposition illégale.

Aucun de ces objectifs n'a été couronné de succès. Malgré les vacillations et les reculs qui lui sont propres, en raison de son hétérogénéité, le M D B dans son ensemble, est resté fidèle à son programme, n'abandonnant pas la lutte pour la redémocratisation, objectif programmatique prioritaire de l'opposition brésilienne. Incapable de provoquer la division espérée, le gouvernement se servit de l'Acte Institutionnel N 5, et effectua plusieurs suspensions de mandats de députés fédéraux. Mais il est évidemment impossible de concilier l'utilisation complète de l'instrument juridico-répressif et réaffirmer, en même temps, l'intention de rétablir des relations nouvelles avec les courants politiques nationaux. La distension a cédé le pas, une fois encore, à la répression pure et simple.

Dans le message envoyé au Congrès National à l'occasion de la réouverture des Travaux Législatifs, en mars dernier, on remarque d'ailleurs la phrase suivante : « le régime est celui-ci en vigueur qu'on le veuille ou non ». En réaffirmant les principes répressifs qui servent de base à la dictature brésilienne, Geisel n'a pas tenu compte de ce que les opposants au régime constituent l'immense majorité de la nation brésilienne qui rejette le système arbitraire et de terreur qui lui a été imposé à partir de 1964. L'opposition brésilienne continue unie. Le front d'opposition ne s'est pas divisé malgré les efforts employés dans ce sens par le gouvernement. Ni le M D B ne s'est divisé intérieurement, ni les communistes ne furent isolés de l'ensemble des forces démocratiques.

Le second objectif de la politique gouvernementale : démanteler l'opposition illégale, en détruisant le P C B, a aussi échoué. Malgré la répression brutale qui fut déclenchée sur le mouvement des masses et de la prison suivie de tortures et d'assassinats de plusieurs centaines de militants et dirigeants, les communistes brésiliens continuent à jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre la dictature, en tentant d'unifier les mécontents et d'amener les masses à la lutte contre le régime. L'appareil de répression n'a pas obtenu plus de succès que les stratégies politiques du gouvernement.

Bien sûr, face à un tel tableau, la dictature s'est vue obligée à re-définir ses objectifs à court et moyen terme. En suspendant les mandats de plusieurs parlementaires du M D B, le gouvernement prétendait, du même coup, terroriser l'opposition, la plaçant en situation désavantageuse face aux prochaines élections municipales. Mais il semble que même cela n'a pas suffi pour que le gouvernement soit assuré de la victoire de l'ARENA. En empêchant la campagne électorale comme elle l'a fait récemment, la dictature montre, plus que jamais, qu'elle craint le verdict électoral. Elle craint non seulement le résultat des élections qui n'ébranlerait probablement pas les positions de force du gouvernement, mais qui mettraient, une fois de plus, en lumière, à quel point le peuple déteste la dictature, car les perspectives sont d'une victoire du M D B principalement dans les grands centres urbains. Elle craint surtout la campagne électorale, c'est-à-dire la possibilité qu'hommes et femmes participent d'une manière ou d'une autre de la vie politique nationale, aussi petite soit cette participation. Ce qu'elle prétend c'est empêcher une fois de plus le débat sur la situation nationale, car elle

sait parfaitement à quel point ce débat lui est défavorable et combien les masses ont perdu avec l'implantation du régime dictatorial.

Les suspensions de mandats n'ont donc pas suffi : pour essayer d'enrayer l'essor des forces d'opposition, il a été nécessaire d'aller plus loin. Il a fallu créer l'absurde en matière politique, que même les dictatures de plus triste mémoire, comme celle de Salazar, par exemple, n'avaient pu inventer. Ont lieu des élections, mais la campagne électorale est défendue. Et le régime est celui-ci même qu'on le veuille ou non.

Il serait naïf de supposer que l'escalade de la violence déclenchée par le gouvernement se détiendra ici. La marge d'arbitraire, croissant sans cesse, pourra entraîner des situations explosives où la dictature n'hésitera sûrement pas à employer des moyens de plus en plus violents. Le régime ne peut tolérer la coexistence avec un front d'opposition susceptible de lui gagner du terrain. Pour l'écraser, la dictature se servira de tous les moyens à sa portée.

L'unique manière de stopper ce processus de violence croissante réside dans la formation d'un ample et solide mouvement de masses, capable d'offrir une alternative démocratique à la situation actuelle. Plus que jamais il est nécessaire de renforcer l'unité des secteurs d'opposition et entraîner de nouvelles couches et groupes à lutter contre le régime. Celui-ci n'a rien à offrir à la Nation si ce n'est violence et terreur. Les masses peuvent et doivent participer au processus politique et s'intégrer à la lutte contre la dictature sous ses formes les plus variées.

Les différentes forces qui composent actuellement le front d'opposition n'ont pour alternative qu'augmenter son degré de cohésion et d'unité. Les 2 1/2 premières années du gouvernement Geisel débouchent sur une impasse complète aussi bien du point de vue politique qu'économique. L'institutionnalisation du régime que le gouvernement espérait obtenir avec la victoire aux élections de 1974 ainsi que la politique de détente semble plus problématique que jamais. Se voit confirmé ce qui est presque un axiome dans la vie politique brésilienne : chaque fois que les conditions où se déroulent la lutte contre le régime le permettent, l'opposition se développe et le régime est mis en échec. Pour récupérer le terrain perdu il se sert de la répression la plus brutale ce qui ne fait qu'approfondir son isolement et augmenter les difficultés entre le pouvoir et les formations politiques.

De plus grande signification peut-être, l'expérience de cette première moitié du mandat de Geisel montre qu'aucune formule politique, aussi habile soit-elle, qu'il s'agisse d'ouverture, de distension, ou de décompression, ne pourra substituer ou empêcher la lutte pour la redémocratisation. Voilà le point névralgique de la lutte politique qui se déroule dans le Brésil d'aujourd'hui. Ce que veut effectivement le pays c'est un régime différent de celui en vigueur et qui assure d'amples libertés démocratiques permettant aux courants politiques de s'exprimer en liberté.

Face à ceci, toutes les manœuvres de la dictature sont condamnées à l'échec, n'étant qu'autant d'expédients pour gagner du temps. C'est justement en ce moment que l'unité des forces démocratiques doit se faire sentir, au moment où le régime se trouve sans formule et isolé. La lutte pour la démocratie doit, plus que jamais, être présentée comme l'alternative possible à une telle situation.

Mal les difficultés auxquelles doit faire face le régime ne sont pas uniquement d'ordre institutionnel. Le bilan de l'économie brésilienne, qui montrait l'année dernière des points d'étranglement plus que visibles tend à

s'aggraver sérieusement au cours de cette année. Sans prétendre analyser ici les causes les plus anciennes qui ont conduit à l'épuisement du modèle de développement mis en pratique par la dictature militaire, il suffit de constater que le taux de croissance économique, qui s'était maintenu autour de 10 % par an pendant la période 1968-1974 est tombé brusquement à 4 % en 1975. Au coût social extrêmement élevé qu'a impliqué l'adoption d'un tel modèle, de même que les inégalités dans la distribution des revenus, sur-exploitation des masses des travailleurs, inégalités régionales etc... s'ajoute un tableau menaçant de récession, entraînant des répercussions évidentes sur le marché de la main d'œuvre. Le taux d'inflation qui avait atteint, l'année dernière, 32 %, d'après les calculs officiels, s'est déjà élevé à 17 % pendant les 4 premiers mois de 1976. Le gouvernement prétend simplement bloquer le crédit bancaire et augmenter le taux d'escompte ce qui revient, en définitive, à aggraver la crise et le chômage.

La situation de la balance des paiements et de la dette extérieure montrent à quel point s'est détérioré le commerce extérieur brésilien. Après 2 ans de déficits successifs dans la balance commerciale, atteignant le montant de 4600 millions et 3800 millions de dollars en 1974 et 1975 respectivement, le gouvernement ne sait plus où aller chercher de l'argent pour équilibrer le commerce extérieur. Pendant la période antérieure, principalement pendant les années qui marquèrent l'apogée du « boom » économique il était possible de compenser de tels déficits par l'entrée massive de capitaux étrangers. Financer les importations et ainsi couvrir le déficit de la balance commerciale par des emprunts obtenus dans les centres financiers internationaux est devenu un expédient courant dans l'économie brésilienne. Cela dérive du modèle de développement adopté, qui dépend en grande partie de la technologie étrangère, qui se traduit par la nécessité toujours croissante d'importer des biens d'équipement. Au cours de cette période, peu ou rien n'a été fait pour encourager une technologie nationale qui aurait épargné au pays, au moins, en partie, une grande sortie de devises.

La hausse des prix du pétrole, ajoutée à la récession qui s'est abattue sur le monde capitaliste ne sont, donc, pas responsables pour la crise du commerce extérieur brésilien. Le pays importe plus de biens d'équipement (4000 millions en 1975) que de pétrole (3000 millions pendant la même année). Il arrive tout simplement, que l'augmentation des prix du combustible, augmentant le déficit déjà permanent dans la balance commerciale, crée la nécessité de recourir de plus en plus aux marchés financiers, en pleine crise internationale et donc d'augmentation de la demande et contraction de l'offre d'argent. Logiquement, dans une telle situation de récession, l'argent est devenu plus cher et les délais de remboursement des dettes plus courts. Il devient évidemment impossible de continuer à financer le déficit au moyen d'emprunts, puisque le service de la dette extérieure, aggrave encore davantage la situation de la balance des paiements. Les mesures prises par le Ministère des Finances (dépôt obligatoire de 100 % sur la valeur des marchandises importées, pendant 1 an et sans intérêts, à la Banque centrale) ne fait que freiner les importations d'équipement, entraînant ainsi une diminution de l'activité industrielle, aggravant encore la crise à l'intérieur du pays.

Les pronostics pour 1976 sont déjà assez sombres. Pendant les 4 premiers mois de l'année, le Brésil a dépensé 1 milliard 300 millions de dollars en importations de pétrole, contre 1 milliard pour la même période de l'année dernière. La production interne de pétrole a diminué de 2 %, cependant que

la consommation augmentait d'à peu près 10 %. En même temps, le développement de la prospection pétrolière, vitale pour le pays en ce moment, est partiellement paralysée à cause des mesures gouvernementales dans le sens de diminuer l'importation d'équipements.

Le déficit commercial d'un million de dollars, calculé par les techniciens du régime pour l'année 1976 dans son total a déjà été atteint pendant la période Janvier-Avril, selon les données disponibles. Le déficit de la balance des services qui comprend le paiement d'intérêts sur la dette extérieure est calculé en 3,5 mille millions de dollars. Ainsi il est peu probable que l'année se termine avec un déficit global inférieur à 5,5 mille millions de dollars. Comment financer ce déficit ?

La capacité d'endettement extérieur a atteint un point critique, surtout si on tient compte de ce que les exportations brésiliennes ne présentent pas le même dynamisme qui les a caractérisées pendant les années du « boom ». Le pays a exporté pendant les 4 premiers mois de 1976 près de 2600 millions de dollars, soit 6 % au-dessous des niveaux de 1975 pendant la même période.

Ainsi, dans une situation de baisse des exportations et de difficultés croissantes pour faire face aux compromis internationaux il devient de plus en plus difficile de maintenir l'activité économique à des niveaux satisfaisants. La situation de la dette extérieure est en elle-même alarmante. L'endettement global se trouve à près de 25 milliards de dollars, soit plus de 1/4 du P.N.B. L'amortissement de la dette, ajouté aux intérêts, a représenté presque 3000 millions de dollars dans la balance des paiements de 1975. En maintenant l'actuelle situation, et difficilement elle pourra être modifiée, d'ici 2 ans le Brésil enverra à l'extérieur plus de devises en paiement des intérêts et de l'amortissement de la dette qu'il n'en reçoit sous forme d'emprunt et d'investissement. En 1974 pour chaque 100 dollars qui entraient dans le pays, 43 se destinaient à cette finalité. Ce pourcentage a passé rapidement à 64 dollars en 1975, et les prévisions pour les années suivantes sont de : 62,6 en 1976, 80,4 en 1977, 101,7 en 1978, 105,6 en 1979 et 108,4 en 1980. C'est potentiellement une situation de banqueroute, principalement si l'on tient compte du fait que les réserves de devises sont constituées elles-mêmes en grande partie d'emprunts. On arrive à la situation d'utiliser la dette pour payer la dette.

Sans alternative sur le plan politique, le régime semble avoir perdu aussi l'initiative du point de vue économique. L'épuisement du miracle est plus qu'évident, et les orientations globales de la politique économique ne peuvent être altérées de manière essentielle en raison de la composition des forces qui soutiennent le régime.

Cet ensemble d'éléments montre, de façon claire, que la dictature est en crise, et en crise profonde. Ce qui la maintient, aujourd'hui, c'est l'alliance qui s'est forgée au long des dix dernières années, entre le « Haut-Commandement » des Forces Armées et le Capital monopoliste national et étranger. Mais la lutte populaire, alliée aux profonds mécontentements qui se manifestent dans tous les autres secteurs de la société peut changer cette situation et ouvrir la voie à un régime qui, non seulement fasse meilleur usage des richesses nationales mais qui, en adoptant un modèle de développement reflétant les intérêts de l'immense majorité de la Nation assure un climat de libertés démocratiques où tous les courants politiques puissent s'organiser et développer leur activité.

ÉTUDES

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU BRÉSIL : A PROPOS DE « PRAGMATISME RESPONSABLE ».

par Tullo VIGEVANI

Quiconque a suivi l'évolution des rapports entre les différents pays de l'Amérique latine, aura eu l'occasion de constater — du moins pour ce qui est des sept dernières années — l'accroissement de l'importance du rôle du Brésil, soit par l'agressivité de sa politique étrangère, soit par les réactions contraires que celle-ci a suscitées. A partir de 1970, les dénonciations d'un processus que certains qualifient de « impérialisme » du gouvernement militaire brésilien, sont plus fréquentes. La diplomatie nord-américaine, avant la présence de Kissinger à sa tête, n'a jamais cherché à démentir le fait d'avoir choisi le Brésil comme satellite privilégié et de l'avoir incité à jouer les gendarmes en Amérique latine. Nous rappelons à cet égard, la vague de protestations soulevée par les déclarations de Nixon lors de la visite à Washington en 1971 du Général Médici président de la république brésilienne de l'époque. Le président américain aurait dit : « Là où va le Brésil, va l'Amérique latine ». Plus récemment, en mai 1974, une commission nord-américaine dirigée par Nelson Rockefeller, souligne dans son rapport final, l'importance croissante du Brésil dans la région, du fait de sa puissance économique : « En effet, en 1985, son produit national brut (PNB) aura atteint 160 milliards de dollars, ce qui correspondra à un tiers du PNB de l'ensemble des pays latino-américains. Aujourd'hui, le PNB du Brésil représente un quart de cet ensemble ». Des faits encore tout récents confirment la tendance du capitalisme international à privilégier le Brésil d'un certain point de vue. Sinon, comment pourrait-on expliquer le succès de la mission en Europe (Octobre 1975) du ministre des Affaires étrangères, Azeredo Silveira. Silveira a obtenu certaines faveurs de l'Angleterre, de la France et de l'Italie et, en tous cas, la reconnaissance à des relations privilégiées. La diplomatie brésilienne va dans le même sens pour préparer la visite du président Geisel aux Etats-Unis, au Japon, en France, en Allemagne Fédérale et en Italie, prévue pour 1976. Mais, il est assez connu de l'opinion publique européenne que l'action des gouvernants brésiliens a provoqué bien des réactions contraires.

Avant le coup d'état du 11 septembre 1973 au Chili, s'est ébauché un front de pays qui, tout en ayant comme objectif principal, la défense des économies nationales contre le capital international (surtout le nord-américain), tendait aussi à la création d'une sorte de cordon sanitaire autour du Brésil. La présence de Allende et de Dorticos à la cérémonie d'investiture du président Campora en Argentine en est un indice significatif. Une initiative de cet ordre n'était pas mal vue à Quito, à Caracas, à Mexico, à Panama, pour ne pas parler de Lima où le président Velasco Alvarado avait déjà déclaré sa sympathie à un pacte anti-impérialiste quoique non-écrit. Le coup d'état chilien, ainsi que les événements récents d'Argentine ont sûrement affaibli le front projeté, mais n'ont pas éliminé les causes qui le rendaient nécessaire. Ultérieurement, les résultats électoraux au Venezuela et en Colombie ont confirmé la tendance à un modèle de développement capitaliste relativement indépendant du grand capital international, et jusqu'à un certain point, en contradiction avec celui-ci. C'est à partir de cette perspective que nous pourrions examiner l'entrée en fonction du gouvernement d'Ernesto Geisel en mars 1974.

La politique extérieure brésilienne a d'autres objectifs, en plus de celui de l'image du Brésil en Amérique latine et dans le monde. Nous soulignons la préoccupation avec les problèmes qui découlent de la crise du capitalisme international et avec l'augmentation du prix du pétrole. Bien qu'on ne puisse pas établir mécaniquement des rapports de cause à effet, les nouveaux problèmes de commerce mondial stimulent le changement de conceptions dont le caractère périmé est devenu évident. Dans un discours prononcé au Ministère des Affaires étrangères, quatre jours après son entrée en fonction, le président Geisel formula les objectifs du nouveau gouvernement en matière de politique extérieure, les caractérisant en deux mots : « pragmatisme responsable ». Pour les gouvernants brésiliens, « pragmatisme responsable » devint une sorte de mot-ordre magique. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Azeredo Silveira, déploya une énergie considérable en cherchant à populariser cette idée, au Brésil et à l'étranger. Roberto Campos, ancien ministre au Plan et actuellement ambassadeur du Brésil à Londres, le définit ainsi : « Selon la notion de pragmatisme responsable, il ne devrait pas y avoir d'amitiés perpétuelle ni d'inimitiés permanentes. Pour que la politique soit pragmatique, il faut distinguer le commerce de l'idéologie et intensifier celui-là indépendamment de celle-ci. Pour qu'elle soit responsable, il ne faut pas oublier qu'au-dessus et au-delà des intérêts immédiats, il y a des affinités fondamentales dont nous devons tenir compte ».

La signification de cette politique ne doit pas être mesurée par ce qu'affirment ses défenseurs. La politique étrangère est un des aspects superstructurels de l'action d'un gouvernement. Ainsi, pour juger de la réelle consistance des changements de ligne, il faut étudier les causes qui les provoquent. Tout d'abord il est nécessaire de savoir ce qui a changé, en matière de politique économique, à plus forte raison si l'on considère que l'expansion des exportations a été un objectif prioritaire tout au long des gouvernements Costa e Silva et Medici, c'est-à-dire, durant la période d'essor de la croissance économique. D'après l'opinion de larges secteurs de l'opposition, l'action du nouveau gouvernement aurait comme objectif, de donner des assises plus solides et stables au modèle instauré depuis 1964. Au plan politique, ceci voudrait dire, institutionnaliser les lois d'exception ; au plan économique, corriger certaines distorsions risquant de devenir dangereuses dans le futur (en particulier la polarisation croissante entre les entreprises

multinationales et le secteur étatique de l'économie). Mais en aucun cas, le gouvernement n'a laissé entendre qu'il prétendait apporter des changements essentiels au « modèle économique brésilien ». Au contraire, il a confirmé à maintes reprises la continuité essentielle des orientations anti-populaires et anti-nationales de la politique économique. Les autorités doivent cependant tenir compte des difficultés grandissantes que ce type de développement économique soulève, dont le signe majeur est l'endettement extérieur. Le Brésil est actuellement débiteur à l'égard de l'étranger — il s'agit de pays impérialistes, et surtout des USA — pour environ un quart de son PNB. Dans ce contexte, le thème des exportations gagne un relief particulier. Voici ce que dit M. Mario Simonsen, ministre des finances : « L'augmentation des exportations est un objectif fondamental, pour que la dette extérieure ne devienne pas une boule de neige. Il faut empêcher que les entrées de devises ne soient dans leur totalité, destinée au paiement des intérêts ». En conséquence, la politique extérieure du gouvernement Geisel doit répondre à des exigences nouvelles, si l'on se réfère à la situation des gouvernements dictatoriaux qui l'ont précédé.

Le changement de l'image que le Brésil s'est créée sur la scène internationale devient un objectif non négligeable. Il faut maintenant que le dictateur, tout en faisant croire à sa propre stabilité et à la solidité de sa situation économique, se présente en défenseur des intérêts de tous les pays sous-développés. Cette attitude, se traduisant en invectives diplomatiques, devrait favoriser les accords commerciaux et les investissements. Elle devrait garantir la continuité des rapports économiques avantageux, en écartant d'éventuelles difficultés provenant de divergences politiques. Dans une première approche, nous pouvons dire que les nouveautés introduites dans l'action diplomatique ont pour objectif de freiner l'approfondissement de certaines tensions, et ne représentent pas des changements de force.

Il ne serait pas difficile de trouver des raisons de l'ordre de la stratégie internationale comme composantes de cette politique. Les liens avec les Etats-Unis sont, certes, manifestes sur le plan structurel, c'est-à-dire, le « modèle brésilien » a favorisé spécialement les compagnies multinationales et le capital étranger au détriment des intérêts nationaux. Mais, ces liens sont aussi manifestes sur le plan de l'instrumentalisation diplomatique — quoique de façon non évidente et mécanique — de Brasilia. Par exemple, devant la tendance croissante à la formation d'un bloc de pays latino américains — dont témoigne la récente création du SELA (Système Economique Latino Américain) — Washington sait que ce bloc, n'étant pas sous l'hégémonie des pays les plus « progressistes », c'est un moindre mal. Il devient alors intéressant que le Brésil apparaisse comme un pays qui prenne en charge les problèmes et certaines revendications des pays sous-développés. Le pragmatisme responsable peut aussi être compris en fonction d'un contexte de rétrécissement de la marge de manœuvre de l'impérialisme. Il s'explique également par la nécessité par l'« establishment » brésilien, de faire face à de nouvelles pressions qui surgissent à l'intérieur du pays. Le nationalisme, sous des formes plus variées qui prend un essor considérable dans les pays dominés par l'impérialisme, a une politique habile qui oblige les gouvernements les plus conservateurs à le prendre en considération, ou, tout du moins l'utiliser comme instrument de marchandage. Des événements récents illustrent ce qui précède. Le contrat signé à Bonn avec l'Allemagne Fédérale, le 27 juin 1975, et confirmé lors du voyage du ministre Genscher au Brésil le mois de novembre dernier en vue de la construction de 8 centrales

nucléaires sur une période de 15 ans, a été présenté par le gouvernement brésilien comme une conquête de type nationaliste. Ce mirage est d'ailleurs contesté par les scientifiques nucléaires brésiliens les plus renommés au Brésil. Malgré les contradictions secondaires dans le camp impérialiste qui ont suscité quelques réserves de la part du gouvernement américain, le gouvernement fasciste brésilien, en signant cet accord de « coopération nucléaire » n'a rien fait d'autre que de placer le Brésil, encore sur ce terrain relativement peu exploité, en position de subordination totale vis-à-vis des groupes multi-nationaux qui opèrent dans le secteur de l'industrie atomique. Quelque temps après, l'ouverture de la PETROBRAS au capital étranger — événement de formidable portée économique, politique et psychologique — confirme encore plus clairement la stratégie économique du gouvernement.

L'ÉPUISEMENT DU « MIRACLE » ET LA POLITIQUE DES AFFAIRES

Examinons maintenant, d'autres facteurs qui sont à l'origine de la « correction du tir », qui a conduit le dictateur, par son quatrième gouvernement militaire, au « pragmatisme responsable », après avoir été un partisan décidé et agressif de la politique des frontières idéologiques. Revenons au commerce et à la dette extérieurs, en détérioration continue. Rien qu'en 1974, le déficit de la balance commerciale a atteint les 5 milliards de dollars. En octobre 75, le gouvernement évaluait la dette extérieure à environ 21 milliards de dollars. A cela, il faut ajouter que l'inflation reprend de plus belle, après 10 ans de politique déflationniste. Le miracle brésilien a son fondement dans la sur-exploitation des travailleurs, qui se traduit par une concentration très élevée des revenus et la marginalisation d'au moins 50 % de la population brésilienne. Celso Furtado, commente ce phénomène : « Pour que 5 % de la population du Brésil puisse jouir d'un niveau de vie correspondant à un niveau moyen de 3.000 dollars (étant donné que le revenu moyen par habitant est de 400 dollars), 80 % de la population tend à être exclue des bénéfices de l'augmentation de la productivité. Cette tendance tend à s'aggraver. Par exemple, dans les années 60, le revenu par habitant s'est accru d'un tiers, au Brésil, mais tous les bénéfices de cette augmentation n'ont profité qu'à 20 % de la population, c'est-à-dire à la tranche de population dont le revenu est le plus élevé, et en particulier, aux 5 % dont le revenu par habitant a doublé durant cette période ». Cette forme de croissance économique, qui n'a pas comme objectif, une extension horizontale du marché, entraîne comme conséquence, une dynamique de recherche d'expansion au-delà des frontières.

On peut comprendre maintenant comment la situation économique-financière internationale pèse constamment sur le Brésil comme une menace potentielle d'asphyxie. Le gouvernement actuel, qui dispose d'un éminent théoricien de la géo-politique, en la personne du général Golbery de Couto e Silva, reconnaît qu'une stratégie (interne et externe) basée uniquement sur la dynamique antérieure de la croissance économique n'est plus suffisante. Le président Geisel donne le ton, en signalant que le Brésil est partie intégrante du continent et ne peut pas se passer des autres pays de l'Amérique latine : « Nous sommes convaincus - dit-il que les pays latino-américains se trouvent à une étape particulièrement importante de leur développement historique et que nous assistons à la montée de leurs aspirations au développement, à la sécurité, à la paix, et que tout ceci coïncide et est complémentaire avec le sentiment de solidarité continental.

Le resserrement des rapports avec l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie, n'est

plus suffisante pour donner la marge de sécurité nécessaire. Malgré la recherche de débouchés nouveaux, 60 % des exportations brésiliennes se font vers les marchés traditionnels, de la Communauté Economique Européenne et des Etats-Unis. La dépendance à l'égard de ces pays, en ce qui concerne les moyens de production et la technologie, est presque absolue, et parallèlement, les perspectives d'augmentation de ses exportations vers ces marchés, ne sont pas brillantes.

L'ensemble de ces facteurs explique l'offensive actuelle en direction des pays qui étaient auparavant restés au deuxième plan, et l'effort pour adopter une « real politik » accordant moins de valeur aux discriminations idéologiques. Dernièrement, une tendance à l'amélioration des rapports économiques avec les pays socialistes a vu le jour. Et, en général, l'intérêt est réciproque. L'URSS a nommé un nouvel ambassadeur au Brésil, en juin 74 : M. Jurij Jokov, ancien responsable du secteur latino-américain au ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique. La volonté de l'URSS d'intensifier ses rapports économiques avec le Brésil est témoignée par la fourniture de turbines pour la centrale hydroélectrique de ITAIPU. Cette tendance est aussi manifeste par rapport à d'autres pays socialistes : Pologne, Roumanie, Yougoslavie etc. La dictature avait rompu ses relations diplomatiques avec la Chine, immédiatement après le coup d'état de 1964. Certains contacts avec ce pays sont repris discrètement en 1972 et les rapports diplomatiques ont été rétablis en août 1974. La Chine, peu de temps après, devint le deuxième importateur du sucre brésilien.

Le Brésil faisait partie du groupe des pays qui a essayé, jusqu'au bout, d'empêcher la normalisation des rapports de la majorité des pays latino-américains avec Cuba. Avant la levée du blocus de l'OEA (Organisation des Etats d'Amérique) le Brésil a semblé vouloir se mettre au jour de la nouvelle réalité, allant jusqu'à l'abstention lors de certains votes. La crainte de rester isolé à côté du Chili de Pinochet y a certainement été pour quelque chose.

Dans ses rapports avec les pays capitalistes développés, le Brésil cherche à ne plus faire cavalier seul, notamment dans les négociations économiques. Les délégués brésiliens ont adopté cette ligne de conduite lors des discussions sur les prix du café, cacao, sucre ainsi que sur les exportations des produits manufacturés vers les Etats-Unis. Nous pouvons encore citer la conférence de Caracas sur la mer territoriale, celle de Bucarest sur la population, celle de Rome sur la population, toutes en 1974. La même orientation a été suivie lors de la récente conférence dite « Nord-Sud », à Paris.

Le Japon devint un grand investisseur au Brésil. Il est l'objet d'agards particuliers, ainsi que le Canada, l'Autriche et l'Inde. Avec le Canada, a été signé un important accord sur l'achat de charbon brésilien. Même avec l'Inde, après l'explosion de sa première bombe atomique, des rapports de coopération concernant l'usage de l'énergie nucléaire ont été établis.

La proclamation de la théorie de « pragmatisme responsable » a conduit certains analystes de la politique brésilienne - comme Charles Vanhecke du journal « Le Monde » à la conclusion que la politique extérieure brésilienne amorce une nouvelle étape, non plus d'alliance mais d'opposition à la politique du Département d'Etat américain. L'étude attentive de l'action diplomatique de l'Itamaraty (le ministère des Affaires étrangères brésilien) dément cette hypothèse. Des études récentes sur les rapports Brésil-Etats Unis: révèlent la continuité de l'étroite dépendance de la politique étrangère

brésilienne, malgré tout ce qu'elle a entraîné, à des périodes diverses, en termes de conflit avec d'autres pays latino-américains. Hélio Silva, Moniz Bandeira, Michel Francis, Thomas Skidmore, Franck McCann sont unanimes pour reconnaître que cette ligne de cohérence n'a été partiellement rompue que pendant le deuxième gouvernement Vargas (1951-54) et pendant les Gouvernements Quadros et Goulart (1961-64).

La présence du Général Golbery do Couto e Silva, un des conspirateurs du coup d'état de 1964, comme éminence grise du premier et quatrième gouvernements militaires, exprime bien la continuité idéologique fondamentale des gouvernements dictatoriaux successifs. C'est lui qui, bien avant 1964, avait formulé quelques idées-clés qui orientent l'action du régime. A propos du rôle du Brésil sur la scène internationale, il écrivit : « Lorsque parmi nos voisins, surgit une opposition aux Etats-Unis d'Amérique, sous le nom de « troisième force » ou n'importe quel autre déguisement, en jouant sur les intérêts outre-atlantique ou outre-pacifique des nord-américains, le Brésil semble être en position favorable, de par son économie non concurrentielle, de par une tradition d'amitié longue et solide, et surtout de par des éléments dont il dispose pour exercer un « chantage loyal », pour négocier une alliance bi-latérale plus concrète capable non seulement de garantir la sécurité dans l'Atlantique du sud, mais aussi d'établir notre hégémonie sur cette zone ».

Depuis 1964, notre diplomatie a toujours poursuivi le but formulé par le général Golbery de Couto e Silva. Déjà pendant la période du gouvernement Castelo Branco (1964-67), malgré la priorité accordée par le dictateur à la reconversion économique et politique intérieures, surgissent déjà des tensions avec quelques pays, et en particulier avec l'Argentine, qui a toujours contesté le leadership brésilien. L'action de plus grande répercussion internationale a été la participation de troupes brésiliennes, en 1965, à l'intervention militaire conduite par l'impérialisme nord-américain, en République dominicaine, pour écraser le gouvernement du colonel Caamaño. Le Brésil ne s'est pas borné à envoyer le plus important contingent latino-américain. Il s'est battu à l'intérieur de l'OEA pour contrer la tendance qui s'y manifestait déjà à cette occasion, à une plus grande indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Dans les années qui suivirent, les évolutions à l'intérieur dudit « système » brésilien, ont perfectionné le concept de « sécurité nationale ». Ce dernier est jalonné de crises constitutionnelles importantes : depuis l'acte institutionnel n° 2 jusqu'au n° 5 et à « l'élection » de G. Medici en 1969. Ce dernier événement termine l'éviction de militaires qui se dénommaient eux-mêmes nationalistes, bien que de droite. Ceux-ci, sous la conduction du général Alfonso de Albuquerque Lima, avaient prôné un nouveau type de rapports avec les USA.

LA RIVALITE DU CONE SUD DU CONTINENT

Les rapports entre le Brésil et l'Argentine n'ont jamais été idylliques. La rivalité historique entre les deux plus grands pays du continent, qui se disputent le contrôle du bassin de la Plata, a connu des moments de tension particulière pendant le gouvernement G. Medici. L'Argentine, à ce moment, était gouvernée par les militaires, ce qui n'empêcha pas le climat de se détériorer. La cause immédiate en a été une controverse sur l'usage des eaux du bassin, en particulier celles du fleuve Parana. L'accord conclu entre le Brésil et le Paraguay, le 26 avril 1973 en vue de la construction de la

centrale électrique de Itaipu qui produira une puissance de 10 milliards de KWh, marque une aggravation de la tension avec l'Argentine. Pendant le gouvernement de Campora, les accusations contre « l'impérialisme brésilien » ont gagné un caractère de masse. Le général nationaliste Guglielmelli, ancien secrétaire du conseil national pour le développement en Argentine, annonça une certaine « Opération-Missiones », par laquelle le Brésil, profitant du dénivellement des fleuves, aurait eu l'intention d'empêcher la construction de la centrale hydroélectrique de Corpus, projetée par le gouvernement de Buenos Aires, et aurait envisagé une expansion intensive sur toute la zone où les deux pays possèdent une frontière commune. Les faits ultérieurs, en particulier la reprise des rapports normaux pendant le gouvernement de Peron, ainsi que le dépassement partiel des problèmes techniques concernant les centrales électriques, semblent indiquer que les préoccupations argentines étaient démesurées. Mais il y a d'autres composantes de cette crise diplomatique. Du côté argentin, il est vrai que des manifestations chauvines ont été stimulées par des chefs de file de la droite, tels que l'amiral Isaac Rojas, pour défendre les intérêts conservateurs, puisque l'action de la bourgeoisie brésilienne au Paraguay, Uruguay et en Bolivie concurrençait le commerce et l'influence traditionnels argentins. Mais la réaction populaire, ainsi que celle des secteurs les plus avancés du péronisme avaient des origines bien diverses. Le gouvernement et les classes dominantes au Brésil n'ont jamais cessé d'appuyer les forces les plus réactionnaires des pays voisins, avec, entre autre, comme objectif de dresser des obstacles aux conquêtes démocratiques du peuple argentin.

Après le coup d'état au Chili, l'Argentine s'est vue encerclée par des régimes d'extrême-droite. A ce moment, l'habileté diplomatique de Peron empêcha que Bordaberry, Strossner et Banzer ne s'approchent davantage du Brésil. Le virage à droite survenu sous le gouvernement d'Isabel Peron a permis le rapprochement souhaité par Brasilia sans pour autant résoudre les contradictions de fond. Quand, au moment de l'accession de Geisel au pouvoir, la nomination de Azeredo Silveira au poste de ministre des Affaires étrangères brésilien a été annoncé, les observateurs ont souligné le fait qu'il avait été l'artisan du rapprochement amorcé avec Peron, dans sa qualité d'ambassadeur à Buenos Aires. Peu de temps avant la mort de Peron, une rencontre entre celui-ci et Geisel avait été envisagée, en principe, pour septembre 1974.

L'action brésilienne a été particulièrement intense et efficace à l'encontre des trois autres pays du bassin de la Plata, traditionnellement oscillant entre le Brésil et l'Argentine. La participation brésilienne aux coups d'Etat en Uruguay et en Bolivie, respectivement en 1973 et 1971 est hors de doute. L'intervention en Bolivie a été particulièrement cynique. La participation au coup d'état est confirmée par le général Roque Teran, ancien chef d'état-major, ainsi que par l'ancien président Torres. Le ministre de l'intérieur Jorge Gallardo, déclarait peu avant le renversement de son gouvernement : « Le MNR (Movimiento Nacionalista Revolucionario), le FSB (Falange Socialista Boliviana) et les militaires réactionnaires (Banzer, Cayoyo etc.) sont en train de conspirer à partir du Brésil et du Paraguay pour faire un coup d'état, qui éclaterait probablement à Santa Cruz. Si le putsch trouve un écho parmi d'autres unités de l'armée bolivienne, son sort sera décidé par les boliviens eux-mêmes ; s'il reste isolé à Santa Cruz, les fascistes formeraient un gouvernement provisoire et demanderaient l'intervention du Brésil, soit pour

faire de Santa Cruz une nouveau Katanga, soit pour occuper l'ensemble du pays. Il est utile de rappeler qu'à ce moment-là, Allende venait à peine d'inaugurer son gouvernement et qu'au Pérou, le gouvernement nationaliste se renforçait.

Dans le cas de l'Uruguay, la participation du Brésil n'a pas été directe. Elle s'est limitée à l'offre de garanties. Les troupes stationnées à Rio Grande do Sud, à côté de la frontière uruguayenne, ont eu pour mission de couvrir l'arrière-garde. Quant à l'appui logistique — on mentionne le chiffre de 300 camions brésiliens chargés de matériel — s'il y en a eu, il serait arrivé après l'accomplissement du coup d'état. Mais le cas de l'Uruguay est intéressant pour illustrer un nouveau rôle, plus souple, que le Brésil joue à l'égard des pays sous-développés. Le Brésil arrive à exercer une certaine fascination sur les classes dominantes de ces pays, à cause de son « miracle économique » et des résultats obtenus par la mise en œuvre de certains mécanismes d'accumulation. L'illusion est née qu'il suffit qu'un gouvernement « dur » écrase les luttes populaires, permette un taux d'accumulation interne élevé en même temps que l'entrée d'un flux continu de capitaux étrangers, pour résoudre toutes les difficultés qui sembleraient insolubles. Dans le cas de l'Uruguay, les difficultés demeurent malgré l'importation du « modèle » brésilien.

Les classes dominantes brésiliennes n'ont pas tardé à profiter économiquement des avantages obtenus en Bolivie et au Paraguay. On assiste à une intervention économique massive dans les deux pays au cours des dernières années. Toute la petite industrie locale (il n'y a d'ailleurs pas de grandes industries) est écrasée par la concurrence des importations brésiliennes. Les terres frontalières de ces pays, de même qu'en Uruguay, sont achetées par les « latifundistes » brésiliens. L'étendue du phénomène est telle que certains recteurs militaires des pays respectifs manifestent leur préoccupation pour la « sécurité nationale ».

L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, dans un ouvrage récent, met en évidence les conséquences funestes de cette « invasion ». Elles débordent le plan économique pour atteindre le plan politique et culturel. Après Itaipu, l'affaire la plus intéressante a été la signature, le 22 mai 1974, d'un accord Brésil-Bolivie portant sur un marché de 600 millions de dollars. C'est le plus important contrat conclu entre deux pays sous-développés. Le Brésil achètera 240 millions de mètres-cubes de gaz par jour pendant une période de 20 ans, en plus du minerai de fer du gisement de MUTUM. Le Brésil financera et fournira le « know-how » pour une usine d'acier dont la production initiale sera de 300 mille tonnes et pour une usine d'engrais produisant 1000 tonnes d'urée par jour, et encore d'autres projets. Tout ceci moyennant garantie de vente de la production excédentaire au Brésil.

Ces accords économiques accentuent, à l'intérieur des pays respectifs l'opposition au Brésil, et par conséquent, aux gouvernements qui les consentent. Pour la première fois, depuis plusieurs années, l'opposition légale au Paraguay a pu soulever une vague de protestations contre « l'impérialisme brésilien » avec l'appui d'organisations syndicales et étudiantes, d'associations professionnelles et aussi des secteurs de la bourgeoisie industrielle. Les mesures prises par le gouvernement d'Assuncion - interdiction aux entreprises ayant moins de 50 % de capital paraguayen de participer au marché sur les fleuves Parana et Paraguay, ont été les premiers résultats obtenus par le mouvement. L'opposition aux accords a été encore plus dure

en Bolivie. Des manifestations de protestations dans tout le pays ont été enregistrées le jour même de la signature des accords sur le gaz. Les quelques leaders de l'opposition qui se trouvaient encore à l'intérieur du pays, ont été expulsés. Dans les mois qui se sont suivis, il y a eu quatre tentatives de coup d'état.

Et vis-à-vis d'autres pays de l'Amérique du Sud, l'intérêt du régime brésilien est plus récent. Si le Brésil ne favorise pas la formation et la consolidation de gouvernements progressistes, il n'y a pas de manœuvres spectaculaires. La politique de l'Amazonie a soulevé des suspicions de la part des voisins de cette région. Au Venezuela et en Colombie, on s'est beaucoup interrogé sur les objectifs réels de la colonisation forcée de la frontière amazonienne. Le journal de Caracas « El Mundo » a soulevé une longue campagne de dénonciations où était affirmée l'existence de plans d'agression aux pays limitrophes de la part du régime brésilien.

La notion de « frontières idéologiques » qui présidait à la politique extérieure brésilienne, a encouragé les militaires putschistes au Chili. Il n'y a pas de preuves concrètes permettant d'affirmer la participation directe des militaires brésiliens au coup d'état de Pinochet. Il y a cependant suffisamment d'éléments qui démontrent qu'indirectement, moyennant promesses d'appui en tout genre, des secteurs de l'establishment brésilien ont stimulé et aidé le coup d'état. La dictature brésilienne fut le premier gouvernement à appuyer la junte fasciste. Elle y a envoyé des avions militaires transportant du matériel et des spécialistes de la répression. Sur le plan économique, le gouvernement brésilien a tout de suite ouvert le robinet du crédit.

Les perspectives du régime brésilien ne sont pas encourageantes à l'égard de la Colombie et du nouveau gouvernement Lopes Michelsen. Pendant les derniers mois du gouvernement Pastrana Borrero, le Brésil avait proposé un accord avec la Colombie, où il s'engageait à acheter sur une période de 30 ans, 100 milliards de tonnes de charbon, minerai qui manque à l'économie brésilienne. En échange, le Brésil fournirait du fer et les investissements nécessaires à la construction d'une aciérie. La bourgeoisie industrielle colombienne, profitant de l'avènement au pouvoir d'un gouvernement qui lui était apparemment favorable a mené une lutte contre cet accord, qui subordonnait des secteurs vitaux de l'économie colombienne aux intérêts des monopoles brésiliens et des filiales des trusts étrangers installés au Brésil. Le sentiment d'hostilité à l'expansionnisme brésilien est illustré par une déclaration de l'ambassadeur colombien à Mexico, en 1974 : « ... Il faut absolument que le Mexique et les pays du pacte andin s'unissent politiquement et économiquement pour affronter le danger du nouvel impérialisme du XXIème siècle : le Brésil ».

Au Pérou aussi, les militaires sont au pouvoir, mais ils poursuivent des objectifs très différents des brésiliens. Malgré l'étendue des frontières communes, il n'y a pas eu de tensions particulières entre les deux pays. Les différences de points de vue selon lesquels les deux gouvernements envisagent la politique internationale se sont toujours manifestées au sein de réunions larges, ce qui évitait l'affrontement direct. Le Pérou et le Brésil ont presque toujours été dans des camps opposés à l'OEA, à la CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique latine, organe de l'ONU), à l'UNCTAD, dans le groupe des non-alignés, dans les réunions des chefs d'Etat-major des armées latino-américaines, etc. Il n'est pas surprenant qu'à l'occasion d'une crise gouvernementale à Lima, en mai 1974, celle qui a

provoqué la démission de l'amiral Vargas Caballero, ait laissé apparaître des tiraillements avec la dictature brésilienne. Cette crise avait été provoquée à cause d'une campagne de presse brésilienne dirigée contre le gouvernement péruvien. L'hostilité de certains cercles brésiliens était devenue si bruyante que le président Velasco Alvarado a jugé opportun de mettre en cause le gouvernement brésilien, au cours d'une conférence de presse : « Je ne sais pas pourquoi la presse brésilienne nous attaque. Il est impossible que le gouvernement brésilien ne soit pas au courant des agissements de ses journaux, de concert avec les forces contre-révolutionnaires péruviennes. Je sais que la presse brésilienne est maintenue sous le contrôle du gouvernement et j'attends donc que cette campagne soit interrompue ». Le renversement de Velasco Alvarado en Août 1975 a été salué par les fascistes brésiliens. Ils sont aujourd'hui désappointés, car le nouveau président Morales Bermudez maintient l'essentiel de la ligne politique de son prédécesseur.

L'ENJEU AFRICAIN

Le talon d'Achille de la politique africaine du Brésil a toujours été le soutien incondicional au colonialisme portugais. La création d'une communauté luso-Brésilienne a été créée pour faciliter la pénétration du capital et du commerce brésiliens dans les colonies portugaises et dans d'autres pays d'Afrique. Le gouvernement brésilien ne comprenait pas que cette ligne d'action ne soit pas compensatrice car le soutien à la politique de Salazar et de Caetano en Afrique lui fermait les portes des nations indépendantes de ce continent. De 1969 jusqu'en 1971, la création d'un pacte de l'Atlantique sud a été envisagée avec la participation du Portugal et de ses colonies, du Brésil, de l'Afrique du Sud et, si possible, de l'Argentine.

La visite de Gibson Barbosa dans huit pays africains en 1973, donc avant le 25 avril portugais, bien qu'ayant fourni l'occasion de signer quelques accords de coopération, a confirmé l'impossibilité d'aller plus loin tant que la politique brésilienne à l'égard du Portugal ne s'était pas modifiée. A la fin de cette année, à l'ONU, le Brésil a retiré son appui traditionnel à Lisbonne, se retranchant derrière l'abstention. Avant le 19 mars 1974 (date de l'entrée en fonctions de Geisel) la diplomatie brésilienne s'était déjà engagée dans une timide tentative de médiation entre Lisbonne et l'OUA. Ce n'était pas par hasard s'il avait été dit — malgré le silence officiel — que le coup d'état envisagé par Spínola (et non celui du MFA) aurait été fomenté par le Brésil par crainte qu'un vide du pouvoir puisse ouvrir la voie à une solution radicale de la question coloniale. Carlos Lacerda, un des instigateurs du coup d'état de 1964, écrivait peu avant la chute de Caetano : « Les intérêts du Brésil exigent des têtes-de-pond pour pouvoir débarquer en Afrique... Finalement une voie est ouverte : c'est celle proposée par le régime Spínola ». Immédiatement après le 25 avril, la diplomatie brésilienne a essayé de tirer profit de la nouvelle situation.

Le président Geisel a envoyé des messagers au général Gowon (alors président de l'OUA) et à Spínola, entre autres, pour proposer sa médiation. Les réponses ont été décevantes et n'ont pas permis à l'Itamaraty de jouer un rôle. La partie africaine a rejeté ses avances. Au Portugal, les événements se sont précipités, entraînant la chute de Spínola et sa fuite au Brésil coupant court aux velléités du gouvernement brésilien.

Au cours des derniers mois, la politique africaine du Brésil demeura offensive. Certains objectifs ont été atteints : échanges de visites officielles de haut

niveau, particulièrement avec l'Afrique Occidentale. Les rapports avec la Nigeria en sont un exemple : augmentation des exportations brésiliennes, accords de coopération technique, en échange du pétrole. En chiffres absolus, le commerce avec les pays africains a augmenté considérablement, même s'il ne représente que 4 % du commerce extérieur brésilien.

La reconnaissance rapide du gouvernement légitime du MPLA en Angola de la part des Brésiliens n'échappe pas aux objectifs que nous avons exposés. Il est particulièrement évident dans ce cas que son désir est de trouver une couverture politique, pour cacher le contenu expansionniste de sa politique en Afrique dans son ensemble. Les mouvements de libération en Afrique ne se laissent pas tromper. Le FRELIMO, à l'occasion des commémorations de l'indépendance du Mozambique, n'a pas convié de représentants du gouvernement brésilien, qui essaya vainement de se faire inviter. Le Brésil y était représenté par une personnalité de l'opposition démocratique vivant en exil : l'ancien gouverneur du Pernambouc, Miguel Arraes.

LES RELATIONS AVEC LE MONDE ARABE

La crise mondiale du capitalisme et l'augmentation du prix du pétrole ont stimulé une action de grande envergure envers les pays arabes. Les gisements pétroliers connus au Brésil sont très limités. La consommation de pétrole et de ses dérivés est en constante augmentation : 10 % à partir de 1968. L'industrie de l'automobile a été une pièce maîtresse de « modèle brésilien » et a connu un très fort taux d'expansion jusqu'en 1974. Déjà en 1975 la crise économique internationale et nationale a fait tomber fortement ce taux. La production que la PETROBRAS (entreprise d'état qui avait le monopole de la production de pétrole, avant que le décret présidentiel n'ouvre ce secteur au capital étranger) obtient, à l'intérieur du pays, n'arrive pas à couvrir 25 % de la consommation nationale. Aujourd'hui, malgré l'ouverture partielle au capital étranger, le gouvernement admet qu'il ne sera pas possible de modifier radicalement la situation à moyen terme. La nécessité a amené l'Itaramaty à modifier profondément sa conduite à l'égard des pays arabes. Quelques semaines après la nomination de Azeredo Silveira aux Affaires Etrangères, les légations diplomatiques dans les pays du Proche-Orient, y compris celles des émirats du golfe persique, ont été élevées au rang d'Ambassades. La PETROBRAS est un levier pour cette offensive. Des contrats ont été signés avec l'Irak, l'Egypte, l'Iran. De grands contrats avec la Lybie, l'Arabie Séoudite et d'autres pays de la même région, sont en phase d'exécution. On envisage la participation de la PETROBRAS, y compris dans la phase d'extraction du pétrole. A cela, il faut ajouter que l'entreprise d'état cherche d'autres débouchés : association avec la Tennecol en Colombie et la Chevron à Madagascar, présence dans le consortium qui recherche du pétrole dans la mer du Nord, accords avec d'autres pays latino-américains, en particulier avec l'Equateur.

Les pétro-dollars sont devenus un mirage qu'obsède les planificateurs de la politique économique brésilienne. En 1975, des missions brésiliennes ont parcouru les pays arabes, en même temps que le Brésil accueillait de nombreux banquiers arabes. Le Brésil est décidé à échanger des accords de coopération industrielle, et d'autres types, contre du pétrole. Il est en train de négocier avec la Lybie, la construction d'une grande usine sidérurgique, en vue de produire de l'acier exportable vers les marchés du Proche Orient et du Japon.

Le gouvernement brésilien essaye de s'assurer la sympathie des gouvernements arabes sur un terrain plus spécifiquement politique. Après une longue période de relative neutralité, le Brésil penche maintenant vers un soutien ouvert des positions arabes au niveau des organisations internationales. Une expression claire de cette tendance, nous l'avons eue en novembre 1975, quand le Brésil a appuyé la résolution de l'ONU, caractérisant le sionisme comme une forme de racisme.

Aujourd'hui, les déclarations comme celles que nous avons citées, de Golbery do Couto e Silva, ne sont plus rentables. Il faut toujours les avoir en tête, car c'est justement la conception géo-politique, exposée ci-dessus qui forme le soubassement de ce que la dictature appelle « les intérêts permanents de la nation ». La nouvelle formulation de la politique extérieure ne coupe pas les ponts avec le passé. Le « modèle économique » appliqué après 1964 a favorisé le passage des secteurs stratégiques de l'économie brésilienne aux mains du capital étranger. Les différents gouvernements dictatoriaux ont toujours adopté les plans de développement favorables aux intérêts de l'impérialisme, pour que le flux de capitaux soit continu. L'ouverture de la PETROBRAS aux capitaux étrangers en est une preuve éclatante.

Ceci ne veut pas dire que les gouvernements en question soient des « fantoches de l'impérialisme », comme veulent nous faire croire certaines visions simplistes du développement du capitalisme au Brésil. Ils en sont étroitement associés. Les limites de ce modèle de développement mettent en relief certaines contradictions internes, comme l'a démontré la liquidation d'une partie du groupe qui avait formé le noyau du gouvernement de Garrastazu Medici.

La proposition de Geisel, de donner une plus grande stabilité au régime, passe par certaines concessions en terme de politique étrangère étrangère, pour tenir compte des configurations nouvelles de la conjoncture internationale. Les conditionnements qui le poussent dans cette voie ne proviennent pas des spéculations abstraites sur l'avenir. Au cours des longues négociations avec la Bolivie, par exemple, les délégués boliviens ont du accepter l'achat de gaz naturel à des prix beaucoup plus élevés que ceux du marché. Pour le régime brésilien, l'idée des « pactes anti-marxistes » selon Pinochet, ne suffit plus comme objectif prioritaire. Il faut savoir jouer toutes les cartes, quitte à se résigner à l'acceptation de gouvernements de types différents des alliés sûrs, s'il n'est pas possible de l'éviter.

Les Forces armées brésiliennes, touchent un pourcentage élevé de l'aide militaire américaine destinée à l'Amérique latine. Elles sont bien plus nombreuses que celles de n'importe quel autre pays du continent : presque le double des effectifs militaires argentins. Mais il ne serait pas réaliste de prévoir des interventions militaires directes à brève échéance. Il y a cependant des indices inquiétants. Le Brésil continue à augmenter progressivement son budget militaire. Il a dépassé 1 milliard 200 millions de dollars en 1974. Les quarante deux F-5E récemment acquis donnent aux forces aériennes du Brésil une suprématie qui aurait semblé être remise en question par les fournitures d'avions français aux pays voisins. Ce qui rend potentiellement peu dangereuse la situation, c'est la fabrication intensive d'armes, souvent avec l'achat de technologie étrangère. L'annuaire de 1975 du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) classe le Brésil comme le deuxième vendeur d'armes au dit tiers monde, précédé seulement par Israël et suivi par l'Afrique du Sud. Ugo Scarone, dans un article publié

dans la revue argentine « Crisis », en octobre 1975, fait une description détaillée de la politique d'armement du Brésil, soulignant le développement intensif de la technologie des fusées balistiques. Sans doute, y compris par ses implications stratégiques mondiales, le fait le plus grave à long terme, est l'accord déjà cité avec la République Fédérale Allemande pour la construction de huit centrales nucléaires. Si l'on considère que le Brésil n'a pas signé le traité de non prolifération des armes nucléaires, on en déduit facilement que cet accord place le pays comme champ d'expérimentation sur l'usage de l'énergie atomique. Les très sérieuses préoccupations que cet accord a suscité dans le monde, et plus particulièrement dans les pays voisins, sont de nature à entraîner une aggravation des tensions et, en conséquence, augmente le danger d'une politique agressive de la part du fascisme brésilien.

L'arme préférée des fascistes sur la scène internationale demeurera le « modèle brésilien ». Malgré les signes de son épuisement, cette arme ne doit pas être sousestimée. En 1973, le ministère de l'économie et des finances français a réalisé une enquête qui avait pour objet l'étude des applications possibles en ce pays de certains aspects du « modèle » en question. Le député Albin Chalandon, banquier et ancien ministre, s'en est fait un chaud partisan. Cette enquête a été publiée par la Documentation Française sous le titre : « Le modèle brésilien, modèle de lutte contre l'inflation ». Si cela arrive dans un pays capitaliste hautement développé, on peut évaluer l'influence exercée sur les pays pauvres. C'est justement à l'encontre de ces derniers que le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale font office de propagandistes du « modèle ».

En conclusion, nous pouvons dire, que malgré l'existence d'un cadre toujours possible pour l'exportation du modèle brésilien — raison pour laquelle il faut toujours dénoncer et expliquer toutes ses implications — les nouveaux rapports de force internationaux, les échecs des tentatives d'imitation et surtout, la crise intérieure que connaît le régime, sont en train de limiter son influence.

LE FASCISME AU BRÉSIL

Le coup d'état réactionnaire qui a eu lieu en 1964, a ouvert la voie à l'instauration du fascisme au Brésil. Au début, le régime instauré était réactionnaire de caractère anti-ouvrier, anti-démocratique et anti-national ; et ceci afin d'affronter la résistance de la classe ouvrière et de la masse des travailleurs à la politique économique et financière qui favorisait les monopoles. Il a été obligé de recourir à des mesures fascistes. C'est ainsi que les droits démocratiques bourgeois les plus élémentaires ont été abolis, que l'intervention dans les syndicats a été décrétée, que dans la pratique le droit de grève a été liquidé, qu'a été adoptée une impitoyable politique de blocage des salaires, que la loi d'envoi de bénéfice a été abrogée. Les mesures fascistes ont été prises à mesure que, d'une façon ou d'une autre, l'opposition aux gouvernements de la dictature devenait agissante. Toutes les occasions laissées par le Régime étaient mises à profit par les masses de travailleurs pour manifester leur opposition. Mais le manque d'organisation et d'unité des forces d'opposition permettait à la dictature de répondre par d'autres mesures fascistes. C'est ce qui s'est passé en 1965 au moment des élections des gouverneurs de quelques Etats. Les candidats de l'opposition ont été victorieux dans 2 Etats importants : Quarrabara et Minas Gerais. La dictature a réagi à cet échec en décrétant l'acte Institutionnel N° 2 qui a aboli l'élection directe des gouverneurs et a interdit les partis politiques. Elle a créé deux partis artificiels : l'Alliance Rénovatrice Nationale (ARENA) — le parti officiel du gouvernement ; et le Mouvement Démocratique Brésilien (MDB) — le parti d'opposition autorisé. En 1968, les manifestations populaires et estudiantines, qui visaient le Congrès National et le Pouvoir judiciaire, ont obligé le régime à décréter l'Acte Institutionnel n° 5 qui a établi un régime centralisé dans les mains du Président de la République, dont les décisions passaient par dessus toutes les lois. Les contradictions au sein même du parti du gouvernement qui reflétaient en grande partie les difficultés croissantes du régime, ont amené le dictateur G. Medici à prononcer un discours, en Juillet 1972, qui a marqué l'officialisation de l'Etat Fasciste au Brésil. Le régime instauré en 1964 a répondu par le Fascisme à la montée de la résistance du peuple brésilien face à la politique qui bénéficiait aux monopoles.

Cette politique a permis la formation d'un nouveau système de domination des monopoles par lequel l'Etat a été mis essentiellement au service de ces derniers. Il faut bien voir que, en 1964, le pays traversait une grave crise économique, sociale et politique. La contradiction principale de la société brésilienne — entre d'un côté la bourgeoisie monopoliste étrangère, la bourgeoisie brésilienne associée à celle-ci et les latijardières ; et de l'autre, le peuple brésilien — était devenue extrêmement aiguë. Des mesures effectives pour résoudre cette contradiction étaient devenues impératives. A ce moment il y a eu une crise du **système de domination** exercé par l'impérialisme et ses alliés internes.

Pour assurer le développement capitaliste du pays (et ainsi éviter les transformations révolutionnaires qui étaient à l'ordre du jour) ils avaient une seule issue : l'implantation d'un nouveau système de domination. Parallèlement à partir de 1963, il y a eu la première crise cyclique de surproduction du capitalisme au Brésil. Les crises antérieures avaient été les reflets d'autres crises, c'est-à-dire des crises « importées ». La situation de crise créait des conditions particulièrement propices au coup d'état réactionnaire de 1964, qui a ouvert la voie à l'implantation d'un nouveau système de domination — le Capitalisme Monopoliste d'Etat.

Il est connu que le CME apparaît sur la base d'un certain niveau de développement des forces productives et de mûrissement des rapports de production. Au Brésil la formation du CME a eu lieu relativement plus tôt, sur une base moins avancée, que dans les pays capitalistes développés, ceci étant dû aux caractéristiques inhérentes au type de développement capitaliste qui a eu lieu dans ce pays. Dans une période où la crise générale du capitalisme en était déjà à sa troisième phase et où la crise du Brésil était non seulement économique mais aussi sociale et politique, il n'y avait de choix qu'entre deux alternatives pour la société brésilienne : d'un côté la transformation révolutionnaire de la structure socio-économique pour laquelle luttait les forces progressistes, de l'autre, la contre-révolution préventive, c'est cette dernière alternative imposée par les monopoles appelés à un ultérieur développement capitaliste ; elle s'est soldée par l'établissement d'une dictature économique et politique du capital financier, c'est-à-dire par la formation du CME. La victoire de cette dernière alternative non seulement n'a pas résolu la contradiction principale de la société brésilienne mais bien au contraire, elle l'a approfondie et l'a aiguisée d'année en année. Dans la mesure où le capitalisme poursuit son développement — le PNB atteint même des taux de croissance élevés - la subordination de l'économie et de toute la vie de la nation aux monopoles nationaux et étrangers, et cela, sans qu'il soit mis fin au monopole de la propriété de la terre, les diverses contradictions sociales — et d'abord la contradiction principale — ne peuvent être qu'extrêmement aiguës.

L'étude des caractéristiques actuelles de l'intervention de l'Etat sur l'économie, révèle qu'il y a eu un changement qualitatif de cette intervention pendant la période qui part du coup d'Etat de 1964. Avant 1964, l'Etat jouait déjà un rôle important dans la formation des monopoles et dans la reproduction du capital, principalement des capitaux étrangers qu'il mettait en grande partie à ses intérêts ; mais il n'y avait pas encore, entre l'Etat et les monopoles, l'interprétation qui caractérise la formation du CME. Au début des années 60, on trouve déjà quelques aspects de ce qui plus tard va caractériser le C M E. C'est pourquoi, dans cette période, il n'y avait ni stratégie globale de développement, ni planification globale hiérarchisée en plans nationaux, régionaux et sectoriels, soumis aux objectifs de la stratégie globale, et appliqué partout un système d'organisation économique de l'Etat qui serait expressément hiérarchisé. Les investissements de l'Etat étaient déjà notables, mais, comme dans le cas évident de la Petrobras, ils jouaient un rôle important en tant qu'instrument de résistance à la pénétration des monopoles étrangers, et de développement de l'industrie nationale, en dépit des fréquentes concessions faites pour satisfaire les exigences impérialistes. Il n'y avait pas encore la participation commune de l'Etat, du capital national et du capital étranger dans le capital d'actions d'une même entreprise l'aspect caractéristique du CME qu'on trouvera plus tard au Brésil.

Les autres aspects de la politique économique de l'Etat, avant le coup d'Etat de 1964, formaient un mélange éclectique et contradictoire ; ils bénéficiaient ou portaient préjudice à des groupes très divers des classes dominantes ou même des masses travailleuses. Il n'y avait pas de contrôle des prix ; les salaires étaient fréquemment réajustés par des accords directs entre les patrons et les employés, ce qui limitait le contrôle de l'Etat sur les rapports entre le travail et le capital ; la politique monétaire, (tribularia et creditecia) était sensible à toutes sortes de pressions qui venaient autant de la droite que de la gauche.

En bref, nous pouvons affirmer qu'avant le coup d'Etat de 1964, en dépit de la croissante participation de l'Etat dans l'économie et de la grande influence des monopoles sur l'Etat et dans le processus de reproduction du capital, la domination de l'impérialisme et de ses alliés internes s'exerçait fondamentalement par tout un système de pressions sur l'appareil de l'Etat. Le coup d'Etat réactionnaire de 1964 a ouvert la voie à l'instauration d'un nouveau système de domination des monopoles. Il y a eu de profonds changements dans les mécanismes d'accumulation ; les monopoles ont pu contrôler l'Etat à l'intérieur même de l'appareil d'Etat. L'Etat a été mis essentiellement au service des intérêts des monopoles ; et toutes les formes d'intervention de l'Etat ont pour objectif principal d'assurer la plus grande reproduction possible du capital monopoliste, qui ne peut plus tenir son rang sans une participation qualitativement différente de l'Etat.

Le coup d'Etat de 1964 a mis en place les conditions d'un accroissement nouveau et significatif de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Avant, l'Etat représentait les intérêts de différents secteurs de la bourgeoisie et de l'oligarchie latifonduaire et il était soumis à des pressions venant d'autres couches de la population, y compris du prolétariat. A partir du coup d'Etat il est essentiellement placé au service des monopoles nationaux et étrangers. Pour ceux-ci il n'y avait qu'un moyen de sortir de la situation de crise et d'assurer la poursuite du développement économique, sans lequel ne pouvait être garantie la permanence du pays dans le système capitaliste.

Il était indispensable d'augmenter les taux d'accumulation du capital, ce qui permettrait la réalisation d'investissements qui correspondraient aux nouvelles exigences de l'industrialisation.

A partir de 1964, la réforme de l'appareil de l'Etat brésilien a pour but, fondamentalement, de mettre ce dernier au service de l'objectif suivant : augmenter à tout prix le taux d'accumulation en arrachant à l'épargne à ses détenteurs.

Cette intensification du processus d'accumulation capitaliste devait s'appuyer sur deux éléments principaux : l'épargne nationale, arrachée aux masses de la population et les capitaux venus de l'extérieur. La nouvelle politique de l'Etat brésilien a une double orientation. D'un côté, par des mesures dramatiques de blocage de salaires, d'intensification du travail et d'augmentation des impôts indirects et de plusieurs mesures de POUANCAS obligatoires, il s'agit d'assurer la réduction des indices inflationnaires ; de l'autre côté il s'agit d'attirer toujours plus de capitaux étrangers en leur consentant toutes sortes de faveurs et en accentuant encore le processus de dénationalisation de l'économie du pays.

Cependant, il s'avère que non seulement l'Etat brésilien est devenu le représentant des intérêts de classe d'un secteur de la bourgeoisie — l'oligarchie financière —, mais qu'il s'est uni aux monopoles dans un seul et même processus de domination, donnant ainsi le départ de la formation du CME.

Le CME qui s'est constitué au Brésil ne se différencie pas, dans son essence même, du phénomène connu dans d'autres pays. Mais c'est tout de même un CME particulier, qui est le produit de l'union et de l'action de trois forces conjuguées : les monopoles étrangers, les monopoles nationaux et l'Etat. L'Etat brésilien est fondamentalement au service des monopoles étrangers. Les monopoles nationaux sont subordonnés, dans une situation d'associés-mineurs, aux monopoles étrangers.

Le phénomène est lié, d'une part à la nature même du CME, d'autre part, aux conditions concrètes que connaît ce pays de niveau de développement capitaliste moyen qu'est le Brésil. Les traits singuliers du capitalisme au Brésil ont déterminé les particularités du CME, dans ce pays. Il s'agit d'un CME dominé par les monopoles étrangers et c'est cette particularité qui le différencie fondamentalement du CME existant dans les pays capitalistes développés. L'oligarchie financière au Brésil se divise en trois branches : l'oligarchie financière brésilienne proprement dite, les représentants de l'oligarchie financière étrangère (les administrateurs des monopoles étrangers installés dans le pays), enfin la classe des technocrates et des gestionnaires de l'Etat. Le secteur dominant est constitué par les représentants de l'oligarchie financière étrangère. Le latifundiaire lui est subordonné et fait partie du système du CME. La formation du CME au Brésil s'accompagne de la misère croissante de la majorité des couches populaires brésiennes. Et, enfin, l'une des caractéristiques du CME au Brésil est qu'il est de type fasciste.

La formation du CME au Brésil, avec l'aggravation consécutive des conditions de vie des masses laborieuses, n'aurait pu avoir lieu dans le cadre des institutions de la démocratie bourgeoise qui a été en vigueur dans le pays jusqu'en 1964. Il était nécessaire de décimer les mouvements de masse, de briser la résistance de la classe ouvrière et des travailleurs en général, pour que le nouveau « modèle » économique au service des monopoles devienne viable.

Le passage vers le CME, dans la situation particulière du Brésil, s'est accompagné d'un recours aux formes fascistes, ce qui confirme l'idée de A. Gramsci, que le fascisme « est la tentative de résolution des problèmes de la production et de l'échange à l'aide de la mitrailleuse et du revolver ». Le recours au fascisme, qui, au début ne se présentait que sous forme de tendances fascistes, a été le moyen que les monopoles ont trouvé pour faire face à la crise socio-économique et politique qui avait lieu au Brésil au moment du coup d'Etat de 1964.

Le fascisme a été la forme de gouvernement qui a assumé la violence en tant que « pouvoir économique » dans la société en crise.

Le fascisme a été la réponse contre-révolutionnaire à l'aggravation des contradictions du capitalisme au Brésil. Les forces révolutionnaires n'ont pas eu la force d'imposer la solution révolutionnaire ; la solution réactionnaire a prévalu et elle est allée jusqu'au fascisme à mesure que se renforçait la résistance à l'exploitation croissante des travailleurs.

La victoire du fascisme a montré en même temps la force et la fragilité du mouvement ouvrier au Brésil. Sa force, en ce sens que c'est la peur de la montée des luttes de la classe ouvrière qui a amené les monopoles à recourir au coup d'Etat et à implanter progressivement le fascisme. Sa fragilité parce que la classe ouvrière et ses alliés n'ont pas pu empêcher le développement du fascisme.

Le régime fascisant de 1964 a ouvert la voie à l'implantation du CME au Brésil. A mesure que les tendances fascistes se fortifiaient et que se préparait la victoire du fascisme, le CME assumait la forme fasciste. Au Brésil il y a eu l'implantation d'un **CME de type fasciste**.

Dans les conditions brésiliennes, le rôle social du fascisme a été d'ouvrir la porte au développement d'un CME se caractérisant comme un système de domination des monopoles qui atteint l'économie, ainsi que la vie sociale, politique et idéologique de la nation. Il s'agit de garantir la reproduction du capital où l'Etat devient un élément indispensable au processus même de la reproduction. Il s'agit de contribuer non seulement à l'instauration du CME, mais aussi à son développement et à son maintien, c'est-à-dire, à la conservation du système capitaliste.

La dictature brésilienne est fasciste dans son essence. Il s'agit d'une dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires chauvins et impérialistes du capital financier, selon la définition de J. Dimitrov. Dans la condition du Brésil, où ce sont les monopoles étrangers qui dominent non seulement l'économie, mais aussi l'Etat brésilien, et où les monopoles nationaux sont réduits au rôle d'associés mineurs de l'impérialisme, le fascisme apparaît avec un contenu spécifique : il s'agit d'une dictature qui est fondamentalement au service du capital financier étranger, et surtout du capital nord-américain.

En tant que dictature terroriste ouverte du capital financier, le fascisme brésilien par son contenu est analogue au phénomène fasciste dans d'autres pays. Il est important de signaler les quatre principaux aspects du contenu du fascisme :

- 1) La militarisation de la vie de la nation et la structuration d'un appareil répressif centralisé de l'Etat ;
- 2) La recherche d'une base populaire plus ou moins large et pour y arriver, l'utilisation de la démagogie et de la manipulation de l'opinion publique ;
- 3) La politique sociale corporatiste pour arriver à « une intégration » de la classe ouvrière et d'autres secteurs de la population dans le système ;
- 4) L'idéologie nationaliste et chauvine.

Le contenu général du fascisme, qui a acquis des caractéristiques spécifiques à l'époque actuelle (jusqu'à constituer le néo-fascisme), se présente de façon particulière dans les conditions brésiliennes. Le contenu concret du fascisme brésilien se caractérise par les traits suivants :

- 1) L'implantation du fascisme au Brésil s'est faite par un processus plus ou moins long, dans lequel les tendances fascistes libérées par le coup de 1964, se sont transformées en système de domination fasciste. L'implantation du fascisme au Brésil s'est faite par « le haut » et non par « le bas » comme dans d'autres pays où il existait déjà des mouvements de type fasciste qui étaient arrivés au pouvoir ;
- 2) La violence terroriste de la dictature fasciste instaurée au Brésil a assumé des caractéristiques particulières. Elle a évolué d'une répression généralisée et aveugle à un système répressif hautement organisé, qui met en pratique une politique élaborée scientifiquement ayant pour but d'éliminer tout danger réel menaçant la survivance du régime. Il s'agit de la création d'un système policier-militaire qui assure le contrôle presque absolu de toute la vie de la nation. Il est mis en pratique sous une certaine apparence de démocratie représentative supposée qui le rend encore plus efficace.
- 3) L'assise populaire de la dictature fasciste au Brésil est bien petite. Elle

est constituée fondamentalement par les secteurs des couches moyennes et de la petite bourgeoisie qui ont eu, pendant la période dite du « miracle » brésilien, leur participation dans la distribution du revenu national augmenté. Cette étroitesse de l'assise populaire du fascisme, dans les conditions brésiliennes, détermine l'énorme importance (pour qu'il puisse survivre) de la manipulation de l'opinion publique, et de façon générale de la démagogie sociale.

4) Le fascisme brésilien n'a pas de parti de masse. Il essaye de profiter du bas niveau d'organisation des masses et de les maintenir éloignées de tout type d'activité politique, du moment que la création d'un parti fasciste est considérée comme impraticable. Ce rôle a été assumé, dans la réalité, par les forces armées.

5) L'idéologie fasciste, éclectique par sa nature même, et, profondément anticommuniste, se caractérise principalement par son contenu nationaliste bourgeois et chauvin, qui s'appuie sur la dite « doctrine de la sécurité nationale ». Cette doctrine joue un rôle important dans les tentatives que la dictature développe pour augmenter son assise populaire.

6) Le principal objectif de la dictature à l'égard du mouvement syndical est, tout en profitant de sa structure d'inspiration capitaliste et en s'appuyant sur une violente répression de transformer les syndicats en mouvements d'assistance et de loisirs et, ainsi, de le vider complètement de tout contenu de classe.

7) La politique sociale de la dictature est profondément marquée par des conceptions fascistes : la collaboration de classe, la convergence des intérêts des patrons et des employés, l'idée que la lutte des classes et l'unité nationale passent après l'unité nationale et l'impératif suivant : « grandir la Nation ». Une série de mécanismes ont été créés dans le but d'amener les masses à l'illusion d'une participation croissante dans la distribution de la richesse nationale - de « les intégrer » dans le système.

8) Le fascisme brésilien s'appuie fondamentalement sur la force des armes et d'un appareil répressif qui se perfectionne de plus en plus.

9) Le fascisme brésilien s'est transformé en un des principaux instruments de la politique néocolonialiste de l'impérialisme nord-américain. Il s'agit d'utiliser le Brésil comme base opérationnelle, le Brésil servant de tremplin à une intervention politique, économique et même militaire, dans leurs affaires internes, afin d'éviter qu'ils puissent suivre l'exemple cubain. Le fascisme au Brésil représente un danger pour la paix mondiale.

Il est une menace permanente pour les peuples du continent. Aider à sa liquidation signifie travailler à imposer un important échec à l'impérialisme en Amérique Latine et à ouvrir la perspective de grandes victoires démocratiques pour les peuples de ce continent.

Le fascisme brésilien - dictature des monopoles internationaux alliés aux monopoles nationaux -, par son caractère même est un régime profondément anti-démocratique et anti-national. C'est pourquoi la formation d'un large front patriotique et anti-fasciste est la tâche centrale pour laquelle luttent les communistes brésiliens.

Leur lutte au sein des travailleurs et du peuple brésilien, appuyée par la solidarité internationale des communistes et des démocrates du monde entier prouve et garantit que le fascisme sera dérouteré au Brésil.

QUELQUES FORMES DE LUTTES ACTUELLES DES TRAVAILLEURS BRÉSILIENS

Il y a un peu plus d'un an, tous ceux qui suivent avec intérêt la situation de la classe ouvrière brésilienne et de son mouvement ont été très agréablement surpris : la dictature régnante depuis 1964 subissait la plus cuisante défaite électorale jamais imposée à un gouvernement en place au Brésil. Le vote des travailleurs a été décisif pour l'obtention de ce résultat, mais aussi la politique, les directives, la plate-forme du mouvement ouvrier.

En effet, les objectifs programmatiques qui rassemblèrent et mobilisèrent pratiquement toute la nation au cours de la campagne électorale ont été précisément ceux autour desquels s'est déployé le mouvement ouvrier depuis 1964.

Aux élections parlementaires du 15 novembre 1974, l'opposition a pris 16 des 22 sièges de sénateurs à pourvoir. Dans les Etats industrialisés de la Fédération ainsi que dans les grandes agglomérations urbaines, la victoire s'exprima à raison de 2 ou 3 voix pour l'opposition contre 1 pour le gouvernement. Mais si l'on observe les résultats électoraux dans les faubourgs et quartiers ouvriers, nous constatons que là le rapport s'élève à quatre, cinq, six et jusqu'à sept voix contre une. C'est une démonstration sans équivoque de ce que la classe ouvrière vote unie contre le gouvernement.

La défaite de la dictature et la contribution décisive qu'y apporta la classe ouvrière montrent le degré d'isolement de la dictature, surtout si l'on tient compte des restrictions brutales que le fascisme a imposé aux forces démocratiques et progressistes. Du même coup, les projets dictatoriaux d'institutionnalisation du régime par la voie parlementaire sont tombés à terre. En contribuant décisivement pour empêcher la dictature d'obtenir les deux tiers du Parlement, la classe ouvrière encouragea l'ensemble des forces de l'opposition, créa les conditions d'un nouvel essor de la lutte démocratique et nationale du peuple brésilien, accéléra le développement des contradictions à l'intérieur des forces réactionnaires.

Le peuple brésilien a manifesté sa répulsion à l'égard d'un régime militaire de type fasciste. Le fait a été salué dans le monde comme une contribution au renforcement des forces anti-impérialistes, éprises de paix et de

démocratie, en particulier en Amérique Latine. La dictature brésilienne ne peut plus se prévaloir du silence imposé au peuple comme d'un appui tacite au régime.

La terreur contre le peuple, érigée en méthode permanente de gouvernement, s'est montrée impuissante pour empêcher la mobilisation, l'unité et la combativité de l'opposition anti-fasciste. Le « modèle brésilien » a perdu beaucoup de l'attrait qu'il était arrivé à exercer sur de larges secteurs des couches moyennes de pays comme l'Argentine, la Bolivie, l'Uruguay et le Paraguay : il a été démasqué. La dictature amorça son déclin.

La conscience populaire a saisi le caractère anti-national, pro-monopoliste et fasciste du régime. Les multinationales ne se sentent plus en terrain aussi sûr qu'auparavant. Les piliers internes du régime commencent à douter de la pérennité de la dictature : des manifestations de non-conformisme éclatent y compris à l'intérieur du parti politique officiel du gouvernement (ARENA).

Mais pour ceux qui connaissent de près la vie dans les usines et qui participent au mouvement syndical, le vote de la classe ouvrière n'a surpris que par son unanimité.

Le régime s'est attaqué à fond au salaire réel, a annulé de nombreuses conquêtes sociales des travailleurs brésiliens, résultats d'une lutte de très nombreuses années et a méconnu celles qui en restaient.

Il a organisé un système juridique et de fait permettant une exploitation brutale des travailleurs et de tout le peuple. Il a livré la classe ouvrière à des formes de sur-exploitation capitaliste et à plusieurs égards a fait rétrograder les relations de travail à un stade que l'organisation et la conscience sociales avaient déjà dépassé depuis 40 ou 50 ans.

En vérité, il a organisé l'exploitation selon des méthodes semblables à celles qui caractérisaient la soumission formelle propre au capitalisme dans ses débuts. La dictature poursuit, arrête, torture, assassine, condamne à des longues années de prison les dirigeants syndicaux ainsi que les simples travailleurs, pour des « crimes » qui dans n'importe quel pays civilisé sont considérés depuis un siècle comme des actions légales et pacifiques des salariés.

Un tel système d'exploitation a plongé le pays dans la plus grande crise sociale de son histoire, comme résultat désormais évident de la pauperisation absolue et relative du prolétariat et des salariés en général, à côté d'une très rapide concentration/centralisation du capital.

Ce n'est donc pas en fonction des facteurs conjoncturels que la classe ouvrière a voté contre le régime militaire. Le coup d'Etat militaire de 1964 s'est produit contre les luttes socialistes, nationales et démocratiques de la classe ouvrière et contre le large mouvement progressiste qu'elle animait. Tout au long de son développement, le régime militaire n'a jamais cessé de porter contre les ouvriers ses coups les plus durs. Voilà pourquoi la classe ouvrière, appuyée sur son expérience et ses traditions politiques n'a jamais accepté ce régime et a toujours cherché des formes de défense contre lui. Son vote a été l'expression politique de la lutte qu'elle mène contre le fascisme sur le terrain des revendications salariales, des droits des travailleurs à la démocratie politique. Elle ne s'est pas laissée bernier par les manœuvres de fausse « détente » du gouvernement Geisel qui n'avait autre objectif que de l'isoler des autres forces de l'opposition.

LA RUPTURE DE L'ENCERCLEMENT

On ne peut pas évaluer correctement les formes et le niveau de luttes de la classe ouvrière, ainsi que l'action du mouvement syndical au cours des dernières années ; sans prendre en compte l'instrument légal et terroriste dont la dictature s'est armée contre la classe ouvrière. L'Acte Institutionnel n° 5 catalogue comme crime contre la sécurité nationale toute manifestation d'opposition ou de désobéissance au régime. La « loi de grève proscrit, en fait, ce droit des travailleurs. La « loi de sécurité nationale » tout en punissant les mouvements pour des revendications démocratiques et nationales, attribut aux coupables de grèves « illégales » des peines allant de un jusqu'à dix ans de prison. Il faut aussi rappeler la structure de type corporatiste imposée par la loi à l'organisation syndicale, qui place les syndicats dans la situation d'organes dépendants et auxiliaires du Ministère du Travail. Tout cela s'ajoute à la pratique courante de la terreur et de l'intimidation : tortures, séquestrations, assassinats, mises à pied, etc.

Dans les conditions d'un rapport de forces tellement défavorable, la classe ouvrière et le mouvement syndical ont dû découvrir et perfectionner progressivement des formes de lutte adéquates, capables d'éviter les coups de la répression, de sauvegarder les syndicats, d'organiser la résistance et la lutte massive contre le régime. Une riche expérience est en train de s'accumuler. Nous présentons ci-dessous, brièvement, quelques unes des tactiques de lutte employées dans le combat de tous les jours.

Peut-on « déguiser » une grève ? Donnons la parole au journal « O Estado de Sao Paulo », quotidien traditionnel des classes dominantes brésiliennes (édition du 25 novembre 1973) :

... « Grève est un mot qu'on n'emploie plus dans les rapports entre salariés et patrons. Mais très souvent la chose existe, il n'y a que le mot qui est absent. On parle, par contre, de mouvement contre des heures supplémentaires ou pour l'amélioration des rapports de travail ; on parle « d'opération tortue » et plus récemment est apparue une expression nouvelle : « l'opération zèle ». L'ouvrier, zélé à l'extrême, ralentit le rythme de la production prétextant de ne pas vouloir trop user la machine. Il examine minutieusement chaque pièce produite. Tout le monde « zèle » à tel point que le patron comprend qu'il y a quelque chose qui ne va pas et a tout intérêt à prendre l'initiative d'appeler le syndicat. Une augmentation de salaires fait le rythme revenir à la normalité ».

Mais il y a d'autres formes de grèves déguisées : de petits arrêts de travail non déclarés en tant que tels. Ils consistent en général à profiter d'une interruption normale du travail — changement d'équipe, pauses pour les repas, etc. — pour ne le reprendre qu'avec quinze, vingt ou trente minutes de retard.

L'absence au travail pour une journée de groupes plus ou moins nombreux d'ouvriers en est une autre forme. Ils reviennent le lendemain et, dans l'éventualité d'une interpellation, ils allèguent l'absence de toute concertation préalable.

Il y a aussi des grèves de très courte durée. Les ouvriers arrêtent la production mais demeurent à leurs postes. Ces paralysations coïncident avec la remise de pétitions ou l'exposé de revendications des travailleurs à la direction de l'entreprise par une commission. Leur justification est l'attente de la réponse des patrons.

Ces types d'action demandent une certaine capacité de propagande, d'organisation et de direction de la part des travailleurs et ils ont démontré la posséder à un échelon appréciable. En outre, les travailleurs font tout pour défendre leurs dirigeants locaux. Ainsi, lorsque les patrons proposent de s'entendre avec les « leaders » d'un mouvement ou avec une commission élue par les travailleurs, ceux-ci refusent et demandent à ce que ce soient les patrons eux-mêmes qui les désignent. C'est une ruse pour éviter que les patrons identifient les principaux dirigeants et organisateurs dans les locaux de travail.

Toutes les possibilités d'action légale qui subsistent dans les méandres de la loi de grève sont utilisées. C'est le cas d'une disposition de cette loi qui permet l'arrêt de travail dans les cas de retards répétés dans le paiement des salaires.

Les actions de lutte des travailleurs se multiplient dans le pays : il suffit, pour s'en rendre compte, de compter le nombre de procès faits par les contentieux des syndicats devant la « Justice du Travail » contre les employeurs : 324.555 procès pour l'année 1973.

Simultanément aux formes de lutte créées à l'intérieur des usines, les syndicats développent des tactiques dans le but de percer le « plafond salarial » et de raccourcir la période minimale obligatoire entre deux réajustements de salaires imposée par le régime.

Soutenus par le mouvement réel dans les usines, les syndicats revendiquent systématiquement l'incorporation d'une prime au salaire 6 mois après l'entrée en vigueur du dernier réajustement. L'augmentation générale de 10 pour cent octroyée par le gouvernement Geisel en décembre 1974 a été en fait l'homologation et la généralisation de ce que la lutte des travailleurs avait déjà conquis. Ce recul du gouvernement reflétait la poussée des luttes suscitées par la victoire des forces anti-dictatoriales aux élections de 1974.

Aujourd'hui un nouveau pas est franchi par la lutte des masses dans le but de rompre l'étau de la politique salariale de la dictature. On ne revendique plus de primes, mais de véritables réajustements tous les six mois au lieu d'attendre la période légale d'un an. Des syndicats représentant des centaines de milliers de travailleurs se sont lancés dans cette bataille.

Finalement, malgré l'interdiction légale et la vigilance de la dictature, le mouvement syndical réussit progressivement à trouver des formes et moyens d'aboutir à certains niveaux d'unité et de coordination permanents sur le plan municipal, régional et national.

LA PLATEFORME ACTUELLE DU MOUVEMENT SYNDICAL BRÉSILIEN

De nombreux congrès et conférences syndicales depuis 1964 ont établi une ligne de nette opposition de la part du mouvement syndical brésilien à la dictature. L'expression plus complète de cette ligne se trouve consignée dans les résolutions adoptées par le IV^e Congrès de la Confédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie, tenu à Brasilia en 1970. En dépit de toutes les pressions gouvernementales pour la faire oublier, cette ligne a été réaffirmée lors de rassemblements ultérieurs du mouvement syndical, non pas seulement ouvrier, mais également des salariés des couches moyennes urbaines.

Ces positions peuvent être ainsi résumées :

1. Abrogation de la politique salariale actuelle.
2. Garantie du pouvoir d'achat des salaires, tenant compte des indices

- réels de productivité et de l'inflation.
3. Abrogation des normes restrictives du droit de grève.
 4. Pleine liberté et autonomie syndicales.
 5. Prévoyance sociale au service des travailleurs.
 6. Garantie de la stabilité de l'emploi.
 7. Institution de délégations syndicales sur les lieux de travail.
 8. Réforme agraire par l'expropriation des « latifundia » moyennant indemnisation à long terme par des titres de la dette publique.
 9. Suspension pour une période de 10 ans des rapatriements de bénéfices, intérêts, « royalties » et autres formes d'envoi de devises à l'étranger.

Le mouvement syndical progresse aussi à la campagne. Au cours des dernières années, après la grande répression déchaînée par la dictature contre le mouvement syndical rural existant jusqu'à 1964, les salariés ruraux, les paysans sans terres, pauvres et moyens, reprennent leur organisation et revendications.

Les syndicats ruraux se sont multipliés, qui ont déjà plus de trois millions de membres parmi les travailleurs. Leurs congrès insistent sur une plateforme revendicatrice comprenant l'extension de la législation du travail et de la prévoyance sociale à la campagne, la réforme agraire, la santé, l'éducation, la liberté d'organisation, etc...

Un accent particulier est mis sur la réforme agraire. Les luttes pour les justes revendications des travailleurs se manifestent de plus en plus dans les régions rurales. L'extension de la frontière agricole par l'élargissement de la propriété foncière des grands propriétaires terriens et des groupes monopolistes amène l'expulsion des paysans qui occupaient la terre sans titre juridique de propriété et qui la valorisaient depuis des années par leur travail. L'opposition de ceux-ci donne lieu à des conflits souvent armés.

La lutte des salariés agricoles et des paysans rejoint le mouvement des paysans riches et moyens dont les intérêts s'opposent à l'augmentation croissante de la rente foncière et à l'enchérissement des biens de productions agricoles (machines, engrais, etc), produits et commercialisés au sein des firmes monopolistes.

Les oppositions à la politique pro-monopoliste et prolatifundia de la dictature contribuent donc aussi à expliquer sa défaite aux élections dans les régions rurales.

Nous constatons que la classe ouvrière brésilienne et les travailleurs des villes et des campagnes, malgré d'immenses difficultés dues au fascisme, malgré leur faiblesse, sont en train de s'unir, de s'organiser, se mobiliser dans la lutte pour leurs intérêts immédiats, pour la démocratie, contre les « latifundia », contre l'impérialisme. Une vaste alliance est en voie de constitution sur un terrain solide et révolutionnaire : celui de la classe ouvrière et du peuple travailleur.

RAPPORT ET TÉMOIGNAGES

ACCORD NUCLEAIRE BRÉSIL-ALLEMAGNE FÉDÉRALE : UN DOSSIER

La dictature brésilienne, en signant l'accord nucléaire avec l'Allemagne Fédérale, le 27 juin 1975, a défini une politique nucléaire à laquelle elle essaie de donner un caractère d'indépendance nationale et de progrès technologique.

Est-ce qu'il serait possible à la dictature, qui représente les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie monopoliste alliée au Capitalisme Monopoliste international et qui a comme modèle de développement l'association et l'intégration avec ce même capitalisme international, de définir une politique nucléaire économique et technologique indépendante ?

L'objectif de ce dossier est de répondre à cette question et de montrer le véritable contenu de cet accord nucléaire.

Il est composé des parties suivantes :

1. Texte intégral de l'accord nucléaire Brésil-RFA.
2. L'accord selon le gouvernement J. Ferreira.
3. La cassure du monopole américain : une nouvelle forme de dépendance. J. Ferreira.
4. Quelques opinions sur l'accord :
 - 4.1. L'accord nucléaire. Marcelo Damy (traduit du journal Opinião).
 - 4.2. A propos du nouveau projet d'énergie nucléaire au Brésil. J. Lerte Lopes (transcrit du bulletin France-Brazil, oct. 1975).
 - 4.3. Déclaration du Conseil de la Paix Argentin.
 - 4.4. Manifeste des physiciens brésiliens.
 - 4.5. Texte présenté au Tribunal Roussel.
 - 4.6. Réunion d'information à Paris du Comité France-Brazil.
 - 4.7. Déclaration de Luis Carlos Prestes au nom du Parti communiste brésilien.

TEXTE INTEGRAL DE L'ACCORD BRESIL - R.F.A.

Voici le texte intégral de l'accord de coopération « dans le secteur de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques » conclu entre le Ministre des Affaires Etrangères du Brésil : Antonio F. Azeredo da Silveira et celui de l'Allemagne Fédérale : Hans-Dietrich Genscher.

« Accord de coopération entre le gouvernement de la R.F.A. et le gouvernement du Brésil dans le secteur de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Le gouvernement de la R.F.A. et celui du Brésil, s'appuyant sur les relations amicales existant entre leurs pays et prêts à les resserrer davantage, ayant à l'esprit et donnant suite à l'accord de coopération dans les secteurs de la recherche scientifique et du développement technologique, conclus entre les parties contractantes le 9 juin 1969.

Vu l'accord de coopération sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique entre le Brésil et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique du 9 juin 1961,

Vu les progrès atteints dans le domaine de la coopération scientifique entre leur pays, particulièrement dans le secteur de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, convaincus qu'une coopération scientifique dans le secteur de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques bien réalisée crée de bonnes conditions pour une coopération industrielle dans ce domaine,

Conscients qu'une semblable coopération devra être profitable économiquement et scientifiquement aux deux parties contractantes, et tenant compte des objectifs de la coopération industrielle entre la R.F.A. et le Brésil dans le secteur de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, du 3 octobre 1974, conviennent de ce qui suit :

Article 1.0

(1) Dans le cadre du présent accord, les parties contractantes favoriseront la coopération entre les instituts de recherche scientifique et technique et les entreprises des deux pays ; coopération qui comprend ce qui suit : extraction et traitement des minerais d'uranium et aussi production des composés de l'uranium, production de réacteurs nucléaires et autres installations nucléaires ainsi que de ses composants ; enrichissement de l'uranium et activités liées à l'enrichissement, production d'éléments combustibles et retraitement des combustibles irradiés.

(2) La coopération mentionnée ci-dessus comprend l'échange réciproque des informations nécessaires.

(3) Vu l'importance du financement, y compris la concession de crédits, dans la coopération mentionnée ci-dessus, tout en respectant les dispositions en vigueur dans les deux pays, les parties contractantes feront en sorte que les opérations de financement et de crédits soient effectuées dans les meilleures conditions possibles.

Article 2.0.

Les parties contractantes se déclarent parties prenantes du principe de non prolifération des armes nucléaires.

Article 3.0.

(1) A la demande d'un exportateur, chacune des parties contractantes, dans

la limite des dispositions légales respectives en vigueur, concèdera des licences d'exportation pour la fourniture d'éléments fertiles et fissiles spéciaux, des équipements et des matériels destinés ou préparés pour la production, l'utilisation et le traitement de matière fissile spéciale, ainsi que pour la transmission des informations techniques à l'autre partie contractante.

(2) Une telle fourniture, ou transfert, présuppose que, en relation avec la partie contractante importatrice, un accord fut conclu concernant les protections avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, tout en s'assurant que ces matériels, équipements et installations nucléaires et les éléments fertiles et fissiles spéciaux produits, traités ou utilisés, ainsi que les informations techniques correspondantes ne soient utilisés pour des armes nucléaires ou autres explosifs nucléaires.

Article 4.0.

(1) Les matériels, équipements et installations nucléaires, ainsi que les informations techniques correspondantes, exportées ou transmises d'une partie contractante à l'autre partie contractante ne pourront être exportées, réexportées ou communiquées par les parties contractantes à des pays tiers non détenteurs d'armes nucléaires, que si, avec le pays importateur fut conclu un accord concernant les protections telles qu'elles furent prévues à l'article 3.0.

(2) Seuls les matériels, équipements et installations nucléaires sensibles, et les informations techniques correspondantes qui ont été exportés ou transmis d'une partie contractante à l'autre partie, pourront être exportés, réexportés ou transmis à des pays tiers avec l'accord de la partie contractante fournisseur.

(3) Sont sensibles les matériels, équipement et installations suivants :

- a) uranium enrichi à plus de 20 % d'uranium 233 et plutonium, sauf quantités infimes de ces matériaux nécessaires par exemple dans des laboratoires,
- b) les usines de production d'éléments combustibles qui contiennent des éléments mentionnés en a)
- c) les usines de traitement d'éléments combustibles irradiés.
- d) les usines d'enrichissement de l'uranium.

Article 5.0

(1) Chaque partie contractante prendra les mesures nécessaires pour garantir la protection physique des matériels, équipements et installations nucléaires sur son sol, ainsi que lors du transport entre les deux pays où à des pays tiers.

(2) Ces mesures devront être telles que, dans la mesure du possible, elles excluent les risques de dommage, d'accident, de larcin, de sabotage, de vol, de détournement, de préjudice ou d'échange et d'autres durant le transport.

(3) Les parties contractantes se mettront d'accord sur les mesures adéquates.

Article 6.0

Une commission mixte, formée à la suite de l'accord de coopération dans les secteurs de recherche scientifique et de développement technique, tiendra compte obligatoirement des activités prévues dans le présent accord et, quand le cas se présentera, elle fera des propositions relatives à son développement.

Article 7.0

A la demande de l'une d'elles, les parties contractantes se consulteront sur

la réalisation du présent accord et, éventuellement, négocieront pour sa révision.

Article 8.0

(1) Pour solutionner les divergences quant au présent accord, les parties contractantes passeront par la voie diplomatique.

(2) Les divergences qui ne pourront être résolues de cette manière seront traitées par le processus d'arbitrage prévu à l'article 10.0 de l'accord sur l'entrée des navires nucléaires dans les eaux territoriales brésiliennes et leurs séjours dans les ports brésiliens, conclu entre les parties contractantes le 7 juin 1972.

Article 9.0

Les obligations de la République Fédérale Allemande découlant des traités concernant la Communauté Economique Européenne et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ne sont pas touchés par le présent accord.

Article 10.0

Le présent accord s'appliquera aussi à la zone de Berlin, tant que le gouvernement de la République Fédérale Allemande ne présentera pas de déclaration contradictoire au gouvernement de la République Fédérative du Brésil dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 11.0 (1)

Le présent accord entrera en vigueur, par échange de notes, aussitôt que possible.

(2) La validité du présent accord aura une validité de quinze ans, comptés à partir du jour référé par (1) et pourra être reconduit tacitement par période de cinq ans, tant qu'il ne sera pas dénoncé par l'une des parties contractantes au moins douze mois avant la date d'expiration.

(3) Les mesures de garantie et de protection découlant du présent accord ne seront pas touchées par l'expiration de cet accord.

Fait à Bonn, le 27 juin 1975 en deux exemplaires, en langue allemande et en langue portugaise, les deux textes ayant la même authenticité.

Pour le gouvernement de la R.F.A. Hans-Dietrich Genscher, Ministre A.E.

Pour le gouvernement de la R.F. du Brésil :

F. Azeredo da Silveira : Ministre des Affaires Etrangères.

Extrait du Journal « O Estado de S. Paulo »
28 juin 1975

II. L'ACCORD SELON LE GOUVERNEMENT

par J. FERREIRA

L'ACCORD DE COOPERATION NUCLEAIRE à des fins pacifiques conclu entre le Brésil et la R.F.A. « fixe les bases d'une coopération technique et scientifique entre les deux pays et doit rendre possible l'accélération du développement de l'énergie nucléaire au Brésil ».

« Le protocole de la Coopération industrielle qui établit un ensemble de projet devant être exécuté par la NUCLEBRAS, inclue le transfert de technologie et prévoit la réalisation au Brésil d'entreprises comme : USINE DE REACTEURS NUCLEAIRES, Cie D'INGENIERIE NUCLEAIRE DE BASE, Cie DE PROSPECTION ET EXPLOITATION DE L'URANIUM, USINE D'ENRICHISSEMENT DE L'URANIUM, USINE d'ELEMENTS COMBUSTIBLES et USINE DE RECONDITIONNEMENT DE MATERIEL IRRADIE ». Communiqué du Palacio de Pdanalto : 28/04/75).

Le coût du programme est de l'ordre de CR S/6.500.000.000 (soit environ 3 milliards de Francs), mais avec l'implantation des huit centrales nucléaires prévues, les investissements atteindront le chiffre total de CR S/80 milliards en 15 ans. (30 milliards de francs).

L'objectif principal, selon les déclarations officielles, est de préparer le terrain technologique national pour assimiler le KNOW-HOW afin de satisfaire la demande énergétique nationale, par l'avancement des sources d'origine nucléaire.

On affirme encore que l'énergie nucléaire est nécessaire, puisque si le rythme du développement se maintient à 10 % de croissance annuelle la demande énergétique doit augmenter proportionnellement.

Ainsi, la capacité électrique à installer dans la prochaine décennie dans la région Sud Est (centre économique du pays) doit atteindre selon l'ELECTROBRAS 30000 Mégawatts, ce qui dépasserait le potentiel hydro-électrique de la région « en conditions d'exploitation économique ».

D'un autre côté, le Brésil possède un réseau hydro-électrique remarquable dans la région Nord, distribué par les affluents de l'Amazone, mais son exploitation, selon les plans actuels aura lieu seulement à partir de 1990, vu les difficultés technologiques qui restent à résoudre, ainsi que les études et œuvres à réaliser.

A notre époque (on affirme) la croissance annuelle de la demande sera

d'une importance telle que ces potentialités seront absorbées dans 3 ou 4 ans.

D'où la conclusion que de nouvelles sources de production d'énergie sont nécessaires et, parmi elles, l'énergie nucléaire.

En 1968, fut décidée l'installation à ANGRA DOS REIS (R.J.) de la première usine nucléaire où on a choisi la ligne de réacteurs à base d'eau légère et d'uranium enrichi de la Compagnie Américaine Westinghouse.

Cette décision n'a pas été suivie par l'élaboration d'une politique fonctionnelle qui permette l'absorbtion réelle de la technologie nucléaire, limitant la participation de l'industrie locale à 8 % des fournisseurs.

Cette option fut discutée à l'époque et a été défendue par la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire brésilienne, en opposition avec les indications des milieux scientifiques et politiques attentifs aux objectifs d'autonomie et d'indépendance nationale dans ce secteur.

Cette solution s'avéra très vite précaire. A la dépendance technologique, s'ajoute la dépendance du combustible fourni par les USA à des conditions très restrictives. La mise en place d'un processus de fabrication d'un réacteur entièrement national, utilisant les données scientifiques et les minerais nationaux fut écartée sous prétexte que les solutions opérationnelles ne seraient pas atteintes dans les délais prévus.

On a choisi finalement un programme mixte d'importation, implantation et absorbtion, qui, à partir d'une participation de l'industrie locale dans une proportion de 30 %, devrait permettre l'installation d'une industrie capable de fournir tout l'équipement pour une usine dans la prochaine décade, y compris le combustible et son reconditionnement après brûlage.

La R.F.A., où sont fabriqués ces réacteurs par Siemens, AEG (avec autorisation de Westinghouse) a confirmé la disponibilité de l'exportation des usines, dans un contexte de coopération scientifique et technologique très élargi.

Les conditions et sauvegardes n'ont pas la dureté de celles dictées par les Américains et se limitent aux conventions internationales établies par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique).

On doit se rappeler pourtant qu'en 1972, les USA et le Brésil ont passé un accord par lequel la fourniture de l'uranium enrichi pour le réacteur de ANGRA DOS REIS est conditionnée par plusieurs clauses comme par exemple : « examiner le projet de tout réacteur et autres équipements brésiliens, examiner l'usage, la fabrication et la production de tout matériel nucléaire fertile », « exiger l'entretien et la présentation de toutes les opérations avec des rapports respectifs », « examiner et accorder les installations à utiliser »...

Cet accord est valable 30 ans (ce n'est pas un hasard si la vie d'un réacteur est de 30 ans en moyenne...).

L'impasse de la coopération nucléaire entre le Brésil et les USA fut confirmée par le Ministre des Affaires Etrangères dans son discours au Sénat le 18 septembre 1975. Il affirmait toutefois que : « les mesures de contrôle et de sauvegarde américaines s'appliqueront seulement aux matériels nucléaires, équipements et outils mis à la disposition du Brésil par les USA ».

Donc, aucun matériel, équipement ou outil produit au Brésil n'est pas sujet à ces restrictions.

III. LA CASSURE DU MONOPOLE AMERICAIN : UNE NOUVELLE FORME DE DEPENDANCE

par J. FERREIRA

Pour la première fois, dans son histoire récente, le Brésil a défié les grands intérêts nord-américains et a opté dans le domaine stratégique de l'énergie nucléaire, pour un alignement avec l'Europe. Du point de vue politique, c'est sans doute l'aspect le plus important de l'accord qui vient d'être signé avec l'Allemagne. Si l'on tient compte de la longue histoire, vieille de plus de trente ans, du refus de l'impérialisme américain de prendre en considération les aspirations nationales dans le domaine de l'énergie nucléaire c'est ce facteur qui a été déterminant pour cette partie de l'opinion publique brésilienne qui a applaudi l'accord, sans même discuter de son contenu.

Déjà en 1945, quand le Brésil signa le premier accord atomique avec les EUA, les nord-américains n'ont pas proposé de fournir une aide technologique. Cependant le Brésil était obligé d'exporter des précieuses réserves de sable monazitique d'où l'on extrait le thorium qui sert de combustible pour les centrales atomiques. Un nouvel accord fut signé en 1952, où le gouvernement brésilien insistait sur ce qu'a été appelé « les compensations spécifiques », c'est-à-dire la technologie nucléaire en échange des exportations de sable monazitique. Mais le gouvernement américain refusa et réaffirma la nécessité de recevoir de la matière première, faisant allusion à la crise provoquée par la guerre de Corée. En 1954, trois machines expérimentales pour la séparation et l'enrichissement de l'uranium, qui avaient été achetées à l'Allemagne par la Commission Nationale de l'Énergie Nucléaire, ont été simplement confisquées par des autorités nord-américaines. A cette même époque, les services « diplomatiques » des USA, par l'entremise de fonctionnaires gouvernementaux, sont intervenus directement dans l'élaboration de la politique nucléaire brésilienne ; ils ont fourni quatre suggestions élaborées par eux-mêmes mais présentées par un fonctionnaire du gouvernement comme étant d'origine brésilienne. Cette ingérence des nord-américains dans les affaires internes brésiennes a été la raison pour laquelle fut créée une commission d'enquête à la Chambre des députés, afin de vérifier la politique gouvernementale dans le domaine de l'énergie nucléaire. Cette commission, créée en 1956, arriva à la conclusion qu'il fallait instituer un monopole d'Etat des industries de séparation des isotopes radioactifs. C'est en 1956, que la politique nucléaire a été définie : il y a eu création de la Commission

nationale de l'énergie nucléaire et création de l'Institut de l'énergie atomique de Sao Paulo. De plus, le gouvernement Kubitschek a établi « une nouvelle politique atomique » ayant comme but fondamental, la production dans le pays, dans les plus brefs délais, de combustibles nucléaires à partir des métaux nucléairement purs, sous le contrôle total et en tant que propriété de l'Etat. Après avoir défini une politique d'indépendance nationale, dans le domaine de l'énergie nucléaire, il manquait encore une définition sur l'implantation de cette politique qui n'a jamais été claire pour le gouvernement brésilien jusqu'au coup d'état militaire de 1964.

L'instauration de la dictature militaire a beaucoup signifié pour le développement du capitalisme brésilien ; une politique de développement, associée au capital monopoliste international, fut substituée à la politique de développement indépendant, ce qui engendra de grandes modifications dans la politique énergétique brésilienne. C'est ainsi qu'en 1967, la dictature a redéfini la politique nucléaire et a établi les objectifs suivants : introduction de la technologie nucléaire dans le pays ; être indépendant dans le domaine de la production de combustibles nucléaires et création d'une infrastructure de supports pour le programme nucléaire. Mais celles-ci n'ont pas été les seules manifestations du changement de la politique nucléaire brésilienne : sur le plan international, nous pouvons remarquer le refus de la dictature brésilienne de signer le traité de non prolifération des armes nucléaires en 1967 ; le gouvernement brésilien antérieur au coup d'état militaire, avait signé le traité de Moscou en 1963 qui stipulait l'interdiction de faire des expériences atomiques dans l'atmosphère. L'explication que la dictature donna pour la non-signature du traité de 1967, à savoir qu'elle le faisait pour des raisons d'indépendance nationale, est en contradiction avec le contenu de l'accord nucléaire signé avec les USA en 1972. Selon cet accord, les USA s'engagent à vendre une quantité non supérieure à 12300 kg d'uranium enrichi pour les réacteurs à potentiel qui seraient installés au Brésil, mais il y a des clauses restrictives : la propriété américaine du matériel nucléaire, résultat de l'opération des réacteurs (plutonium) qui seraient prêtés au Brésil lequel ne pourrait en disposer librement, et le droit des USA, de surveiller tous les projets et équipements du réacteur et de contrôler tout ce qui est concerné par le matériel nucléaire produit par les réacteurs. L'explication véritable du contenu de cette contradiction apparente doit être cherchée dans le double objectif de la politique nucléaire de la dictature : création de capacités technologiques pour la production d'énergie électrique nucléaire à n'importe quel prix, et possibilité de produire un armement atomique. L'accord signé avec l'Allemagne a fourni à la dictature, les conditions permettant de surmonter les contradictions de sa politique. Elle peut maintenant, avec l'aide de l'impérialisme allemand, développer la capacité du système industriel brésilien à produire des réacteurs nucléaires et des armements atomiques. La cassure du contrôle du monopole de l'impérialisme américain sur l'activité nucléaire brésilienne ne signifie pas le succès d'une politique d'indépendance mais la victoire de l'impérialisme allemand dans le combat que se livre la concurrence inter-impérialiste pour contrôler ce domaine stratégique de l'économie et de la technologie.

La cassure du monopole d'état d'exploitation des minéraux atomiques

La signature de cet accord atomique avec l'Allemagne Fédérale a exigé la liquidation du monopole d'état des minéraux atomiques, qui était une conquête des luttes nationalistes des années 50 par le mouvement populaire.

Ce profond changement de la politique nationale du minerai atomique s'est passé comme se passent toutes les décisions prises par la dictature militaire, c'est-à-dire de façon autoritaire sans que le principal intéressé, le peuple, ait été consulté. C'est ainsi que la dictature a créé, le 29 octobre 1970, une entreprise d'état la « Nucleobras », qui est chargée de toutes les activités industrielles tournées vers l'énergie nucléaire. La loi qui a créé la « Nucleobras », lui permet de s'associer avec d'autres entreprises (nationales ou étrangères) pour l'exploitation du minerai atomique (mais la Nucléobras doit avoir 51 % des actions). Le fait d'avoir brisé le monopole d'état de l'uranium, est fondamental pour comprendre les possibilités de l'accord avec l'Allemagne et son importance pour cette dernière. Selon des études récentes, il y aura pénurie d'uranium dans le monde à partir de 1990, c'est-à-dire dans quinze ans seulement. L'accès à la réserve brésilienne d'uranium fut un des principaux motifs de la signature de l'accord passé avec l'Allemagne. Prétendre que sa principale motivation serait de pouvoir enrichir l'uranium au Brésil (parce que cela lui est interdit sur son propre territoire par le traité de paix) ne tient pas debout, car l'Allemagne fait partie d'un consortium URENCO-INTEC, qui est en train de construire, avec l'Angleterre et la Hollande, deux usines d'enrichissement, en utilisant une nouvelle méthode de centrifugation, et qui seront opérationnelles à partir de 1980. Cependant, l'usine qui sera installée au Brésil emploiera une méthode pas encore utilisée commercialement, le « jetnozzle ». C'est une méthode qui est à l'étude et développée depuis trente ans mais qui, jusqu'à présent, n'a pas obtenu les résultats lui permettant d'être utilisée sur une échelle commerciale.

Le Brésil n'a pas de grandes réserves d'uranium, si nous prenons en considération celles qui ont déjà été découvertes (à peu près 5840 tonnes, selon le rapport de la commission d'énergie nucléaire). Mais les techniciens brésiliens et étrangers pensent que le territoire brésilien renferme de grandes réserves. Le premier point du premier article de l'accord parle de coopération pour la prospection, l'extraction et pour la transformation de l'uranium ; cette coopération serait régie par la création d'une entreprise mixte composée de la Nucleobras (51 % des actions) et de la Urangesellschaft, une entreprise allemande (49 % des actions) et par le partage des réserves et de la production : « dans les conditions de l'exploitation de la mine, 80 % au moins sera destiné aux réserves pour servir les besoins nationaux. Ce n'est que lorsque les besoins nationaux seront satisfaits que le Nucleobras pourra exporter à l'entreprise allemande, l'équivalent des 20 % maximum de la réserve mesurée dans son ensemble, ou à 49 % de la production, cette limite ne devant pas dépasser l'autre ». Apparemment, le texte met l'approvisionnement de l'Allemagne en 2ème place après celui des besoins nationaux. Mais, il paraît que les allemands ne pensent pas ainsi car le ministre allemand de la technologie et de la recherche, Hans Hilger, a dit au correspondant du « Estado de Sao Paulo » à Bonn des choses qui ne correspondent pas au texte de l'accord : « Si les réserves brésiliennes d'uranium se montrent inférieures à nos espérances, si elles ne produisent pas d'excédents, la RFA devra se voir assurer la fourniture d'un certain pourcentage du produit ».

L'accord nucléaire du point de vue de la politique énergétique

La première question à laquelle il faut répondre pour éclaircir ce doute, est de savoir quelle est la véritable nécessité d'une énergie électrique d'origine

nucléaire. La position de la dictature est la suivante : « l'énergie électrique nucléaire est nécessaire car si le rythme du développement se maintient autour de 10 % de croissance annuels, la demande énergétique devra croître proportionnellement. Ainsi, la capacité électrique qui devra être installée dans la prochaine décade dans la région du Sud-Est, qui est le centre économique du pays, devra atteindre, selon l'Electrobras, près de 30000 MW ce qui dépasserait le potentiel hydro-électrique disponible de la région dans des **conditions d'exploitation économique** ».

L'argument de la nécessité d'énergie électrique d'origine nucléaire est basée sur le taux de croissance de 10 %, de l'économie nationale ; sur le fait que la concentration économique de la région du Sud-Est serait maintenue et sur la conception de potentiel hydro-électrique dans des conditions d'exploitation économique. Ce n'est pas difficile de démontrer l'erreur de ces hypothèses de base des prévisions de la dictature sur la politique énergétique. La première hypothèse, celle de la croissance économique de 10 % par an, la dictature elle-même reconnaît son inviabilité devant la période de récession où est entrée l'économie brésilienne qui n'a eu que 4 % de taux de croissance en 1975. La deuxième hypothèse, celle de la concentration économique de la région du Sud-Est peut être écartée, si l'on considère la nécessité d'imposer une certaine rationalité dans le développement de l'économie, en empêchant les grands déséquilibres régionaux, propositions que la dictature a maintes fois dit être les siennes, principalement quand il s'agit de définitions de politiques de pôles régionaux de développement. La troisième hypothèse, celle du calcul du potentiel hydro-électrique dans des conditions « d'exploitations économiques », elle a un caractère relatif, dans la mesure où il est nécessaire de comparer le coût du KWh d'origine hydraulique et celui d'origine nucléaire ; et une telle comparaison doit tenir en compte que le processus d'enrichissement de l'uranium, que le Brésil utilisera pour la production de combustible pour le réacteur, n'a pas encore été testé à l'échelle industrielle. Il existe quelques variables qui n'ont pas encore été déterminées pour l'évaluation du prix du KWh d'origine nucléaire, à moins qu'on n'admette le prix d'importation comme le prix du coût mais ceci serait changer complètement la politique nucléaire élaborée dans la mesure où l'oligopole de l'uranium enrichi a des moyens bien restreints de commercialisation. Ainsi la possibilité d'exploitation, dans des « conditions économiques », de potentiels hydrauliques existants, sur une plus petite échelle, dans la région du Sud-Est est réelle et dépend du coût du KWh d'origine hydraulique par rapport au KWh d'origine nucléaire.

IV. QUELQUES OPINIONS SUR L'ACCORD

IV.1.- L'accord nucléaire par Marcelo Damy (*) (traduit du journal *Opinio*, juillet 1975).

La signature de l'accord de coopération nucléaire entre le Brésil et l'Allemagne Fédérale représente une grande victoire diplomatique et traduit la décision de notre gouvernement de promouvoir, à une grande échelle, le développement des activités nucléaires dans le pays. Nous pouvons attendre qu'il rapporte plus de bénéfices que l'installation du réacteur de Angra dos Reis. Ce dernier, en effet, ne nous a apporté aucune contribution ; que ce soit sur le plan du développement ou sur celui de la technologie (développement des connaissances des ingénieurs nucléaires du pays). A l'époque de son installation, la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire avait essayé de montrer qu'il serait avantageux, que le choix d'un réacteur importé, à uranium enrichi, serait profitable à notre technologie. Quelques années se sont écoulées et nous pouvons constater, comme le prévoiaient alors les scientifiques nationaux, que ce réacteur est une simple boîte noire dont les boutons sont manipulés par des techniciens brésiliens.

Ce sur quoi il convient d'insister est que les décisions scientifiques et techniques ne peuvent être prises par les seuls techniciens, parce qu'en cas d'erreurs, c'est tout le développement futur de l'énergie nucléaire brésilienne qui risque d'être compromis.

Pour l'accord nucléaire avec l'Allemagne, aucun scientifique n'a été consulté ou écouté. Pour un pays qui n'a pas de grands dépôts d'uranium mais qui est riche en Thorium, on devrait faire un peu plus cas de la réalité : aucun programme à long terme ne peut ignorer les nécessités du développement des réacteurs qui utilisent le Thorium. Si, dans l'avenir, de grands gisements d'uranium venaient à être découverts, cela renforcerait le programme parce que nous pourrions alors construire des réacteurs additionnels à uranium naturel et à eau lourde ayant pour rôle de produire de l'électricité. Parce que aussi l'utilisation du Thorium sur des réacteurs présuppose l'existence du Plutonium qui est un sous produit du fonctionnement des réacteurs à uranium naturel.

Et le meilleur plutonium pour des réacteurs reproducteurs est produit par ces réacteurs modérés à graphite ou à eau lourde. Il ne l'est pas pour les réacteurs à uranium enrichi comme celui de Angra et les futurs réacteurs allemands.

* Professeur de physique à l'Université de Sao Paulo, ancien membre de la Commission d'Energie Atomique du Brésil.

Ce sont des objectifs bellicistes qui ont amenés certains pays à l'enrichissement de l'uranium.

Les réacteurs à uranium enrichi à eau légère ont été mis au point et sont en train d'être produits par des pays qui se sont dotés d'usines de séparation de l'uranium dans des intentions bellicistes. Ils les utilisent pour la production d'uranium, à fins de génération d'énergie, avec le seul but d'éviter sa détérioration par manque d'utilisation. Il est évident que les arsenaux nucléaires aux Etats-Unis et en Union Soviétique sont déjà suffisants pour détruire toute vie sur terre.

Les avantages pour les pays qui ont stimulé l'emploi de ce type de réacteurs sont également évidents : ils maintiennent ainsi leurs usines en fonctionnement, prêts à être opérationnelles en cas de belligérance. Et, comme ils sont les seuls producteurs de ces matériaux, ils peuvent ainsi contrôler le rythme du développement industriel ainsi que le prix du KW produit par leurs usines dans d'autres pays.

En d'autres termes : si un pays, avec l'épuisement progressif des réserves de pétrole, pouvait être le seul détenteur de la méthode d'enrichissement, il contrôlerait le développement du monde entier.

Plusieurs pays ont cherché des méthodes pour éviter l'utilisation de l'uranium enrichi en recourant à l'eau lourde ou au graphite comme modérateur pour les réacteurs à uranium naturel. Le procédé canadien à eau lourde présente des avantages sur celui à uranium enrichi, car il permet la production d'une énergie meilleur marché tout en simplifiant considérablement le système de production des éléments combustibles. La technique de production de ces éléments qui emploie l'oxyde d'uranium UO_2 a été développée à l'Institut d'Énergie Atomique de São-Paulo (IEA) en 1960. Il y a 15 ans, le Brésil possédait déjà la technologie appropriée pour les deux principales phases d'utilisation de l'énergie atomique. Le programme de développement nucléaire, fondée sur l'utilisation de l'uranium naturel, a été abandonnée par la Commission Nationale de l'Énergie Nucléaire. Tous les efforts dans ce sens-là ont été interrompus par la dispersion qui s'en est suivie de tous les scientifiques et techniciens qui se consacraient à ce programme. Le motif invoqué à l'époque était que le Brésil possédait d'énormes réserves hydro-électriques et que l'énergie atomique ne serait nécessaire que vers les années 1990...

Il est pour le moins surprenant de remarquer que ces mêmes personnes qui, à l'époque, défendaient ce point de vue, ont été les responsables de l'importation de la « boîte noire » d'Angra dos Reis, et que, maintenant, en 1975, le porte voix du gouvernement déclare qu'il ne faut pas s'attendre à un développement d'une technologie propre...

Il y a un aspect de l'utilisation de l'uranium enrichi qui doit être mis en relief. C'est le suivant : Un (1) kg d'uranium naturel contient 7,1 grammes de U_{235} . Dans les usines de séparation (ou d'enrichissement) on retire 4 grammes sur ces 7,1 ; en conséquence, pour produire 1 kg d'uranium enrichi à 3 % (taux d'enrichissement normal pour les réacteurs à eau légère) 8 kg d'uranium naturel sont nécessaires.

Les sept qui restent, appauvris à tel point qu'ils ne pourront être utilisés que pour les réacteurs reproducteurs (breeders, comme le réacteur Phenix en France). Evidemment, si on considère que l'uranium enrichie de cette manière

présente un brûlage complet, l'économie voulue des réacteurs à eau légère est utopique, puisqu'elle exige pour le fonctionnement du réacteur l'installation d'une usine d'enrichissement et une autre de séparation du plutonium... Cette opération n'est pas nécessaire pour les réacteurs à uranium naturel. Il est évident qu'un pays qui a des réserves limitées d'uranium, comme c'est le cas du Brésil, ne peut pas se donner le luxe d'utiliser de façon effective, seulement le 1/8 de ses réserves et, que dans ce cas, il doit construire une usine d'enrichissement. C'est pour cette raison que n'importe quel programme à uranium enrichi présuppose l'utilisation de réacteurs rapides reproducteurs pour améliorer l'économie du système. A partir de ce qui a été dit, il est clair que le choix de l'uranium enrichi est un choix malheureux qui ne présente aucun avantage. Bien au contraire, il oblige le pays à faire d'énormes investissements qui ne pourront devenir rentables qu'après plusieurs années lorsque les réacteurs reproducteurs rapides commenceront à fonctionner. Et il n'en existe qu'un, fonctionnant régulièrement, c'est celui se trouvant en France.

Par rapport à la construction d'une usine d'enrichissement dans le pays avec la technique des « jet-nozzle » supersoniques, il faut préciser que l'Allemagne en a une en fonctionnement à Karlsruhe avec la capacité de seulement 2 unités de séparation par an. Il s'agit d'un petit système de recherche en laboratoire et pas d'une unité de production industrielle. Des méthodes connues ou en étude, celle du « jet-nozzle » est celle qui, pour une échelle de production raisonnable, devra produire l'uranium enrichi par le prix le plus élevé : US \$/28.30 par unité de séparation pour des usines de diffusion de gaz, de US \$/31.80 pour les centrifuges, et 43.60 pour celles de jet ; c'est aussi celle qui requiert une plus grande consommation d'énergie électrique : US \$/12.50 pour la diffusion, US \$/2.30 pour les centrifuges, et US \$/29.50 pour le jet.

L'idée de séparation des isotopes par jet supersonique date de la deuxième guerre mondiale et elle est du physicien DIRAC. Les premiers résultats expérimentaux sont dus à TOHOURDIN, Oxford 1946. Depuis cette époque, le sujet est étudié systématiquement par plusieurs pays et par divers physiciens : BECKER (Allemagne) et CAMPARGUE (France) entre autres. L'Allemagne développe ce processus depuis 1954. D'importants résultats ont été obtenus par les savants sus-cités et par un groupe de physiciens américains (Kantrovitz, Grey, Reis...). La littérature publiée sur cette méthode consiste en plus de 120 publications spécialisées. Signalons qu'en dépit du fait qu'elle soit l'objet d'étude de physiciens du plus haut niveau qui soit, cette méthode est toujours, 30 ans après sa mise au point, dans sa phase expérimentale de laboratoire. Le transfert de tout le Know-how vers le Brésil est un fait important, à condition d'admettre qu'il est absolument nécessaire de développer des recherches avec des équipes de physiciens et de physiciens-chimistes compétents. Il ne s'agit pas seulement de recevoir la recette pour la fabrication d'un produit. Nous n'allons pas recevoir le know-how pour produire l'uranium enrichi, mais les résultats expérimentaux d'un modèle de laboratoire basés sur des principes connus depuis 30 ans mais qui, jusqu'à présent, n'ont pas atteint la phase d'usine pilote. Ce que l'on sait de concret est que le coût de cet uranium, s'il venait à être industrialisé, sera supérieur à celui obtenu par d'autres méthodes et qu'il exigera encore une énorme dépense d'énergie électrique. Il me paraît donc un peu téméraire de lancer le pays sur un programme de réacteurs à uranium enrichi avec un inves-

tissement de 5 milliard de dollars, en se fondant sur l'hypothèse que cette technique sera économique au Brésil, et que de l'association entre nos scientifiques et ceux qui viendront ici collaborer surgira un chemin nouveau. Je juge que tout effort fait dans le sens de développer et d'améliorer une technique est utile à un pays, puisque de toute façon ceci constitue une excellente école pour les chercheurs ; mais de là à fonder la production d'énergie électrique sur cette méthode qui a d'hypothétiques succès, il y a une distance énorme... la distance qui sépare la réalité de l'espoir et du rêve.

Finalement il y a encore un aspect de cette technique qui n'a pas été mentionné : le fonctionnement des unités de séparation exigent une grande quantité d'hélium. Or l'hélium est un gaz rare qui ne peut être obtenu que par les Etats-Unis lesquels ne le fourniront pas sans contrepartie. Par conséquent notre future prétention d'indépendance dans ce secteur deviendra essentiellement une dépendance et un contrôle.

Le réacteur « COBRA » que le Brésil aurait commandé à la France est un prototype utilisé par les Français pour développer après les réacteurs RAPSODIE et PHENIX. Il est connu que PHENIX est un réacteur reproducteur (breeder) qui utilise un combustible fait de plutonium et d'oxyde d'uranium et emploie l'uranium appauvri (i.e. les rejets des usines d'enrichissement d'uranium) comme matière fertile (la matière fertile est une matière non fissile mise dans un réacteur reproducteur pour être transformée en matière fissile par l'irradiation et la capture de neutrons du réacteur). Le plutonium utilisé par le réacteur PHENIX provient des réacteurs à uranium naturel modéré à graphite situé au centre nucléaire de Marcoule. Le premier de ces réacteurs destinés à la production du plutonium et de l'électricité est entré en fonctionnement en 1956. Le réacteur Phénix produit 250000 kw d'énergie électrique et se trouve en fonctionnement depuis un an et demi ; il est le seul réacteur rapide reproducteur en fonctionnement régulier dans le monde. Bien que des réacteurs rapides aient été étudiés et construits par plusieurs pays — quelques-uns depuis dix ans — tous présentent d'énormes difficultés et ils sont encore bien loin du degré de perfectionnement obtenu par les Français. Ce fait montre la supériorité française sur celle des autres pays et prouve la viabilité complète de la ligne des réacteurs qui commence par l'emploi de l'uranium naturel pour la production d'électricité, l'obtention du plutonium en tant que sous produit et l'utilisation du matériel fissil sur des réacteurs reproducteurs rapides qui brûlent l'uranium appauvri provenant soit des usines d'enrichissement soit de l'uranium naturel brûlé dans les réacteurs producteurs d'électricité. L'uranium appauvri (matériel fissil) peut être remplacé par le thorium pour la production d'Uranium 233 à partir des neutrons provenant de la fission du plutonium.

Après tout ce qui a été dit, il apparaît clairement que c'est le chemin que devra suivre le Brésil pour obtenir une technologie propre afin de devenir auto-suffisant en énergie nucléaire. Il me paraît, par conséquent, qu'un accord avec la France est de plus grand profit pour le Brésil que celui passé avec l'Allemagne. Je pense qu'une coopération plus étroite avec la France nous fournirait des connaissances et des techniques avec lesquelles nous pourrions rapidement atteindre l'auto-suffisance en énergie atomique. Il est nécessaire de rappeler que la France et le Brésil maintiennent des relations étroites dans ce secteur et que nous devons particulièrement aux techniciens français la formation de géologues qui ont découvert les gisements d'uranium les plus significatives de notre territoire.

C'est seulement par une réforme Universitaire que nous aurons le nombre suffisant de techniciens

Une des plus grandes difficultés pour le développement de l'énergie nucléaire dans le pays provient du manque de stimulation pour les recherches et à une carence des programmes à long terme avec le souci de développer les activités nucléaires fondées seulement sur le transfert de « know-how » sans aucune incitation à une formation de chercheurs dans ce secteur. Le pays se voit, en ce moment sans possibilités de recruter un nombre significatif d'éléments capables de mener un travail nucléaire sérieux à terme.

De plus, souvent, les responsables des instituts de recherche méprisent les activités de recherche et ne se préoccupent que d'une pseudo-technologie leur permettant des applications immédiates. Cela a pour conséquence la fuite des éléments compétents et leur remplacement par d'autres moins capables. C'est ainsi que s'explique la décadence de plusieurs centres de recherche.

N'importe quel programme nucléaire présuppose la formation de physiciens, électroniciens, géologues, métallurgistes... de haut niveau. Les techniciens et scientifiques ne se forment pas rapidement, et encore moins par des cours de post-graduation tant la décadence de l'enseignement supérieur est notoire.

Si nous sommes réalistes et objectifs nous devons admettre que la situation du pays exige une réforme de l'enseignement supérieur et la substitution aux examens actuels d'entrée à l'Université par des examens capables de sélectionner les candidats qui ont un niveau indispensable pour accéder à l'Université.

Pour conclure : le Brésil n'a pas (et ne pourra pas former à court terme) les scientifiques et techniciens nécessaires pour répondre aux accords passés avec l'Allemagne et la France. Il est évident que si de nouveaux accords nucléaires venaient à être signés, le pays ne pourrait pas, dans un délai de 10 ans fournir l'élément humain nécessaire, à moins de commencer dès maintenant à songer à une formation sérieuse de techniciens et scientifiques qui permettra aux universités officielles et non officielles d'élever le niveau des étudiants et de la recherche.

IV.2- A propos du nouveau projet d'énergie nucléaire au Brésil

par **J. LEITE LOPES (*)** (transcrit du bulletin France-Brézil, oct.1975)

Le commencement des débats sur la politique de développement de l'énergie nucléaire au Brésil a coïncidé avec la tenue, il y a exactement vingt ans, de la Première Conférence Internationale sur l'utilisation pacifique de l'Energie Atomique à Genève, sous l'auspice des Nations-Unies.

J'étais un des secrétaires scientifiques qui ont préparé cette conférence. Dès mon retour au Brésil, il m'a paru urgent d'ouvrir une discussion dans le pays pour définir la meilleure politique de développement de l'énergie nucléaire au Brésil.

DE LONGUE DATE, DES DIFFICULTES APPARAISSENT

Le Conseil National de Recherches (C.N.Pq) (1) avait été créé en 1951, et les premières mesures pour la réalisation d'un programme de développement de l'énergie atomique avaient été prises par cet organisme. Grâce aux débats ouverts à partir de 1955, les difficultés opposées par le

Gouvernement des Etats-Unis à la réalisation du programme du C.N.Pq. purement être connus.

La déposition de l'Amiral Alvaro Alberto devant la Commission d'Enquête de la Chambre des Députés, en 1958, révèle l'existence de ces difficultés.

L'opposition des Etats-Unis provenait de son désir d'établir un monopole sur l'énergie atomique dans le monde. Les savants américains savaient que les autres pays, comme l'U.R.S.S., découvrirait plus ou moins rapidement les méthodes et techniques des réacteurs nucléaires et par conséquent des armes atomiques, mais la plupart des militaires et des leaders politiques des Etats-Unis semblaient croire que les soviétiques ne pourraient construire la bombe atomique qu'en ayant recours à l'espionnage ou au vol de renseignements. On connaît bien la « chasse aux sorcières » et aux espions atomiques dans ce pays dans les années 50, juste après la Révolution Chinoise, l'explosion de la bombe soviétique et la guerre de Corée.

C'est vers 1955 que les dirigeants des Etats-Unis se sont convaincus que les programmes de recherche atomique d'autres pays industrialisés tels que la France, l'Angleterre et le Canada, pourraient conduire ces pays à un développement indépendant dans ce secteur. D'où l'appui des grandes puissances à la Conférence de Genève et, en même temps, l'annonce par les Etats-Unis du programme « Atomes pour la Paix » destiné à vendre aux pays en voie de développement des réacteurs de recherche à uranium enrichi et soumis à toutes sortes de contrôles par la Commission de l'Energie Atomique Américaine.

Ces réacteurs serviraient à occuper les scientifiques des pays en voie de développement, à leur donner l'impression qu'ils progressaient dans ce domaine, tandis qu'en compensation les Etats-Unis auraient le privilège d'importer des minerais contenant l'uranium et le thorium. Le Conseil National de la Recherche du Brésil, à l'époque de l'Amiral Alberto, demandait l'installation au Brésil d'usines métallurgiques pour le traitement de l'uranium en compensation de la fourniture de minerais. A cette fin le Conseil était entré en négociation avec la France et l'Allemagne pour l'achat de telles usines ainsi que d'ultracentrifugeuses pour la séparation de l'uranium 238, alors à l'étude en Allemagne. Ces projets furent annulés sur intervention des Etats-Unis et l'Amiral Alvaro Alberto fut écarté du Conseil National de la Recherche par le Général Juarez Tavora, l'homme fort du Gouvernement. Ce dernier, qui avait pris le pouvoir après le suicide de Vargas, a démontré tout son attachement à ce que le programme nucléaire du Brésil soit conforme aux directives provenant des Etats-Unis.

Dès la création en 1956 de la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire (CNEN) on annonça des programmes d'aide à l'installation d'institutions consacrées au développement de l'énergie atomique. Sous la pression d'intérêts locaux multiples et du programme américain « Atomes pour la Paix », la commission adopta la politique de créer des Instituts de l'Energie Atomique dans plusieurs centres universitaires comme São Paulo, Belo-Horizonte, Rio de Janeiro. Ceci au détriment de la définition d'un programme national vigoureux qui concentrerait initialement les études et les recherches en un important Institut National de l'Energie Nucléaire. Et surtout, de nouveaux accords avec les Etats-Unis ont conditionné la politique de la CNEN. Ces questions ont été largement discutées dans des réunions de la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science (SBPC), de 1958 à 1964, et dans les Symposiums et Séminaires sur l'Energie Atomique. Aux soucis

d'autonomie et d'indépendance du développement de cette source importante d'énergie, formulés par plusieurs scientifiques, s'opposait la politique de collaboration sans restrictions avec le Gouvernement américain. Cette dernière politique était appuyée par des hommes d'affaires, ainsi que par des scientifiques et des ingénieurs qui ont fini par contrôler totalement, à partir de 1964, la Commission Nationale de l'Énergie Nucléaire.

Avant 1964, lorsque l'industrialisation et le développement économique au Brésil avaient lieu en régime démocratique, le débat sur la question nucléaire pouvait être approfondi. Le lecteur intéressé pourra consulter les volumes de la revue « **Ciência e cultura** » (SBPC, São Paulo) de 1956 à 1964, ainsi que, par exemple, l'article de l'auteur « Le problème de l'énergie nucléaire au Brésil », (**Revista do Clube Militar**, ano 31 N° 153, 1958, Rio de Janeiro).

Durant les vingt années qui suivirent la première Conférence Internationale de l'Énergie Atomique — c'est-à-dire à partir du moment où les informations scientifiques et technologiques dans ce domaine furent amplement divulguées — les progrès du Brésil dans le domaine de l'énergie atomique ont été des plus modestes : installation de quelques instituts dotés de réacteurs de recherche, travaux de recherches avec des isotopes radioactifs, accent mis sur la formation d'ingénieurs nucléaires, qui sans possibilité d'acquérir de l'expérience sur des projets de réacteurs de puissance, en étaient réduits à rechercher des emplois bureaucratiques à la CNEN et dans les instituts mentionnés ci-dessus. Et surtout, ces maigres progrès étaient subordonnés aux intérêts globaux des Etats-Unis et de ses entreprises multinationales.

L'ACCORD GERMANO-BRESILIEN ACTUEL

Actuellement le Brésil signe un accord avec la République Fédérale Allemande qui prévoit la construction de plusieurs réacteurs de puissance, l'installation d'usines de production et d'enrichissement de l'uranium, de traitement de combustibles irradiés et de séparations du plutonium.

A première vue, on a l'impression que le Gouvernement Brésilien s'est finalement décidé pour une politique de développement autonome. Mais cette politique va être appliquée par des personnalités, comme l'actuel président de la Commission Nationale de l'Énergie Nucléaire, qui ont toujours défendu la dépendance, alors que ceux qui défendaient l'autonomie brésilienne ont été écartés de toute responsabilité, et n'ont même plus la possibilité de poursuivre leurs activités scientifiques dans leur pays.

Y a-t-il un changement réel dans la politique gouvernementale ? Y a-t-il une volonté d'émancipation que révélerait l'accord mentionné ?

Il est clair que l'aspect militaire de l'utilisation de l'énergie atomique — la perspective, pour les organes militaires, de pouvoir construire les armes atomiques — doit constituer le facteur décisif dans le changement apparent de la politique brésilienne dans ce domaine. Les dirigeants actuels des organismes de l'énergie atomique au Brésil, dont la plupart adhèrent aux directives inspirées par les Etats-Unis, pourraient difficilement inciter le Gouvernement brésilien à signer un accord avec l'Allemagne, qui ne saurait être agréé par le Gouvernement des Etats-Unis.

Cependant, la presse publie des articles qui signalent les aspects positifs du projet et mettent en relief le développement de la technologie nucléaire au Brésil.

Ce projet a sûrement des aspects positifs. Même si le développement et l'implantation des réacteurs nucléaires pour l'utilisation de l'énergie atomique pose des problèmes sérieux aux pays industrialisés, problèmes liés à la pollution et surtout au stockage des matériaux hautement radioactifs issus de ces réacteurs, tout pays ayant la possibilité de développer un programme autonome d'énergie atomique doit le faire. Il n'est pas possible de séparer la technologie nucléaire à des fins pacifiques de la technologie des armes atomiques. Tout le système industriel de n'importe quel pays développé peut être rapidement adapté à la production de guerre, pas seulement l'industrie atomique.

L'utilisation de bombes atomiques par un gouvernement irresponsable serait terrible, mais il est nécessaire d'éviter l'emploi d'armes atomiques de la part de qui que se soit. Il n'est cependant pas possible de payer la dénucléarisation par le sous-développement permanent. Si l'accès à une forme d'énergie, à des connaissances scientifiques et technologiques nouvelles, est essentiel au développement économique d'un pays, comment pourrait-on le lui refuser à cause du danger militaire ? Ce qui serait nécessaire, ce serait plutôt que des efforts soient déployés dans tous les pays afin que les gouvernements respectifs obéissent aux normes démocratiques, que l'opinion publique soit informée des intentions et des projets gouvernementaux, qu'elle puisse les influencer par l'intermédiaire de ses représentants et par des débats publics. En résumé, il n'est pas possible de refuser l'accès à l'énergie atomique et, en même temps, comme le fait le gouvernement américain, stimuler et appuyer dans les pays moins développés des dictatures qui, soumises aux pressions des entreprises multinationales, orientent leurs programmes civils et militaires sans participation de l'opinion publique et sans débat démocratique.

L'ENERGIE NUCLEAIRE AU BRESIL, OUI. MAIS AU BENEFICE DE QUI ?

Finalement, une question fondamentale se pose : lorsque dans un pays sous-développé, c'est-à-dire d'économie dominée, on adopte subitement un projet qui paraît favoriser son autonomie, quelles sont les institutions qui réaliseront le projet ? L'énergie atomique développée au Brésil, l'énergie électrique qu'elle produira, par qui va-t-elle être utilisée ? L'énergie atomique qui doit être développée au Brésil, en coopération avec l'Allemagne, à qui va-t-elle bénéficier ?

Les nombreux organismes brésiliens étatisés dans les domaines de la sidérurgie, du pétrole, de l'énergie électrique, à quelles entreprises privées donnent-ils des bénéfices ?

Les scientifiques brésiliens auront-ils accès au projet atomique germano-brésilien ? Car il ne suffit pas que les scientifiques brésiliens aient l'illusion qu'ils travaillent dans le projet, qu'ils font plus que manipuler des boutons de contrôle. Si l'industrie du pays est dominée par les entreprises multinationales, croiraient-ils, ces scientifiques, que l'industrie atomique pourrait constituer une exception ? Et les organismes industriels de l'Etat ne sont-ils pas associés à ces entreprises étrangères ?

Quelle sorte d'institutions se chargeront-elles de réaliser le projet de l'accord germano-brésilien ? Seront-elles officielles, privées, dominées par le capital étranger ?

Si les forces armées affermissent leur position avec la possession virtuelle d'armes atomiques, l'implantation du grand capital étranger dans le pays ne

sera-t-elle pas affermie ? Les forces économiques nationales ne seront-elles pas davantage soumises aux entreprises multinationales ? Derrière l'apparence d'une politique d'autonomie dans le domaine de l'énergie nucléaire, le Brésil ne courra-t-il pas le risque de voir un nouveau secteur de son économie sous l'emprise des monopoles internationaux ?

L'énergie atomique au Brésil, oui. Mais au bénéfice de qui ?

IV. 3.- Face aux projets nucléaires du Brésil (Déclaration du Conseil de la Paix Argentin)

Le gouvernement militaire brésilien vient de conclure avec l'Allemagne Fédérale et avec la France des accords lui permettant de lancer des projets de développement qui, dans un délai de 15 ans — c'est-à-dire vers 1990 —, en feront une puissance atomique dans le continent latino-américain.

Ce plan comprend le développement de l'énergie nucléaire par la construction de huit centrales atomiques et une usine d'enrichissement de l'uranium, combustible dont le Brésil possède de grandes réserves dans le Sud, le Sud-Est et le Nord-Est de son territoire. On dit que ces réserves sont les plus grandes du monde : elles sont estimées entre cent mille et cinq cent mille tonnes pour un total mondial d'un million.

Le programme nucléaire du Général Geisel comprend non seulement la construction de ces centrales atomiques, mais aussi la fabrication de matériel de guerre à propulsion nucléaire tels que sous-marins, avions et chars. Le coût de ce projet a été évalué à huit mil millions de dollars dont la plus grande partie sera réglée par des livraisons de combustible nucléaire à l'Allemagne Fédérale. Ce pays pourra ainsi disposer du combustible nucléaire désormais indispensable à l'industrie militaire car l'usine d'enrichissement de l'uranium permet la fabrication de plutonium qui est un élément fondamental dans la fabrication d'explosifs nucléaires fissiles. Rappelons que l'Allemagne Fédérale s'est engagée à ne pas fabriquer d'armes nucléaires, ni chimiques, ni biologiques. Or, l'accord germano-brésilien en aidant l'Allemagne Fédérale à esquiver son engagement ajoute un facteur de perturbation à l'encontre des efforts effectués pour limiter la prolifération des armements nucléaires et pour assurer la paix dans le monde.

Il est d'ailleurs symptomatique que la République Fédérale Allemande ait engagée des rapports de caractère réservé avec les gouvernements militaires de l'Argentine et du Brésil en concluant des accords qui lui permettent d'obtenir le combustible atomique qui est indispensable à la fabrication d'explosifs nucléaires. Ce type de rapports a été établi voici quelques années, avec le gouvernement militaire de l'Argentine, et maintenant avec celui de même caractère qui préside aux destinées du Brésil.

INCIDENCES SUR LE CONE SUD

En ce qui concerne l'Argentine, il ne faut pas oublier que notre pays se trouve pratiquement encerclé par des pays dont les gouvernements sont au service des grandes sociétés multinationales et de l'impérialisme. Personne n'ignore non plus l'influence décisive que le Brésil exerce sur les gouvernements de ces pays. Le programme nucléaire brésilien et le programme de fabrication d'armes modernes, très sophistiquées, impliquent le grave risque de rendre possible le ravitaillement en matériel de guerre des pays qui nous entourent et dont les gouvernements ne toléreront vraisemblablement aucun changement progressiste qui pourrait avoir lieu en Argentine.

Par ailleurs, on connaît les causes qui maintiennent dans l'enlèvement le développement de projets communs dans le bassin de La Plata. La décision brésilienne de se refuser à se soumettre aux avis des pays riverains du Bassin de La Plata, les projets hydroénergétiques concernant les fleuves au cours d'eau continu comme le PARANA, cause de sérieuses dissensions. De même, les poussées hégémoniques du Brésil dans le continent, font craindre le pire à l'égard de certains secteurs décisifs de la vie de notre pays. Il va sans dire que ces nouveaux projets militaristes du Brésil n'aboutiront qu'à les renforcer.

Signification de notre dénonciation

Il est clair que notre opposition à ces projets n'est pas dirigée contre les propositions plausibles de développer nos systèmes énergétiques qui permettraient de remplacer les combustibles traditionnels employés dans la production d'énergie, spécialement dans le cas du Brésil qui est pauvre en charbon et en pétrole. Cependant le Conseil de la Paix Argentin considère qu'il a le devoir de dénoncer ces plans dans la mesure où ils peuvent aboutir à perturber le climat de détente et de coexistence qui tend, aujourd'hui, à prévaloir dans le monde et aussi dans notre continent. Il ne faut pas écarter l'idée, au fur et à mesure que s'approfondira le processus d'émancipation dans notre pays, que l'impérialisme tentera d'intensifier, par l'intermédiaire des gouvernements qui lui sont fidèles, les pressions économiques, politiques et militaires afin de barrer la voie argentine vers la libération et le développement.

En dénonçant ces faits, le Conseil de la Paix Argentin se propose d'alerter non seulement l'opinion publique, mais aussi toutes les forces intéressées par la sauvegarde de notre souveraineté et de la paix dans notre continent et dans le monde. Il veut, par là-même, les inciter à renforcer les mesures qu'il faudra adopter en vue de garantir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques, en vue de limiter la prolifération des armes nucléaires. Le Brésil, en effet, a refusé de signer le Traité qui concerne cette limitation et l'Argentine ne l'a pas encore homologué. Le Conseil veut obtenir le plus tôt possible un désarmement général et contrôlé, qui soit compatible avec le climat de coexistence pacifique et de coopération qui s'impose de plus en plus dans le monde.

La Commission de Direction Nationale

Buenos Aires, le 1er août 1975.

En même temps, l'Allemagne a établi des relations avec le gouvernement fasciste et antipopulaire de l'Afrique du SUD, qui possède aussi d'importantes réserves de matériel radioactif. Il est logique de penser que ces relations cachent l'intention d'obtenir de ces pays qu'ils lui paient avec des matières fissiles, qui permettront à l'Allemagne d'échapper à l'engagement auquel elle est soumise, l'installation d'usines nucléaires.

DANGERS POUR L'AMERIQUE LATINE

Il est évident, d'après ce qui vient d'être dit, que le gouvernement militaire du Brésil entreprend une course aux armements au moment où la protestation des peuples prétend obtenir un désarmement général et contrôlé qui permette d'arrêter cette course qui coûte trois cent mille millions de dollars par an. Ces sommes sont prélevées sur celles nécessaires à l'implantation d'œuvres de progrès qui permettraient aux peuples du monde de sortir du sous-développement.

La course aux armements du Brésil a une importance particulière pour les pays d'Amérique Latine si l'on considère les idées expansionnistes des dirigeants du gouvernement brésilien les plus en vue et celles de la direction de l'armée qui domine ce pays. Les projets en voie de réalisation et les nouveaux accords dont il a été fait état ci-dessus tendent à transformer le Brésil en exportateur de matériel de guerre et d'explosifs nucléaires, d'où le risque pour les pays latino-américains de se voir engagés dans une course aux armements d'un coût ruineux. En outre, cette situation est particulièrement menaçante pour ceux de ces pays qui luttent pour pouvoir suivre une voie indépendante de développement et qui essaient d'élever des obstacles aux activités déprédatrices des grandes sociétés multinationales qui sont les plus grands bénéficiaires des projets « desarrrollistas » des militaires brésiliens au pouvoir.

IV. 4.- Manifeste des physiciens brésiliens

On trouvera ci-dessous dans sa totalité la motion sur la politique nucléaire du Brésil, approuvée le 14 juillet 1975 par la Société Brésilienne de Physique (SBF), et plébiscitée l'après-midi même par acclamation lors de l'Assemblée Générale de la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science (SBPC) :

« A propos de la politique nucléaire du Brésil, la grande majorité des physiciens du pays s'est prononcée systématiquement dans le sens de promouvoir un développement des cadres scientifiques et techniques, en sauvegardant l'indépendance technologique nationale et en utilisant les moyens techniques les plus appropriés à notre niveau de développement social et économique.

« Au vu des documents officiels publiés par la presse concernant les accords nucléaires entre le Brésil et l'Allemagne, on pourrait en déduire une convergence de vue entre les autorités et les physiciens.

« Cependant, l'accord nucléaire Brésil-Allemagne pour implanter des réacteurs de puissance et des techniques d'enrichissement de l'uranium sur le sol brésilien laisse encore, du moins par ce qu'on en connaît, toute latitude à de sérieuses préoccupations quant à son développement.

« On risque de voir se renouveler certaines expériences qui ont eu lieu dans d'autres domaines de l'économie brésilienne et où la technologie étrangère fut importée sans apporter aucun avantage significatif à la technologie nationale.

« Pour que cet accord, qui met en jeu des ressources énormes, puisse correspondre aux espoirs d'une indépendance technologique nationale, la SBF appelle l'attention sur une série de points fondamentaux :

- 1) Pour que se réalise un développement scientifique et technologique, il est indispensable de faire participer les scientifiques et les techniciens brésiliens à la formulation des méthodes et des systèmes utilisés ainsi qu'au débat politique général sur les options énergétiques du pays.
- 2) Pour arriver à former le personnel spécialisé en quantité et en qualité compatible avec une politique nucléaire nationale, la participation des universitaires brésiliens est indispensable, de même que l'intégration dans le secteur universitaire des instituts de recherche nucléaire.
- 3) Il est nécessaire que le problème énergétique soit analysé globalement et que le développement des réacteurs de puissance se fasse parallèlement à la recherche d'autres formes d'énergie ; en particulier, nous exprimons des réserves sur le fait que dans un pays où existent plus de 100000 Méga-

Watts d'origine hydraulique il soit nécessaire de faire appel dans l'immédiat à une solution nucléaire de cette importance.

4) La SBF réaffirme son opposition à l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins militaires.

5) Le contrôle de l'action sur l'environnement (pollution radioactive et thermique) pendant la mise en œuvre du projet et après son exécution doit être effectué par une organisation adéquate, indépendante, comme la SBPC, en prenant exemple sur des pays qui ont des programmes nucléaires avancés.

6) La SBF est d'avis qu'il faut maintenir la politique de strict monopole d'Etat en ce qui concerne les ressources naturelles liées à l'énergie.

7) La condition pour qu'un quelconque de ces points puisse être convenablement pris en compte et que les chercheurs et les techniciens brésiliens puissent participer à ce débat est qu'une discussion libre et ouverte ait lieu sur les termes de l'accord nucléaire et ses implications dans ses différents aspects technologiques, écologiques et sociaux de la vie brésilienne ».

IV. 5.- Les accords nucléaires du Brésil

On peut se poser, à priori, deux grandes questions, quand on parle de la technologie nucléaire brésilienne.

— Pourquoi cet accord important et subit avec la RFA ?

— Que deviennent les accords avec les autres pays dans ce domaine ?

ACCORD RFA-BRESIL : vers quoi se dirige-t-on ?

Il est maintenant bien connu que tout le Sud-est brésilien, c'est-à-dire grosso-modo, toute la région du sud de Sao Paulo compte une très grande proportion de personnes d'origines allemande. En second lieu, ce sont les japonais qui sont les plus nombreux. Le sud, cette région la plus privilégiée et la plus prospère industriellement est la terre d'origine de tous les hauts dignitaires de l'armée brésilienne. Et l'on peut dire qu'à de rares exceptions près, tous les postes militaires à responsabilité réelle sont tenus par des descendants allemands. Le général Geisel lui-même n'a-t-il pas posé des problèmes au moment de son élection à ceux qui se demandaient si le premier pays catholique du monde pouvait être gouverné par un luthérien ? D'ailleurs les traditions racistes de l'armée nazie sont bien conservées : aucun noir n'est officier supérieur dans ce pays où, partout ailleurs, les inégalités raciales sont aplanies.

On comprend alors mieux ce flirt de l'Allemagne de l'Ouest. Surtout qu'il n'est d'aujourd'hui : tout le monde sait, que par exemple, le quasi monopole de VW et Mercedes sur les transports routiers brésiliens.

Tout ceci peut expliquer l'accord, mais certainement pas son importance !

- 8 centrales PWR de 1300 MWe
 - 1 usine de retraitement de combustible
 - 1 usine d'enrichissement de l'uranium
- c'est énorme !

C'est évidemment à l'échelle des projets brésiliens, mais, pour les allemands, qu'est-ce que cela représente ?

Est-ce seulement :

- un marché gigantesque qui permet de renflouer correctement la KWU,
- un champ d'expérimentation et de progrès technologiques certains non seulement pour le procédé d'enrichissement par tuyères (encore non mis

au point !), mais aussi pour leur PWR — descendant de la licence Westinghouse — qu'ils fournissent « clef en mains ».

— une source de minerais d'uranium importante puisque le paiement de cet accord se ferait en partie par l'exploitation en commun avec les brésiliens (49 %) de leurs réserves nationales.

Est-ce seulement ceci, ou ne peut-on imaginer que cela va beaucoup plus loin ?

En effet, l'Allemagne est liée par le traité de non-prolifération de l'arme atomique et ne peut en aucun cas mettre au point la bombe sur son territoire national. (Il ne faut pas oublier que l'Allemagne est la plus grande puissance technologique nucléaire ne possédant pas la bombe atomique !).

Pourquoi donc ne pas aller la faire au Brésil qui n'a rien signé, lui ?

D'où l'usine de retraitement du combustible avec production de plutonium.

D'où aussi les concessions du Brésil (très intéressé) :

- gigantisme de la commande par rapport aux besoins réels,
- abandon du patrimoine national de minerais d'uranium,
- engagement ferme dans des solutions (enrichissement par tuyères) encore aléatoires.

En effet, il est bien évident que pour le plus grand pays d'Amérique Latine, il serait très intéressant de posséder l'arme atomique et de devenir ainsi le relai des Etats-Unis. Ceci est d'ailleurs clairement dit par Athis da Silveira Ramos lors d'une conférence à l'Ecole Supérieure de Guerre :

« La production d'explosifs nucléaires, à des fins pacifiques, mérite une priorité principale ». Les « fins pacifiques » n'empêchent au moins pas la dissuasion !

On comprend aussi toute la limite de cette promesse de signature, faite par Brasilia, de n'accepter le contrôle de l'Agence de Vienne que pour les usines fournies par l'Allemagne !

AUTRES ACCORDS NUCLEAIRES DU BRESIL

Le Brésil possède déjà, à Angra dos Reis, un réacteur PWR de la Westinghouse qui lui a été fourni sans qu'il y ait eu de véritable formation de techniciens brésiliens, ni d'apport sensible à la technologie nationale, de par la formule même du « clef en mains » où tous les constituants de l'usine sont préfabriqués dans le pays vendeur.

D'après J.P. Gaudard (L'Humanité 30.6.75) une deuxième centrale serait déjà vendue par les Etats Unis.

Pour ce qui est de la France, plusieurs accords de recherche ont déjà existé, mais aucun n'a véritablement abouti. Entre autres, il est intéressant de noter un début de recherche sur le procédé français d'enrichissement d'uranium par ultracentrifugation (et non par tuyère comme actuellement).

Autre point intéressant et peu diffusé dans la presse :

2 ou 3 jours après l'accord avec Bonn, Brasilia signait un accord avec Paris portant sur l'achat d'une pile de recherche du type piscine : « Minerve » qui rend possible des expériences avec des neutrons rapides.

Ce fut le premier pas de la France vers les réacteurs rapides qui semblent être pour les spécialistes les réacteurs de demain. « Phénix », le premier réacteur rapide, met la France au premier rang de ce domaine de la recherche.

Cet accord, bien qu'infiniment moins important financièrement que celui de

la RFA, paraît au physicien M. Damy (Opinio du 18-7-75) et à beaucoup d'autres physiciens brésiliens beaucoup plus sérieux sur le plan scientifique.

Seulement il est indispensable de signaler que cette technologie des « rapides » nécessite au départ une production de plutonium, composant essentiel de la fabrication de la bombe.

Pour conclure, une nouvelle question sur l'avenir : cet engagement vers les « réacteurs rapides » serait-il une simple diversion, C'est une possibilité à ne pas négliger.

(Texte présenté par le délégué du Comité de Solidarité France-Brésil à la 3ème session du Tribunal Russell II, qui s'est tenue à Rome du 10 au 17 janvier 76).

IV. 6.- A Paris, journée d'information et d'étude sur les accords nucléaires du Brésil (transcrit du rapport de synthèse).

Le Comité de solidarité FRANCE-BRESIL, a organisé le 19 mars 1976 à Paris une journée d'étude sur les accords nucléaires Germano-Brésilien de juin 1975.

Les travaux se sont poursuivis toute la journée sous la présidence du Professeur A. Kastler, prix Nobel de Physique, et du Professeur belge de Droit international François Rigaux, avec la participation de nombreuses personnalités.

On pourrait penser qu'il s'agit d'une interférence dans la politique d'un Etat souverain, mais, étant donné que cet accord a été conclu entre les deux Gouvernements sans débat préalable et sans aucune consultation du peuple ni des milieux scientifiques brésiliens, et qu'il n'a été rendu possible qu'en raison du régime dictatorial qui sévit au Brésil depuis le coup d'Etat militaire de 1964, une telle étude s'avère nécessaire.

L'accord a été étudié sous ses différents aspects scientifiques, économiques, juridiques et stratégiques.

Du point de vue scientifique, la solution adoptée (8 centrales PWR de 1300 MWe chacune, une usine d'enrichissement de l'uranium, une usine de retraitement des combustibles irradiés) n'a jamais été proposée par les scientifiques brésiliens ; elle représente une technologie très sophistiquée qui n'est pas encore au point dans les pays industrialisés et pour laquelle le Brésil servira de banc d'essai.

Le fait de baser son développement économique sur un tel programme alors que le Brésil dispose d'autres ressources énergétiques (170000 MW d'origine hydraulique, 700 millions de tonnes équivalent pétrole de réserves fossiles prouvées en 1972, énergie solaire abondante, etc.) impose de chercher ailleurs les motivations réelles de cet accord.

Cet achat massif de technologie allemande aura deux conséquences néfastes sur le plan économique. Outre qu'il grèvera lourdement le budget importation et accentuera le déficit déjà considérable de la balance des paiements (dette extérieure : 22 milliards de dollars), il renforcera le courant de dénationalisation des ressources minières (jusqu'à 20 % d'uranium seront fournis à l'Allemagne de l'Ouest), en violation même de la loi brésilienne (loi 4118 de 1962) qui garanti le monopole d'Etat sur les minerais fissiles de la même manière que les contrats de risque pétroliers entament sérieusement le monopole de la société d'Etat Petrobras au profit des multinationales, essentiellement nord-américaines.

Cet accord, conclu pour les 15 ans à venir, s'inscrit dans la logique du modèle de développement économique, en vigueur au Brésil, modèle dont la crise est patente actuellement.

Par ailleurs, les disparités régionales seront, elles aussi, accusées et l'installation prévisible des centrales dans la région sud-est très industrialisée et très peuplée accroîtra encore les problèmes de pollution. Quand on sait comment dans nos pays les syndicats de travailleurs ont du mal à faire respecter les règles de sécurité, on ne peut qu'être inquiet en ce qui concerne le Brésil où les principes démocratiques élémentaires sont bafoués.

La situation politique du Brésil, soumis à un régime dictatorial qui fait de la torture un moyen de gouvernement et où les leviers économiques, administratifs et politiques sont entre les mains de militaires, justifie les craintes que l'on peut avoir quand à l'utilisation de tels accords à des fins non pacifiques. La possibilité de détenir la bombe atomique renforcera la position du régime dictatorial en vigueur au Brésil, elle constitue une menace pour les pays du continent sud-américain et la paix mondiale.

Paris, le 19 mars 1976.

IV. 7.- Message de Luis Carlos Prestes au peuple brésilien

Dans un message adressé au peuple brésilien en novembre 1975, M. Luis Carlos Prestes, secrétaire général du Parti communiste brésilien a déclaré, à propos de l'accord nucléaire Brésil-RFA, le suivant :

« La signature de l'accord de coopération nucléaire entre le Brésil et la République Fédérale Allemande est un évènement d'extrême gravité et menaçant pour les destins de notre peuple.

Les communistes brésiliens qui ont toujours tenu les premiers rangs parmi ceux qui luttent pour la paix et la souveraineté nationale, pour la libération économique et sociale de notre peuple, qui ont offert leur vies dans le combat contre le nazi-fascisme, qui ont lutté, pour que le Brésil ne participe pas à la guerre de Corée, qui ont lutté pour l'établissement du monopole d'état du pétrole et du monopole d'état des minéraux radioactifs et qui ont participé à tant d'autres luttes, se sentent obligés à manifester leur point de vue à propos de cet accord.

C'est à partir de ses traditions et en tenant compte de l'avenir de notre peuple que, nous, les communistes :

Dénonçons cet accord comme un instrument que vise à transformer le territoire brésilien en terrain d'expériences atomiques, y compris des explosions, de le transformer dans une base pour fabrication d'armes nucléaires pour l'impérialisme. Ceci est une menace pour la vie et l'avenir de la nation, c'est un chemin ouvert pour l'engager dans des éventuels conflits nucléaires à caractère mondial ou localisé.

Dénonçons cet accord comme un acte qui crée des conflits entre le Brésil et les autres nations latino-américaines et qui accentue les caractéristiques essentielles pour l'expansion du fascisme et du néo-colonialisme, et qui renforce le rôle de l'actuel régime brésilien comme gendarme de l'impérialisme.

Dénonçons cet accord comme étant un attentat à la souveraineté nationale, dans la mesure où il vise à intégrer notre pays dans l'estratégie agressive de l'impérialisme. Il casse le monopole d'Etat des minéraux radioactifs, il lie

et soumet le développement de notre technologie et de notre industrie nucléaire aux intérêts des monopoles internationaux.

Dénonçons cet accord comme étant un instrument d'exploitation des ouvriers, des techniciens et des scientifiques brésiliens au bénéfice des monopoles et comme un attentat potentiel contre la santé de nos populations par les dangers de pollution de l'environnement».

(1) Conselho Nacional de Pesquisas.

L'ÉVÈNEMENT

LA VICTOIRE DU PEUPLE ANGOLAIS CONTRE LE COLONIALISME

L'accès de l'Angola au rang des nations indépendantes constitue un événement de grande importance dans le cadre de la lutte des peuples opprimés par l'impérialisme. Après quinze ans d'une lutte héroïque menée par le peuple angolais contre le colonialisme portugais, qui disposait d'importants soutiens parmi les nations impérialistes, surtout l'Allemagne occidentale, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, et grâce à l'appui que les révolutionnaires angolais ont pu trouver dans le camp socialiste, l'Angola finalement a trouvé le chemin de l'indépendance.

Quatre siècles de domination portugaise n'ont pas réussi à briser l'esprit de liberté et la volonté de bâtir son propre destin chez les Angolais. Le chemin n'a pas été facile pour ceux qui désiraient l'indépendance de l'Angola. Outre le colonialisme portugais, qui a exercé, pendant la guerre d'indépendance, une répression brutale contre les mouvements nationalistes, le peuple angolais a dû faire face aux manœuvres plus subtiles de l'impérialisme anglo-américain qui cherchait surtout à diviser les formations qui menaient la lutte contre l'opresseur portugais. L'impérialisme a exécuté en Angola un double jeu qui consistait d'un côté à soutenir le Portugal dans son effort d'écraser le mouvement révolutionnaire par la force des armes ; d'un autre côté l'impérialisme a voulu se garantir contre une éventuelle défaite du colonialisme portugais. Pour cela, il a financé et soutenu dans l'ombre des formations comme le F.N.L.A. (Front National de Libération de l'Angola) dirigé par Holden Roberto, plus proche des américains et ouvertement soutenu par le Zaïre, qui est une des plus importantes tête-de-pont de l'impérialisme américain en Afrique. En même temps l'impérialisme anglais, en perte de vitesse en Afrique australe, mais soucieux de garder encore quelques positions dans cette région, soutenait l'Unita, dirigé par Jonas Savimbi. Le rôle de ces deux groupements aurait été celui de maintenir l'Angola dans l'orbite du système mondial de l'impérialisme, par la formation d'un gouvernement docile aux desseins des impérialistes.

L'histoire de la domination portugaise en Angola n'est pas différente de

celle de nombreux autres pays africains. Le Portugal s'est établi sur le littoral du territoire qui fait partie aujourd'hui de l'Angola à la fin du XV^e siècle. Il a établi des rapports avec les sociétés noires qui s'y trouvaient déjà. Sans arriver à posséder le niveau de développement matériel et politique des empires noirs de Ghana, Mali et Gao, les sociétés qui peuplaient l'Angola au moment où les Portugais sont arrivés, présentaient déjà quelques traits d'une organisation étatique, surtout au Nord, où existait le royaume Kongo. Au Sud et à l'Est du pays on va trouver une plus faible densité de population, l'occupation du territoire ayant été entreprise par des sociétés tribales d'éleveurs.

D'abord les établissements portugais sur le littoral de l'Angola avaient la simple fonction d'un point de repère pour les bateaux qui demandaient l'Orient. Au fur et à mesure que le commerce portugais avec l'Orient a connu un déclin, dû surtout à la concurrence hollandaise, les Portugais ont commencé à développer la colonisation en Amérique. Le Brésil devient le plus gros exportateur mondial de la canne-à-sucre, introduite par les Portugais, dans un régime de « plantation », c'est-à-dire, la grande propriété agraire exportatrice, tournée vers le marché international et qui emploie de la main-d'œuvre esclave.

C'est à ce moment que la fonction coloniale de l'Angola va subir des changements importants : elle va devenir la source de la main d'œuvre noire esclave, requise par les gros planteurs du Nord-Est brésilien. Les anciens points d'approvisionnement des bateaux sur la côte angolaise deviennent à ce moment des comptoirs d'esclaves, les plus importants parmi eux étant celui de Luanda, par où s'écoulait la plus grande partie de la main-d'œuvre indispensable au succès de l'entreprise sucrière au Brésil. Pendant deux siècles et demi le trafic noir a fait la richesse des marchands portugais, qui vendaient de la main-d'œuvre comme une marchandise sur laquelle ils pouvaient obtenir des taux de profit élevés.

La nécessité de chercher la main-d'œuvre a poussé les Portugais vers l'intérieur du pays et les a mis en contact avec les populations noires existantes. Ce mouvement a eu une double conséquence. La poussée portugaise a, d'abord, provoqué un mouvement d'unité politique chez les populations noires, entraînant la formation de quelques royaumes comme celui de Cassanje, pour mieux résister à la pénétration blanche.

Mais les fédérations tribales et les royaumes qui se sont développés pendant cette période ne pourront pas tenir longtemps face au mouvement d'expansion portugais. Vite attirés vers le circuit commercial de l'esclavage, les structures politiques qui avaient été créées pour freiner l'expansion européenne, se décomposent lentement, ce qui facilite davantage le développement du trafic noir.

Cette situation va subir encore des changements dans la moitié du XIX^e siècle quand l'Angleterre décide l'embargo sur le trafic d'esclaves, et le travail esclave commence à être remplacé par le travail libre dans les plantations du Nouveau-Monde. La fin de l'entreprise esclavagiste détermine, donc, un nouveau changement dans la fonction coloniale de l'Angola. Il s'agit, à ce moment, pour les Portugais, de mettre en valeur le territoire, en profitant de ses richesses naturelles soit agricoles ou minières, et pour cela il fallait raffermir l'emprise sur l'ensemble du pays ; on assiste, alors, à une nouvelle étape de la conquête portugaise, qui se caractérise dans cette phase, par l'occupation effective du territoire.

Le processus d'occupation est signalé par l'accaparement des meilleures terres disponibles pour l'agriculture qui sont distribuées à des colons blancs. Les populations autochtones sont obligées de se déplacer vers de nouveaux territoires où l'offre de terres est peu abondante. Le recrutement de la main-d'œuvre se fait par des méthodes sauvages, chaque district devant fournir un certain nombre de personnes, hommes et femmes, pour le travail dans les établissements agricoles. Ces méthodes de recrutement, qui ne sont en réalité que du travail forcé, ont persisté jusqu'à la fin de la guerre de l'indépendance. En même temps, les Portugais ont introduit la culture de certains produits agricoles tournés vers l'exportation, comme le coton et le café, qui sont devenus obligatoires, au détriment des cultures vivrières qui servaient à nourrir la population. Les réseaux de commerce ont été appropriés par le colonisateur : les Portugais avaient le monopole des échanges commerciaux, ce qui obligeait les populations noires à acheter chez les blancs tous les produits de consommation courante, ainsi que de vendre aux européens la production locale, par des prix déterminés par les colons.

La guerre de l'indépendance a changé ce tableau. Elle a offert à la population angolaise une alternative réelle de mettre fin à la domination coloniale. La portée de la victoire gagnée par les troupes du M.P.L.A. sur l'impérialisme est très grande. Avec le Mozambique, l'Angola peut former un système solide d'opposition aux derniers remparts de l'impérialisme en Afrique Australe, la Rhodésie et l'Afrique du Sud. L'appui donné par le gouvernement angolais aux mouvements nationalistes de la Namibie, sera sans doute décisif pour arracher ce territoire à l'emprise sud-africaine.

L'internationalisme prolétaire a joué un rôle qu'on ne saurait négliger dans la guerre en Angola. Le M.P.L.A. a reçu une importante aide matérielle de l'Union Soviétique et de Cuba. Les troupes cubaines luttant du côté des combattants angolais ont mis en fuite les milices de l'impérialisme, les mercenaires blancs et les troupes sud-africaines qui avaient envahi le sol angolais.

Les révolutionnaires brésiliens ne peuvent que se réjouir de la victoire des révolutionnaires angolais. Peuple frère du peuple brésilien, les populations angolaises transportées au Brésil ont laissé leur empreinte dans la culture brésilienne. C'est la même lutte d'hier contre l'opresseur portugais aujourd'hui contre le fascisme au Brésil, qui les rassemble. Le gouvernement brésilien a voulu, pour un moment, intervenir dans la guerre civile qui opposa le M.P.L.A. aux forces pro-impérialistes, du F.N.L.A. et de l'Unita, après la défaite portugaise. Mais il a dû reculer parce qu'il savait qu'il allait trouver un peuple résolu à se battre pour forger un futur libre des contraintes coloniales et impérialistes.

ACTUALITÉ EN BREF

A LISBONNE DÉMONSTRATION MAGNIFIQUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LES PEUPLES D'AMÉRIQUE LATINE.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Lisbonne, le 15 mai dernier, à l'appel du Parti Communiste Portugais, dans un meeting de solidarité avec les peuples d'Amérique Latine. Du côté portugais étaient présents Alvaro Cunhal et plusieurs dirigeants du PCP. Du côté latino-américain : Louis Carlos Prestes, secrétaire général du Parti Communiste Brésilien, Rodney Arismendi, secrétaire général du Parti Communiste Uruguaïen et Samuel Riquelin, membre du bureau politique du Parti Communiste Chilien. L'assistance a longuement acclamé les dirigeants révolutionnaires latino-américains et portugais qui ont pris la parole. Des mots d'ordre « Brésil vaincra », « Chili vaincra » et « Uruguaï vaincra » ont été scandés par la foule. Dans son intervention, Luis Carlos Prestes a déclaré en particulier ce qui suit : « Votre révolution est un exemple pour tous les peuples qui luttent encore pour se libérer du fascisme et de l'impérialisme. Elle inspire la confiance à nous tous ; nous sommes persuadés que votre mot d'ordre **la victoire est difficile mais sera nôtre** deviendra réalité ».

Après avoir salué les peuples d'Angola, de Guinée Bissau et du Mozambique pour leur victoire dans la lutte pour l'indépendance nationale et leur contribution à la victoire contre le fascisme au Portugal, Prestes a salué les peuples de Cuba socialiste « orgueil des révolutionnaires latino-américains » et tous les peuples en lutte d'Amérique Latine. Il a finalement déclaré : « Malgré la lutte dure et difficile au Brésil, jamais depuis le coup d'état de 1964 l'activité politique du peuple brésilien n'a été aussi intense.

Le PCB, dans les conditions difficiles de clandestinité, travaille activement pour l'isolement de la dictature et appelle les patriotes et les démocrates pour la lutte pour les libertés démocratiques, contre l'acte institutionnel n° 5, contre la législation fasciste ; pour la libération des prisonniers politiques, pour l'amnistie générale, pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, pour la défense des richesses naturelles et de l'industrie nationale contre l'impérialisme, pour le monopole d'état du pétrole, contre la course aux armements et pour une politique de paix et de rapports d'égalité avec tous les peuples ».

ELECTIONS MUNICIPALES AU BRESEIL EN NOVEMBRE PROCHAIN LE GOUVERNEMENT IMPOSE DES SEVERES LIMITATIONS A LA PROPAGANDE ELECTORALE

Une décision récente du gouvernement Geisel a imposé des sévères restrictions à la propagande électorale à la radio et à la télévision pour le scrutin municipal de novembre prochain. L'initiative gouvernementale prévoit que les candidats auront seulement le droit de présenter leur nom, leur profession et leur parti, un mois avant les élections. Il sera interdit aux candidats de défendre une plate-forme électorale. Le président du Mouvement démocratique brésilien (MDB - unique parti d'opposition toléré) le député Ulysses Guimarães, a jugé cette décision du gouvernement comme « obscurantiste, vieillote et revancharde ». Le sénateur Brossard da Rocha, du

MDB également, a dit que « c'est le retour au cinéma muet ».

L'utilisation de la radio-télévision avait permis en novembre 1974 un certain débat politique et la critique de la politique gouvernementale. Après la défaite éclatante du gouvernement à cette consultation, celui-ci cherche à neutraliser l'opposition mais les sondages d'opinion semblent indiquer que, malgré toutes les pressions, les cassations de mandats parlementaires de l'opposition, la censure etc., le gouvernement ne pourra pas échapper à une nouvelle défaite, surtout dans les grands centres urbains.

REPRESSION 1976

Après le procès de 105 à Sao Paulo, à la fin de l'année 1975 de nouveaux procès se déroulent cette année et la vague d'arrestations et de sequestrations se poursuit. Dans l'état de Bahia, 14 personnes ont été condamnées en mars 1976, parmi lesquelles le prof. Max Argolo, de l'Institut de Physique à l'Université, M. Sergio Samana, Conseiller municipal du MDB et Carlos Antonio Marighella, fils du leader révolutionnaire assassiné par la police en 1970. Dans l'état de Santa Catarina, 42 démocrates sont actuellement traduits devant la justice militaire alors qu'au Parana le nombre d'accusés s'élève à 67.

Dans l'état de Sergipe 17 personnes, la plupart en prison attendent le jugement.

Fin mai on annonçait l'arrestation de 10 patriotes, parmi lesquels José Francisco Neres, accusé d'être secrétaire de la section du PCB à Minas Geras. On continue toujours à être sans nouvelles du journaliste Helio Bonfim, dirigeant du PCB, et du jeune dirigeant de la Jeunesse Communiste José Montenegro de Lima. Il est à craindre qu'ils aient été assassinés puisque, après plusieurs mois de leur séquestration les autorités policières-militaires se refusent toujours à reconnaître leur arrestation.

La vague de répression déclenchée au début de 1975 continue ainsi à faire rage. Plus d'un millier de personnes ont été sequestrées ou arrêtées. Plusieurs ont été assassinées comme le journaliste Frutuoso. On évalue à près de 500 le nombre de détenus, déjà condamnés ou en attente de jugement par la justice militaire.

DOSSIER DES JURISTES DEMOCRATES

L'Association Internationale des Juristes Démocrates (49 av. Jupiter, Bruxelles 19 ; Belgique) a édité un rapport de Jean-Louis Weil, avocat à la cour d'appel de Paris sur

« **Prisonniers politiques et état d'exception** ». Après un rappel historique de la législation et de l'état d'exception, le rapport analyse les structures économiques et sociales du Brésil d'aujourd'hui et termine avec une description des mesures répressives contre le mouvement ouvrier et démocratique.

En annexe on publie la déclaration des évêques de Sao Paulo contre la répression, une lettre de la Commission de Justice et Paix de Sao Paulo et des documents sur la censure de la presse.

LA VISITE DU DICTATEUR GEISEL EN FRANCE

La visite du dictateur Geisel, du 26 au 29 avril dernier, en France, a déclenchée une vague de protestations et de manifestations. Toutes les forces politiques de gauche, les grandes centrales syndicales, des organisations et des personnalités religieuses, des nombreuses personnalités du monde universitaire, culturel et artistique, des associations de juristes et de défense des droits de l'homme se sont vivement prononcés sur la signification de cette visite et ont exprimé leur solidarité avec la lutte du peuple brésilien contre la dictature.

Une protestation de douze organisations françaises

« L'invitation du Président de la République apporte en effet une caution au gouvernement dictatorial qui opprime le peuple brésilien depuis douze ans. Malgré quelques déclarations annonçant une certaine libéralisation du régime, le général Geisel continue de couvrir de son autorité absolue une répression et une violation systématique des droits de l'Homme, où les emprisonnements arbitraires, les tortures et les assassinats politiques sont couramment pratiqués.

« Les organisations soussignées, affirmant leur volonté de développer les liens d'amitié entre le Brésil et la France, et de soutenir une véritable coopération économique au bénéfice des peuples des deux pays, ne sauraient accepter que la France, par cette visite officielle du général Geisel, cautionne une politique fondée sur la violation des Droits de l'Homme et l'oppression de tout un peuple. »

France-Amérique latine ; Mouvement des Radicaux de Gauche, Parti Communiste Français,

Parti Socialiste, Parti Socialiste Unifié, Front Progressiste ; Confédération Française Démocratique du Travail, Confédération Générale du Travail, Fédération de l'Éducation Nationale ; Association Française des Juristes Démocrates ; Section française du Mouvement International des Juristes Catholiques, CIMADE.

Les chrétiens français solidaires avec le peuple brésilien

A l'occasion de la visite du dictateur en France « **Témoignage Chrétien** » a publié un « appel des chrétiens pour la justice au Brésil » signé par un grand nombre de personnalités catholiques françaises. La Fédération protestante de France et le Mouvement Justice et Paix, ainsi que de nombreux évêques et la Communauté dominicaine d'Abresle ont lancé des déclarations de protestation contre la visite du dictateur et de solidarité avec le peuple brésilien opprimé.

« Le carnaval est terminé »

C'est le titre de l'article que « **Nouvel Observateur** » du 26 avril où on lit :

« pendant sept ans on a entendu dire du Brésil : on y torture, d'accord, mais quel boom économique ! Aujourd'hui il ne reste que la torture ».

« **L'Express** » du 26 avril ne ménage pas non plus « l'incertitude politique brésilienne » et ajoute : « qu'iraient donc faire les industriels français dans cette galère ? »

« **Croissance des Jeunes Nations** » du mois d'avril affirme que

« c'est le président d'un Brésil triste que la France reçoit ce mois-ci » ; l'article décrit les difficultés économiques actuelles du régime et la situation de la répression. La revue publie également une longue interview d'un paysan de l'Amazonie qui raconte ses misères et ses luttes contre les grands propriétaires terriens.

« Non à Geisel », c'est le titre de l'article de « **Témoignage Chrétien** » du 22 avril qui rend compte d'une série de déclarations et de protestations contre la visite de Geisel.

Sous le titre « Le préconsul de Brasilia », « **France Nouvelle** » du 16 avril publie un article de George Fournil qui dénonce la situation de « sous-traitance » de « l'impérialisme brésilien » vis-à-vis de l'américain.

« **L'Unité** », hebdomadaire du Parti Socialiste Français dénonce également dans son édition du 22 avril la visite du dictateur et publie une déclaration du bureau politique du PS contre la présence en France du dictateur Geisel.

Un visiteur indésirable

Dans la presse journalière, « **L'Humanité** » et « **Le Monde** » ont donné une large couverture à toutes les déclarations et actions contre la présence du dictateur en France. Dans son édition du 26 avril, « **L'Humanité** » publie un éditorial signé par Jean Kanapa, membre du bureau politique du PCF, sous le titre « **Un visiteur indésirable** », dans lequel on lit : « il est scandaleux pour l'honneur de notre pays que le représentant de cette dictature sanglante soit l'hôte du Président de la République française ».

Dans son édition du 29 avril l'éditorial du « **Monde** » analyse la vague de réactions provoquée en France par la visite du général Geisel et conclut qu'elle a plutôt servi à attirer l'attention de l'opinion publique française sur la situation d'arbitraire et d'atteinte aux droits de l'homme qui domine le Brésil.

Meetings et manifestations

Une réunion « **Troisième vérité Brésil** » organisée par l'association France-Amérique Latine et un meeting à la Mutualité promue par les organisations d'extrême-gauche ont été parmi les actions les plus importantes à Paris de protestation contre la visite du dictateur Geisel.

La Jeunesse Communiste a aussi organisé une manifestation à la Cité Universitaire à laquelle ont participé plusieurs centaines de jeunes. Des nombreuses manifestations, distributions de tracts et prises de parole ont été réalisées dans la région parisienne alors qu'à Lyon, organisée par la Communauté dominicaine d'Abresle, avec l'appui de l'ensemble des partis de gauche et des organisations syndicales a été tenu un meeting auquel ont participé plusieurs centaines de personnes. Des interpellations au gouvernement faites au Parlement par les groupes communiste et socialiste ont également marqué la réprobation du peuple français à la visite. Signalons finalement la manifestation devant l'Hôtel de Ville où les conseillers municipaux de Paris appartenant au PS et au PCF ont, non seulement refusé de participer à la séance en hommage au visiteur, mais en plus se sont associés aux manifestants qui, devant l'Hôtel de Ville protestaient contre la présence du dictateur.

BRESIL — DOSSIERS DU COMITE BRESIL CONTRE L'AMNISTIE

A l'occasion de la visite du général Geisel en France le Comité Brésil pour l'Amnistie (chez Guy Aurenche, 1, rue Paul Strauss, 75020 Paris, France) a édité une série de dossiers sur les sujets suivants : les conditions de travail et de lutte de la classe ouvrière ; la vérité sur le « miracle économique » ; la situation de la paysannerie ; sur l'Amnistie ; l'impérialisme français au Brésil ; l'Eglise pour l'Amnistie ; la situation juridique ; la censure continue. Il se trouve actuellement en publication un dossier sur la visite du Général Geisel en France et en Angleterre avec une analyse de l'ensemble de réactions des milieux politiques et sociaux et de la presse européenne et brésilienne. (Les demandes des dossiers doivent être adressées au siège du CBA).

INTERDICTION DE DISCUTER LA SITUATION DE LA FEMME AU BRESIL

(transcrit du DIAL. n° 306, 20 mai 1976 : DIAL, Bd. Montparnasse 170, Paris 14).

La censure a empêché la circulation du n° 45 de « Movimento » qui était consacré au thème « Le travail de la femme au Brésil » et qui devait sortir le 10 mai. L'effet de la censure sur cette édition spéciale est le plus important de l'histoire du journal :

	Matière sur « Le travail de la femme » envoyée à Brasilia	Interdit par la censure	% de matière censurée par rapport au total
Textes	305 feuillets	283 feuillets	93
Photos	69 feuillets	58 feuillets	84
Dessins	13 feuillets	6 feuillets	46
Tableaux	12 feuillets	10 feuillets	83

Plus spécifiquement ont été censurés, entre autres sujets :

- Le résumé d'une étude de l'ONU sur la main-d'œuvre féminine dans le monde entier ;
- Le témoignage d'un couple qui ne veut pas d'employée de maison car il trouve cette profession humiliante pour l'employeur et l'employée ;
- Des interviews de femmes juges et magistrates du Para, qui sont majoritaires dans les milieux judiciaires de l'Etat, et qui se trouvent menacées de perdre cette position du fait que les bas honoraires dont elles étaient gratifiées viennent d'être récemment relevés, devenant ainsi attirants pour les hommes ;
- Une analyse de l'industrie culturelle autour de la femme : les romans-photos et la télévision ;
- Un état de la situation des crèches pour les enfants des femmes qui travaillent, lesquelles crèches sont obligatoires en vertu de la loi (pour les entreprises de plus de 30 employés) mais sont pratiquement inexistantes ;
- Des interviews avec les responsables des principaux mouvements féministes du Brésil ;
- Des articles de sociologues et économistes brésiliens et trois douzaines de témoignages de femmes qui travaillent ainsi qu'une bibliographie de 55 livres et études sur le thème « le travail de la femme au Brésil » préparée par l'Institut Carlos Chagas de Sao Paulo.

L'édition censurée correspond au plus grand effort journalistique de rassemblement que l'hebdomadaire ait jamais fait à ce jour : 82 personnes — 63 femmes et 19 hommes - de Sao Paulo, Rio, Recife, Belo Horizonte, Porto Alegre, Brasilia, Salvador et Belém ont travaillé pendant quarante jours pour élaborer cette édition. Ce vaste travail a eu un résultat double : d'une part, il a fourni un tableau de ce qu'est la vie du pays, à travers les témoignages de sa population la plus souffrante, celle des femmes ; d'autre part, il a montré l'extraordinaire énergie que perd le pays en maintenant pratiquement 82 % de la force de travail féminin dans des tâches que l'économie considère comme « économiquement improductives ».

Des 6,2 millions de femmes considérées comme « économiquement actives », deux millions sont employées de maison et un million travaillent la terre.

CAMPAGNE POUR LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES D'ETAT :

Financement public de l'accumulation capitaliste.

Le problème de l'intervention de l'état dans l'économie brésilienne est revenu, les derniers mois, à la première place dans les sections économiques des principaux journaux brésiliens. La campagne de presse contre « l'étatisme » est un réflexe des idées courantes dans les

milieux de la bourgeoisie monopoliste brésilienne et a amené à une prise de position de la part du gouvernement. Le Ministre du plan, M. Reis Veloso, dans une réunion avec les représentants du grand patronat de Sao Paulo le 26 mars dernier a demandé des suggestions concrètes en vue de l'établissement d'un programme par le gouvernement.

Parmi les nombreuses « suggestions » qui lui ont été adressées il faut surtout remarquer celles de la Fédération des Industries de Sao Paulo (association patronale) et du président de la Banque Nationale du Développement Economique — BNDE — (banque d'état). Dans le document de la Fédération des Industries, les gardes patrons se plaignent des difficultés trouvées dans le marché financier pour le financement de la production et pour les investissements et dénoncent la situation « privilégiée » des entreprises d'état. Ils suggèrent ensuite un contrôle gouvernemental dans les reinvestissements des entreprises d'état, et l'interdiction d'investissement dans d'autres secteurs que ceux pour lesquels ces entreprises ont été originellement créés. Ils suggèrent en plus que « les excédants » de ressources soient utilisés en faveur d'autres entreprises d'état ou **pour financer des projets des entreprises privées.**

Le document adressé au Ministère du plan par M. Marcus Visanna, président de la Banque Nationale du Développement, est encore plus discret : il suggère tout simplement le transfert au secteur privé national des entreprises d'état qui ne soient pas liées à des secteurs de « sécurité nationale » et propose que le remboursement au gouvernement par les groupes privés, de ces transferts pourrait se faire par ses bénéfices mêmes de la gestion des entreprises correspondantes.

Ces revendications de la grande bourgeoisie monopoliste brésilienne s'inscrivent dans l'actuelle conjoncture économique du pays qui se caractérise en particulier par :

- une crise économique (voir éditorial) avec baisse du taux de profit et pression des groupes monopolistes pour les maintenir avec une montée des prix et l'intensification conséquente du processus inflationnaire ;
- accélération du processus de dévalorisation et de concentration du capital (faillite de groupes économiques tels LUME HALLES etc).

Dans cette situation et pour maintenir leur taux de profit le grand patronat et leurs représentants cyniquement dénoncent « l'intervention de l'Etat » dans l'économie alors qu'ils œuvrent que cette intervention se fasse pour canaliser le financement public à son bénéfice.

LIVRES ET REVUES

OS DONOS DO PODER. FORMACAO DO PATRONATO POLITICO BRASILEIRO

Raymundo Faoro. Editora Globo, Universidade de Sao Paulo.
Porto Alegre - Sao Paulo, 1975. 2 vols., 750 pp.

Il s'agit d'une nouvelle édition d'un livre paru aux années 50 (1957). L'auteur a revu et augmenté son texte, mais la thèse centrale reste toujours la même : les Portugais ont apporté au Brésil des institutions qui ne favorisaient pas l'évolution de la société vers le capitalisme industriel. Alexandre Herculano avait raison : au Portugal, comme en Espagne, on n'a jamais eu le féodalisme, les conditions de la guerre prolongée contre les maures ont raffermi l'autorité centrale du roi, le poids du droit romain, la tradition visigothique, tout un ensemble de circonstances a fait du Portugal une société « patrimoniale » dans laquelle le roi était le plus riche des propriétaires. Autour du roi s'est formé un « état » (**stand**) bureaucratique, constitué par une « aristocratie » dont le pouvoir dépendait exclusivement du monarque ; et ce fut cet « état » bureaucratique qui a été chargé d'organiser la vie sociale au Brésil, après la découverte. Ce régime, établi au Portugal et ensuite exporté au Brésil, permettait l'expansion du « capitalisme commercial », mais en même temps il empêchait le capitalisme industriel. Raymundo Faoro, avocat du gouvernement de l'Etat de Rio de Janeiro et membre du Conseil Fédéral de Culture, développe son interprétation à travers une longue analyse de l'histoire politique du Brésil, pleine de remarques polémiques et d'informations très utiles. L'œuvre présente, donc, un indéniable intérêt, elle peut bien nous aider à approfondir nos connaissances des questions concernant l'Etat et la société brésilienne. Sa publication au Brésil, aujourd'hui, dans cette nouvelle édition, doit être considérée comme un événement positif — et c'est justement ce qu'a fait l'hebdomadaire progressiste MOVIMENTO, de Sao Paulo, qui, dans son édition du 4-8-75, vient de consacrer au livre une recension sympathique. (Quelques semaines auparavant, le jeune historien Carlos Guilherme Mota, dans une entrevue à VEJA, 2-7-75, avait même dit que la thèse de Faoro était, selon lui, « sensationnelle »).

La reconnaissance des qualités du travail ne doit pas nous empêcher, cependant, de dire, aussi, qu'il s'agit d'un livre d'inspiration forcément conservatrice. Faoro a cherché sa méthode pour la théorisation sociologique chez Max Weber (où il a trouvé le concept d'état », **Stand**, qu'il utilise). Sa préoccupation a été celle de combattre le « dogme » marxiste, ce « dogme » froid, pénétrant, expansif, qui prétend commander l'investigation historique » (I, P. 16). « Le dogme marxiste » — écrit-il — « voit dans la lutte des classes le moteur, le centre dynamique de la société », et c'est à cause de ce dogme que le marxisme réduit « toutes les forces sociales à un problème économique » (I, p. 69).

Après avoir réussi à repousser le « dogme » marxiste, Faoro arrive à « sauver » la structure « patrimonialiste » édifée par D. Joao I à la fin du XIV^{ème} siècle d'une « dissolution » dans les marais de l'« infra-structure ». Le « patrimonialisme » entreprend alors un long voyage : il traverse non seulement l'Atlantique, mais aussi plus de 700 pages de six siècles d'histoire pour arriver victorieusement au Brésil contemporain, sans aucun changement significatif dans ses fondements (II, p. 733).

Le pire avec le « patrimonialisme », c'est qu'il s'agit d'une structure plus flexible que celle du féodalisme : elle a pu adopter les techniques, les machines et les entreprises du capitalisme sans se laisser séduire par son âme (II, p. 736). Le « patrimonialisme », donc, se renouvelle, sans qu'on puisse découvrir dans l'analyse qu'en fait Faoro une seule voie pour en sortir. D'ailleurs, les masses du peuple

brésilien, comment peuvent-elles lutter contre des classes dominantes qui ne sont pas des classes sociales (puisqu'elles selon Faoro le soutien du « patrimonialisme » n'est qu'un « état ») ? L'auteur de *Maîtres du Pouvoir* (ou *Propriétaires du Pouvoir*) reconnaît qu'on a le droit de dire que son œuvre décele quelques « impertinences pessimistes » (*rabugens de pessimismo*). Ce qu'il aurait dû reconnaître, toutefois, c'est que la diffusion de cette perspective pessimiste a une conséquence conservatrice : elle aide les « propriétaires du pouvoir » à conserver leur propriété et leur pouvoir.

AUTORITARISME E DEMOCRATIZACAO

Fernando Henrique Cardoso.

Editores Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1975. 240 pages.

Le dernier livre de Fernando Henrique Cardoso, composé de quelques essais et monographies portant sur toute une gamme de problèmes allant des caractéristiques du processus d'accumulation jusqu'à la nature de l'Etat au Brésil, offre un considérable matériel de réflexion pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes du développement économique et politique du Brésil contemporain.

Cet ouvrage consacre l'aboutissement de toute une ligne de réflexion qu'on peut trouver dans les travaux antérieurs de Cardoso, comme « O Modelo Político Brasileiro ». Il s'agit surtout, de déterminer les traits et la façon par laquelle s'organise le pouvoir politique au Brésil post-64, de même qu'établir les mécanismes et les rapports entre l'Etat et la société civile. En même temps Cardoso essaie de décrire les principaux moyens par lesquels le processus d'accumulation se développe au Brésil, tout en analysant la structure de classes qui se trouve liée à ce processus. Il y a, tout d'abord, un élément qu'il faut retenir tout au long de la ligne de réflexion développée par Cardoso. C'est la préoccupation, toujours présente, d'extraire les éléments analytiques dont il se sert, du processus réel. Le cadre d'analyse qu'il développe laisse très peu de marge aux « à priori ». Le point de départ de Cardoso est l'affirmation de que le processus de développement capitaliste auquel on assiste au Brésil aujourd'hui est un processus à la fois dépendant et associé. Cela veut dire que la façon spécifique par laquelle l'accumulation capitaliste se réalise a engendré un système profondément dépendant des centres capitalistes internationaux, cette dépendance s'exprimant par les besoins croissants de technologie et des investissements. D'un autre côté, l'accumulation se fait sous le signe de l'association des capitaux étrangers avec les capitaux nationaux, privés ou d'état.

Il y a, dans l'ensemble des arguments avancés par Cardoso, quelques idées clés.

Premièrement, il soutient la notion que le développement des forces productives dans des systèmes économiques périphériques et dépendants est possible.

Il rejette toute la notion d'impossibilité d'un développement capitaliste dans ces types de pays.

Deuxièmement, il affirme que le développement capitaliste dans la périphérie, après être arrivé à un certain stade, crée une dynamique basée surtout sur les innovations technologiques et sur l'existence d'un marché de consommateurs de dimensions assez importantes.

Le processus d'accumulation, à ce moment, donc, ne dépend pas, uniquement de la sous-rémunération de la force de travail. Et troisièmement, Cardoso insiste sur l'existence des bourgeoisies locales, en tant que force sociale active, dans un cadre plus large de domination exercée par des corporations multi-nationales. En d'autres mots, la pénétration impérialiste n'a pas entraînée la disparition de la bourgeoisie autochtone ;

le phénomène qu'il faut signaler c'est que ces bourgeoisies ne détiennent pas les leviers de décision de la vie économique et politique entre leurs mains.

L'autre problème posé par Cardoso, et qui devient un des éléments les plus importants de son analyse découle de la participation, du rôle et de la dimension du contrôle qu'exerce l'Etat sur l'économie. Cardoso développe à ce moment le concept d'une bourgeoisie d'état qu'il ne saurait pas assimiler au concept de bureaucratie. Cette bourgeoisie serait intégrée par les dirigeants et les responsables des entreprises publiques, et qui devient la fraction dominante de la bourgeoisie brésilienne. Cela tient à la nature même de l'état après 1964. Selon l'auteur, on aurait assisté après les événements de 1964 à un processus de réorganisation des rapports établis entre la société et l'Etat. Ces rapports qui s'exprimaient avant par l'existence d'un système de partis politiques et par la distribution du pouvoir par le moyen des élections, ont été remplacés par la création d'un système d'entreprises d'état et d'organes de planification régionale.

Ce système est dénommé par Cardoso « les anneaux bureaucratiques », où les groupes dominants de la société sont représentés, et où les intérêts privés et publics s'associent. Ce nouvel ordre politique se caractérise, donc, par une représentation presque directe de la classe dominante dans l'appareil économique. C'est là qu'on va trouver le noyau central de la structure du pouvoir au Brésil actuel. Toute la question réside en savoir si le groupe constitué par les dirigeants de ces organismes de planification et de développement peut atteindre un niveau de cohésion d'intérêts et arrive à élaborer une vision du processus social et économique

qui leur donne le statut d'une classe, sociale ou, si au contraire, ils sont subordonnés aux intérêts des groupes dominants de la société civile brésilienne — le grand capital monopolistique national et étranger.

Finalement, Cardoso discute la question de la démocratie au Brésil. Selon lui, il faut rejeter la nostalgie du passé, c'est-à-dire, il faut abandonner toute idée de faire marche-arrière dans le processus de développement politique. Il faut engager la lutte pour la démocratie à partir de la situation actuelle, en essayant de rendre compatibles la démocratie politique et le contrôle qu'ont les grandes entreprises sur la structure de l'économie. On peut dire qu'il y a, à ce moment là, une certaine résignation devant ce qu'il considère comme inévitable : si on ne peut pas empêcher les monopoles de contrôler l'économie, on peut, au moins, se battre pour que ce contrôle s'exerce dans un régime où les libertés formelles soient respectées.

DIALECTIQUE DE LA TECHNOCRATIE MILITAIRE DANS UN ROMAN DE VARGAS LLOSA par Lair Cordeiro.

« Pourquoi les généraux sont si bêtes ? Parce qu'ils sont recrutés parmi les colonels ».
(Jean Cocteau).

Jusqu'au commencement des années 70, les romans des auteurs hispano-américains n'arrivaient au Brésil, en général, qu'après avoir été publiés en France. Maintenant, ça commence à changer. Les formes « modernes » de la détresse politique (après le coup d'Etat de 1964 et surtout après le nouveau coup d'Etat de décembre 1968) ont appris plus concrètement aux Brésiliens que leur pays appartient à une détresse politique plus large : celle de l'Amérique Latine.

Le public brésilien a commencé à comprendre que la littérature de fiction produite en Argentine comme au Mexique, en Colombie comme au Pérou, parle d'une réalité sociale qui n'est pas étrangère à nous, qui est effectivement la nôtre, puisque nos problèmes sont les mêmes.

L'intérêt des lecteurs stimula les éditeurs, déjà impressionnés par le « boom » européen du roman latino-américain, et le résultat ne se fit pas attendre : le roman **Pantaléon et les Visiteuses** du péruvien Mario Vargas Llosa a été publié au Brésil quelques semaines avant la parution de l'édition française de Gallimard (1975). Nous autres, les Brésiliens, nous n'avons qu'à nous réjouir de cette publication : elle nous apporte une aide précieuse dans notre lutte pour la démocratie et contre la dictature.

Pantaléon et les Visiteuses, c'est le récit des aventures du capitaine Pantaléon Pantoja, chargé d'organiser une brigade de putains (le « Service des Visiteuses ») pour « pacifier » sexuellement les soldats de l'Amazonie péruvienne, qui abusent de toutes les femmes, qui « foncent comme des fauves sur ce qui se présente », comme le dit le Général « Tigre » Collazos (p. 17).

Il y a quelques années, Vargas Llosa disait à Luis Harss et à Barbara Dohmann : « J'ai toujours été complètement immunisé contre l'humour en littérature (...)

Les humoristes ne m'ont jamais convaincu ni attiré » (**Portraits et propos...**, éd. Gallimard, Paris, 1970, p. 407). Eh bien, il semble qu'il a changé d'avis, maintenant, puisque l'humour est un des

fondements de ce **Pantaléon** : un humour sain et audacieux, truculent, qui n'a rien d'ésotérique et qui se permet même d'être vulgaire lorsque la vulgarité devient esthétiquement nécessaire.

Cette nouveauté paraît perturber la critique. Claude Couffon, traducteur de Neruda, Asturias et García Lorca, critique littéraire du **Monde**, ne cache pas sa déception : « L'élégante gravité qui nous séduisait dans les précédents romans de Mario Vargas Llosa a ici disparu et le ton burlesque nouveau adopté par le romancier péruvien désorienté » (**Le Monde**, 20.3.1976).

Couffon va jusqu'à regretter que le thème de l'« effroyable misère » de la région d'Iquitos n'ait pas été exploité par l'auteur de **La Maison Verte**.

Ce dernier reproche ne se justifie absolument pas : la misère est présente dans le récit, dans la vie des putains, ainsi que dans la vie des gens qui suivent le Frère Francisco, faiseur de miracles. Dans son premier rapport secret au Général, le capitaine Pantoja parle des prostituées, « auxquelles, selon les normes de la côte, on donnerait vingt ou vingt-deux ans, alors qu'elles n'en ont que treize ou quatorze » (p. 43) et il ne manque pas d'observer que la population de la région avait une « alimentation insuffisante ». Après avoir perdu son boulot au « Service des Visiteuses », la pauvre Maclovía (qui auparavant était « lavandière », c'est-à-dire, pratiquait la prostitution de façon ambulante) écrit à la femme du capitaine une lettre où elle dit :

« je suis en train de mourir de faim » et « j'ai un toit grâce au bon cœur de ma cousine Rosita, mais elle aussi est pauvre et ne peut pas me nourrir » (p. 166).

C'est la misère qui amène les femmes à se prostituer et conduit les gens aux croyances prêchées par le Frère Francisco ; la misère se trouve donc au cœur même du récit.

Pourquoi, alors, Claude Couffon n'a-t-il pas remarqué cela ? Le critique donne l'impression de vouloir poser une question éthique : est-ce qu'un romancier a le droit de faire usage d'un « ton burlesque » pour raconter une histoire qui se développe dans un milieu constitué par la détresse de ses compatriotes ? Est-ce que faire rire, dans une telle situation, ne serait pas une

manifestation de manque de solidarité aux pauvres gens du pays, aux « humiliés et offensés » dont parlait Dostoïevski ?

Ce n'est pas facile de répondre à une question qui n'a pas été explicitement posée. On ne sait pas exactement à quelle espèce de rire pensait Couffon lorsqu'il manifesta son désappointement. Est-ce qu'il n'y a pas un « ton burlesque » dans **Gargantua** et **Pantagruel** ? Est-ce qu'il n'y avait pas des gens vivant dans une « effroyable misère » en France lorsque Rabelais a écrit ses chefs d'œuvres ? Et lorsque Cervantès nous a fait rire avec Don Quichotte et Sancho Pansa, a-t-il été infidèle aux paysans pauvres de la Manche ? Non, le critique du **Monde** n'aurait pas sûrement condamné l'humour de Rabelais et Cervantès. Il ne blâme pas, certes, le rire tout court. Il y a cependant un rire irresponsable, cynique, inhumain. Vargas Llosa aurait-il commis l'erreur grave de glisser dans ce rire irrespectueux et gratuit ? Couffon ne l'affirme pas, mais il ne paraît tout-à-fait sûr du contraire, puisqu'il lui arrive de considérer le livre comme « un divertissement », « un insolite divertissement ». (Cette classification, à côté du remarque au sujet de la misère oubliée, laisse entendre qu'il y a au moins une certaine « légèreté » dans le choix du « ton burlesque » par le romancier péruvien).

Est-ce que Vargas Llosa n'a écrit, en effet, qu'un « divertissement » ? Ou est-ce plutôt le critique qui n'a pas compris la véritable portée du livre, son sens plus profond ? Nous croyons, très sincèrement, que Couffon n'a pas évalué toute la signification satirique du **Pantaléon**. Vargas Llosa a fait avec son capitaine un portrait magnifique de la technocratie militaire, c'est-à-dire, d'une mentalité, d'une idéologie dont l'importance historique ne peut pas être sous-estimée en Amérique Latine.

Pantaléon n'est ni fumeur, ni buveur, ni coureur ; il est un « organisateur-né », un génie de l'administration. En plus, il se consacre passionnément à l'accomplissement de ses tâches professionnelles. Il a un sens du devoir « malsain, tout comme une maladie ». A son amie Olga, « la Brésilienne », la plus belle parmi les putains, il explique : « Enfant j'avais encore moins d'appétit pour manger que maintenant. Mais dès qu'on me donna mon premier poste, l'ordinaire d'un régiment, je me suis découvert un appétit féroce. Je passais tout le temps à manger, à lire des recettes de cuisine, à apprendre à cuisiner. On me changea de mission et hop ! adieu les repas, je me suis mis à m'intéresser à la couture, aux vêtements, à la mode, le chef de caserne croyait que j'étais tapette. Et c'est qu'on m'avait confié l'habillement de la garnison ». (p. 205). Après avoir été envoyé à Iquitos, le capitaine Pantoja « a fait du Service des Visiteuses l'organisme le plus efficace des Forces armées » (p. 212), comme le reconnaît, hystérique, le Général Scavino, acharné du projet.

Le capitaine Mendoza compare Pantaléon à une calculatrice et l'appelle « Einstein de la crampe ». Le colonel López constate avec admiration : « Il évolue parmi les putains comme un poisson dans l'eau ». Pantaléon, timide, devient le super-proxénète du Pérou. Il se renouvelle pour mieux servir. Mais ce renouvellement reste toujours limité par la subordination la plus absolue aux exigences de l'Armée. Pantaléon fait tout ce que l'Armée lui ordonne. « L'Armée », dit-il, « est-ce que je respecte et aime le plus au monde » (p. 22). Si le système a besoin de lui, il a besoin du système, lui aussi, pour pouvoir déployer son extraordinaire talent technocratique : « J'ai besoin d'avoir des chefs. Si je n'en avais pas, je ne saurais que faire, le monde me tomberait dessus ». (p. 276).

En fait, le capitaine Pantoja incarne ce que la technocratie militaire aurait pu présenter de meilleur : il est honnête, il croit sincèrement aux valeurs du système et il est efficace dans son travail. Et cependant ce travail échoue nécessairement, parce que **l'efficacité prônée par chaque secteur repose sur une rationalisation parcellaire qui ne se concilie jamais pacifiquement avec l'ensemble du système, intrinsèquement irrationnel.**

La logique ne peut être, dans ces circonstances, qu'une moquerie de la manipulation : l'universalité des fins proposées ne peut être que le masque des intérêts particuliers des classes dominantes.

Généreux, dévoué à l'Armée, Pantaléon ne peut être toutefois qu'un intermédiaire que les gens doivent franchir comme un pont pour aller plus loin (ce sont, d'ailleurs, les mots de Flaubert cités par Vargas Llosa dans l'épigraphie de son livre). On ne peut prendre au sérieux cet homme sérieux. C'est justement parce qu'il « fonctionne » bien qu'il ne « fonctionne » pas.

Un « divertissement insolite » ? Bien plus que ça, Monsieur Couffon !

Pantaléon et les Visiteuses est une satire merveilleuse de la technocratie militaire et, plus encore, une leçon vivante de dialectique. Le capitaine de Vargas Llosa est le petit fils naïf de **Neveu de Rameau** de Diderot : idéologiquement formé par l'Armée, il croit sans aucun cynisme à l'universalité des desseins qu'elle proclame, mais en même temps, lorsqu'il essaie de mettre en pratique ce qu'on lui a appris, Pantaléon ne fait que révéler l'appartenance de l'Armée à la société divisée en classes, ne fait que mettre à nu l'étroitesse néo-positiviste de l'esprit de l'Armée, les contradictions internes de son fonctionnement. Son amour l'amène à détruire ce qu'il aime.

DOCUMENTS

Résolution politique de la session plénière du comité central du parti communiste brésilien.

Les profondes modifications qui ont eu lieu dans la situation internationale, au cours de ces dernières années, ont créé des conditions de plus en plus favorables à la lutte de notre peuple contre le fascisme, pour la démocratie. Les succès de la politique de détente internationale rendent plus difficiles la propagande anticommuniste, le rôle d'arrière sûr de l'impérialisme que devrait jouer le Brésil, contribuent à la progression des forces démocratiques dans le pays et créent des conditions propices au développement de la solidarité internationale avec la lutte du peuple brésilien contre le fascisme.

Pourtant l'impérialisme est un ennemi puissant qui fait usage de tous les moyens pour récupérer les positions perdues et pour contre-attaquer. Le Brésil, connu pour son importance sur le continent latino-américain, a été transformé en rempart principal de l'impérialisme dans cette région du monde, en base essentielle d'expansion du fascisme et d'agression contre les peuples qui mènent la lutte antiimpérialiste, pour la démocratie et le socialisme.

Le fascisme, au Brésil, entrave l'élargissement de la détente internationale en Amérique Latine et transforme notre pays en un foyer potentiel de guerre sur le continent. C'est dans ce but que fut créé l'IMBEL (Indústria de Material Bélico) — (l'industrie des matériaux de guerre) — et signé l'Accord nucléaire avec la RFA qui donne au régime fasciste brésilien la possibilité de fabriquer la bombe atomique.

Le fascisme au Brésil est une dictature terroriste au service des monopoles nationaux et étrangers et particulièrement des secteurs les plus réactionnaires du capital financier nord-américain.

C'est un système de domination qui s'appuie sur une répression violente et sert des intérêts antinationaux.

C'est dans la lutte contre le fascisme, pour la démocratie et la souveraineté nationale que toutes les forces de l'opposition au Brésil s'unissent. Un ample processus de formation et de consolidation du front antifasciste et patriotique s'est poursuivi au cours de ces dernières années.

LA SITUATION ACTUELLE DANS LE PAYS

Au moment où le soi-disant « miracle économique brésilien » se voit enterré (ce qui prouve l'incapacité de la dictature fasciste à résoudre les problèmes de base de l'économie nationale), au moment où le pays entre dans une période de crise économique et de difficultés croissantes, la dictature recourt aux « solutions » imposant de nouveaux sacrifices à la classe ouvrière, aux travailleurs en général et prévoit de nouvelles concessions criminelles à l'impérialisme.

Ainsi le gouvernement de Geisel a commis un crime de plus contre la souveraineté nationale en autorisant le « Petrobras » à signer des contrats de risque. Cette mesure a été imposée par l'impérialisme comme condition pour octroyer de nouveaux crédits au régime fasciste, vrai responsable de toutes les difficultés économiques que traverse le pays et qui ne peuvent pas être surmontées au prix de la suppression du monopole d'Etat sur le pétrole — conquête glorieuse de notre peuple, inscrite dans la Constitution. Cette mesure met à nu le vrai caractère

antinationale de la dictature fasciste qui a usurpé le pouvoir au Brésil et n'hésite pas à dilapider les ressources naturelles du pays.

Dans le même temps, croît dans le pays, l'hostilité répugnante à l'égard de cette politique de trahison nationale du gouvernement de Geisel. Certains milieux bourgeois qui même appuyaient auparavant le régime, font opposition à sa politique. Cela est devenu évident au cours des élections du 15 novembre 1974. La victoire de l'opposition à ces élections a été l'événement le plus important au Brésil depuis 1964. Les masses ont compris toute la portée de l'utilisation du vote comme arme de protestation. La classe ouvrière, les travailleurs et toutes les forces de l'opposition ont voté pour le Mouvement démocratique brésilien (MDB), exprimant ainsi leur mécontentement à l'égard du gouvernement de Geisel et leur protestation contre sa politique.

Le succès de l'opposition a signifié aussi une victoire de l'orientation politique des communistes et a confirmé la justesse de la ligne politique de PCB. Durant la campagne électorale de larges masses populaires ont fait écho aux mots d'ordre de notre Parti aussi bien qu'aux revendications les plus urgentes du mouvement ouvrier et démocratique, ce qui prouve que les élections peuvent jouer un rôle important dans la consolidation du front antifasciste et dans la lutte contre la dictature.

La victoire de novembre 1974 a permis aux forces démocratiques et patriotiques de faire un pas important sur la voie de la formation du front antifasciste et patriotique.

Le progrès du mouvement antifasciste et patriotique est confirmé non seulement

par l'apparition de programmes de plus en plus convergents dans des secteurs différents tendant à s'unir dans le front antifasciste et patriotique, et surtout, par le caractère chaque fois plus unitaire des actions conjointes de ce mouvement qui s'élargit et se renforce.

Actuellement la situation politique dans le pays se caractérise en premier lieu par la naissance et le développement d'un large mouvement de l'opinion publique contre la dictature et par le renforcement de l'opposition au régime fasciste au moment où il existe déjà dans le pays un mouvement démocratique de masse qui lutte vigoureusement contre le fascisme, pour la démocratie.

Cependant la faiblesse principale de ce mouvement réside dans le fait que la classe ouvrière bien que multipliant ses actions ne soit pas encore suffisamment organisée et fasse preuve d'un niveau encore insatisfaisant de mobilisation dans la lutte contre la dictature.

D'autre part le secteur le plus conséquent et le plus combatif du mouvement ouvrier qu'est le PCB, a reçu des coups très durs de la part de la réaction ; le mouvement syndical et d'autres secteurs démocratiques ont, de ce fait, été atteints.

La formation du front antifasciste et patriotique se poursuit mais le mécontentement croissant des masses ne correspond pas encore aux formes concrètes de sa manifestation.

Face au développement du mouvement démocratique le régime fasciste a recours de plus en plus souvent, non seulement aux formes de répression les plus brutales contre le PCB et les autres forces démocratiques, mais aussi à toutes les formes de manœuvres politiques. C'est ainsi qu'en laissant des efforts pour unir les forces du fascisme, il tente de réaliser la soi-disant « détente » intérieure ayant pour but non seulement de « vendre » à l'extérieur une fausse image « d'un Brésil démocratique » (ce qui entraverait la lutte contre la dictature), mais aussi vise à gagner certains secteurs de la société, dont les positions politiques sont encore mal définies.

Il cherche aussi à neutraliser certains groupes de l'opposition, à les désorienter politiquement à les « domestiquer » et à les diviser.

Bien que le régime dominant ait retiré quelques avantages de sa politique de « détente » intérieure et créé des illusions dans certains secteurs de l'opposition, il n'a pas réussi à arrêter le processus de formation du front antifasciste et patriotique, à supprimer l'averion toujours croissante à la politique de la dictature. Dans son discours du 1 août 1975, Geisel s'est vu obligé de reconnaître ce fait et de faire la lumière sur le vrai sens de la « détente » qui n'est pas autre chose qu'une politique de petites concessions qui ne changent en rien le caractère fasciste du régime. Ces manœuvres de « détente », comme tant d'autres effectuées par le régime, ne peuvent pas apporter de solution aux graves problèmes auxquels se heurte la nation et qui ont tendance à s'aggraver de plus en plus. Il est impossible de résoudre les problèmes sociaux les plus sérieux de notre peuple par des manœuvres ou par un accroissement de la dépendance de notre pays envers l'impérialisme. Ce n'est qu'une démocratie large et authentique qui pourra ouvrir la voie à la solution de ces problèmes.

La vague de répression violente qui a déferlé sur le pays ces derniers mois confirme une fois de plus le fascisme, tout en employant les manœuvres politiques, n'hésite pas à recourir à une violence terroriste ouverte chaque fois qu'il s'agit de préserver sa domination.

L'isolement croissant du régime accompagné d'une instabilité politique persistante d'une part et la tendance à la consolidation des forces antifascistes et patriotiques d'autre part, pourrait le conduire à une grave crise politique.

Les communistes, qui ne fondent pas leur politique sur l'espoir d'un pronunciamiento militaire, n'excluent cependant pas cette éventualité. L'autre moyen employé par la dictature, est l'effort accompli pour entraver la convergence et l'unité des forces hostiles au gouvernement

et au régime. Cela permettrait à la dictature d'organiser les élections en 1978 et d'y obtenir la majorité face à une opposition affaiblie et démoralisée. Il est symptomatique que peu après les élections de novembre 1974 le gouvernement ait recommencé à agiter le drapeau de l'anticommunisme et lancé sans tarder une campagne de violentes persécutions contre les partisans les plus conséquents du front uni. Il s'agit ainsi de tracer une ligne de démarcation entre les secteurs « d'opposition au gouvernement » (théoriquement tolérés) et ceux « qui forment l'opposition au régime » (identifiés aux communistes).

En essayant de diviser l'opposition par moyen la dictature prétend isoler les communistes, retarder la formation du front antifasciste et l'affaiblir.

Face à la crise politique, quelle que soit la forme qu'elle revêt, la participation active des masses dans la vie politique, leur lutte ferme et inflexible pour la création d'une plate-forme unitaire et principalement pour les libertés démocratiques est particulièrement importante.

Les communistes savent que **pour renverser la dictature fasciste l'action énergique et conjuguée des masses, où un rôle important appartiendra à la classe ouvrière,** est nécessaire.

Dans la perspective d'une aggravation probable de la lutte politique et de la lutte de classes, les communistes, en fonction des conditions concrètes de chaque moment et plaçant au centre de leur combat la lutte pour les libertés démocratiques, doivent être prêts non seulement à unir et mobiliser les forces principales du front antifasciste — la classe ouvrière, les paysans et les couches moyennes des villes — mais aussi à établir un large courant d'alliances avec toutes les forces mécontentes du caractère fasciste du régime. Cela permettrait de l'isoler de plus en plus et de le battre.

LES TACHES DU PARTI DANS LA PERIODE ACTUELLE

Face à la situation présente les tâches du Parti sont :

a) **faire front aux manœuvres du gouvernement de Geisel pour accentuer son isolement et hâter la défaite de la dictature.** Pour cela il est nécessaire de savoir sur quel terrain le régime bat en retraite, quelles sont ses faiblesses de façon à les exploiter et en organisant l'action des masses, approfondir ses contradictions pour l'isoler et le conduire à de nouvelles défaites, tout en gagnant de nouvelles possibilités pour l'activité de l'opposition.

La lutte contre le régime fasciste, contre ses manœuvres ne pourra remporter la victoire que dans le cas où elle ne se bornera pas aux dénonciations mais entraînera l'action politique des masses.

Dans ce sens toutes les possibilités de l'activité politique légale doivent être utilisées.

Dans une telle optique le mouvement de masse peut et doit obtenir du gouvernement de Geisel l'accomplissement de ses promesses démagogiques. Il faut convaincre les masses que la première condition d'une « détente » réelle est l'annulation de l'acte institutionnel n° 5 dont le maintien signifie la consécration de l'arbitraire total du dictateur et une infraction à la Constitution elle-même.

Une « détente » réelle ne sera viable qu'à condition d'annuler le décret-loi 477, toute la législation fasciste, de mettre fin à la censure, aux tortures, aux sequestrations et aux assassinats, de décréter l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques, de tous les persécutés politiques.

Pour faire front aux manœuvres de la dictature il est nécessaire de combattre à la fois la tendance à appuyer Geisel comme un prétendu adversaire de « la ligne dure » et de dénoncer la position de ceux qui considèrent « la détente » comme l'ennemi principal. La première tendance sème la confusion dans de larges secteurs de l'opposition quant au sens réel des manœuvres du gouvernement et tend difficilement leur résistance au fascisme. La deuxième tendance voue, le mouvement démocratique à l'isolement et à la passivité dans la lutte contre la dictature.

b) **accélérer le processus de formation et de consolidation du front antifasciste et patriotique.** Dans la période actuelle où s'accroissent les tendances à la convergence des divers secteurs du mouvement antifasciste et patriotique, où ces divers secteurs prennent une part plus active à la lutte contre le fascisme, pour la démocratie et la défense de la souveraineté nationale, il est nécessaire de parvenir à l'unité et aux actions communes des plus larges forces antifascistes.

En agissant, avec tous les secteurs du mouvement démocratique, en contribuant à leur mobilisation et à leur organisation dans la lutte contre la dictature, les communistes considèrent que leur tâche principale est d'organiser des actions dans la classe ouvrière en déployant tous les efforts nécessaires à sa transformation en une force capable de cimenter et de diriger le front antifasciste et patriotique. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de travailler non seulement dans les syndicats, auprès des directions syndicales, mais aussi principalement dans les entreprises industrielles où sont concentrées les grandes masses de la classe ouvrière. Les plates-formes unitaires approuvées aux Congrès syndicaux représentent un important instrument de lutte pour y parvenir. Parmi les divers mots d'ordre qui mobilisent la classe ouvrière pour la lutte contre la dictature reste plus que jamais actuel le mot d'ordre de la lutte contre la politique salariale du gouvernement. La mobilisation contre l'« arrocho salarial » (réduction du salaire réel) est la principale forme

concrète d'action pour engager la classe ouvrière dans la lutte contre la dictature, pour la démocratie.

Infliger une défaite à cette politique dans le domaine des salaires, est une tâche politique d'une importance majeure qui ne peut être accomplie qu'avec la participation décisive des grandes masses ouvrières appuyées par tous les autres secteurs du mouvement démocratique.

Dans le même temps il est possible d'unir la classe ouvrière et le mouvement syndical sur d'autres revendications. En prenant en considération et en développant l'expérience déjà faite lors de grèves dans des entreprises, il faut inciter le mouvement ouvrier et syndical à organiser la désobéissance collective aux patrons et au gouvernement, à dépasser la légalité consentie par la légalité consentie par la dictature et à défendre les revendications des travailleurs et des autres forces démocratiques. Les mots d'ordre avancés doivent viser non seulement l'unité de la classe ouvrière mais aussi le renforcement de ses liens avec tous les autres secteurs du front antifasciste et patriotique.

La lutte des femmes pour l'égalité en droits, contre la cherté de la vie, pour la démocratie, constitue un facteur important de la formation de ce front. La contribution de la jeunesse dans la défense du droit au travail, aux loisirs, aux études, sa lutte pour la démocratisation de l'enseignement et de l'Université, pour les libertés démocratiques sont également indispensables. Les communistes considèrent comme nécessaire de rassembler, dans la lutte contre la dictature fasciste toutes les forces qui d'une façon ou d'une autre sont entrées en contradiction avec le régime, et pour cela non seulement le M.D.B., l'Eglise et la bourgeoisie non-monopoliste mais aussi des secteurs des Forces armées (FFAA), de l'ARENA et même certains représentants des monopoles mécontents du caractère fasciste pris par le régime.

c) contribuer à l'élaboration d'une plate-forme commune de toutes les forces patriotiques et antifascistes.

A l'apposé de la politique de trahison nationale du régime fasciste qui opprime notre peuple, les communistes ouvrent au Brésil une perspective d'avenir où seront assurés le bien-être du peuple, le développement démocratique, l'épanouissement de la culture nationale et l'indépendance qui seule peut garantir le progrès réel du pays. Pour atteindre cet objectif les communistes proposent comme première étape les points suivants de la plate-forme commune de toutes les forces anti-fascistes et patriotiques :

1) Lutte pour le respect des droits de l'homme et pour les libertés démocratiques. Révocation de l'Acte institutionnel N 5, du décret-loi N 477, de toute la législation d'exception. Liquidation de tous les instruments et institutions constituant l'Etat fasciste créé après le coup d'Etat de 1964, Lutte pour une Constitution démocratique, pour une amnistie générale des détenus, et condamnés politiques. Punition, en conformité avec les normes juridiques, de tous les responsables des crimes commis pendant la période de dictature. Lutte contre la corruption à tous les échelons du gouvernement fasciste.

2) Défense des revendications immédiates de la classe ouvrière, de la paysannerie et de tous les travailleurs. Lutte pour l'égalité en droits des femmes. Lutte contre la cherté de la vie et pour une politique progressiste du logement.

3) Défense des intérêts spécifiques des couches moyennes urbaines et des secteurs de la bourgeoisie non-monopoliste tels que : réduction des impôts, facilités accordées par l'Etat à de petites et moyennes entreprises industrielles, à de petits et moyens producteurs agricoles etc.

4) Défense des intérêts nationaux. Lutte contre l'activité spoliatrice des monopoles impérialistes. Protection de Petrobras, contre les contrats de risque.

5) Fin du rôle de bourreau du peuple assigné aux forces armées et fin de leur rôle menaçant pour la paix et la liberté des peuples frères. Lutte pour une politique grâce à laquelle les Forces armées occuperont leur juste place non seulement dans la défense de la souveraineté nationale mais aussi dans le processus de développement économique, social, scientifique, technique et culturel indépendant et démocratique de notre pays.

6) Défense d'une politique extérieure indépendante de paix, impliquant des relations avec tous les peuples et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres peuples. Appui à la politique de détente internationale, condamnation de la course aux armements, solidarité active avec la lutte de tous les peuples contre l'impérialisme et la guerre, pour la démocratie et la paix.

Les communistes considèrent que si certaines forces d'opposition n'acceptent pas tel ou tel de ces points, ceci ne doit pas servir d'obstacle à leur adhésion au front patriotique et antifasciste, dans le cas où elles prennent une part active à la lutte pour les libertés démocratiques.

Les communistes sont prêts à examiner d'autres propositions concernant la plate-forme qui seraient avancées par ces forces.

d) défendre le calendrier électoral et organiser la participation des masses aux élections de 1976 et de 1978.

Considérant que les élections peuvent se transformer en un important événement dans le processus de lutte contre la dictature fasciste, il est nécessaire d'exiger dès aujourd'hui que le calendrier électoral soit respecté, que soit respectée également la volonté des électeurs et que les êtres puissent exercer leur mandat. Il faut intervenir contre toutes les mesures du gouvernement visant à modifier les règles du jeu électoral dans le but d'empêcher la victoire du M.D.B.

En même temps dans chaque entreprise, exploitation agricole, école, organisation de quartier ou lieu de travail, dans chaque municipalité, dès maintenant, les communistes doivent contribuer à élaborer des programmes communs unitaires et à proposer des candidats unitaires pour les élections de 1976, tenant compte des particularités locales, mettant toujours l'accent sur le caractère politique, antidictatorial et antifasciste de la campagne électorale prochaine et appelant les électeurs à utiliser leur voix comme une arme de protestation en votant pour les candidats du M.D.B. afin d'infliger une défaite à l'ARENA et au Gouvernement.

Dans l'élaboration des programmes unitaires et la conclusion des alliances politiques nous devons principalement penser au M.D.B. Mais il est nécessaire d'accroître notre activité en direction des forces liées à l'ARENA afin qu'elles appuient les programmes communs, viennent adhérer au M.D.B. ou votent pour les candidats de l'opposition (en passant des accords) dans la perspective d'une participation à de futurs gouvernements d'opposition dans des Etats, comme cela est déjà arrivé dans quelques cas aux élections de 1974. Il s'agit d'unir toutes les forces mécontentes du caractère fasciste du régime dans un ample système d'alliances autour d'un programme démocratique ou même sur quelques points de ce programme seulement.

Notre effort doit porter dans ce processus, sur la consolidation de l'unité à la base, le renforcement des organisations de masse dans les entreprises et le rassemblement de tous les courants et tendances d'opposition. Il nous faut promouvoir, aux postes de conseillers municipaux ou préfets, les candidats les plus unitaires et disposés à organiser une campagne électorale mobilisant les masses dans les quartiers et sur leur lieu de travail.

e) combattre le caractère expansionniste de la dictature fasciste, démasquer sa politique agressive et développer le mouvement de solidarité avec la lutte des peuples frères d'Amérique Latine, d'Afrique et du monde entier.

Dans la situation difficile créée par la répression, il est nécessaire de trouver les moyens et les formes capables de rendre évidente à de larges masses de notre pays la nécessité de développer la solidarité avec la lutte de tous les peuples pour la démocratie, l'indépendance nationale, le socialisme et la paix dans le monde entier avec le peuple cubain qui construit le socialisme malgré les menaces de l'impérialisme, avec les patriotes chiliens en lutte contre la Junte militaire fasciste ; avec les peuples du Pérou et du Panama pour consolider et approfondir leurs conquêtes de caractère antiimpérialiste et progressiste, avec la classe ouvrière et les communistes d'Argentine qui sont à la tête des luttes populaires dans leur pays et en ce moment, menacés par l'encercllement de cinq dictatures réactionnaires ; avec les peuples d'Amérique Latine vivant sous la terreur de régimes fascistes tels que : les peuples de Bolivie, d'Uruguay, du Paraguay (plus directement menacés par l'expansionnisme brésilien) et avec les peuples du Guatemala et du Nicaragua.

Il faut exiger la libération des détenus politiques et que soit mis fin à la répression policière dans ces pays, avec le peuple de Porto Rico dans sa lutte pour l'indépendance nationale.

Enfin, avec tous les autres peuples d'Amérique Latine et d'Afrique sur lesquels pèsent la menace de l'expansionnisme brésilien, avec la lutte du peuple portugais et des peuples des anciennes colonies de Portugal, principalement avec le peuple d'Angola qui résiste en ce moment à l'agression des forces réactionnaires et des mercenaires impérialistes.

f) développer les efforts afin de créer un ample mouvement international de solidarité avec la lutte antifasciste démocratique du peuple brésilien pour isoler la dictature dans le monde.

Un systématique et persistant travail d'explication doit être effectué pour informer l'opinion publique mondiale, d'une part, sur les crimes et sur la répression perpétrés par la dictature, sur le caractère spoliateur et oppresseur et le contenu expansionniste de l'activité politique extérieure du Gouvernement brésilien ; d'autre part, il faut l'informer sur la résistance et la lutte du peuple contre le régime fasciste. Ce travail d'explication aidera dans tous les pays, les forces démocratiques et progressistes s'appuyant sur le mouvement ouvrier et les parties communistes à intensifier leurs formes actives de solidarité avec la lutte du peuple brésilien. Une activité de ce type contribuera, de façon considérable, à isoler la dictature brésilienne sur le plan mondial.

Pour atteindre cet objectif nous devons travailler à coordonner et à intensifier le travail que notre parti réalise déjà dans ce sens.

g) renforcer le parti. Le succès de l'orientation politique tracée dépend, pour une large part, de l'activité de notre Parti, de sa capacité de mobiliser les masses, de les entraîner dans l'action, de les organiser et de les unir. Actuellement, alors que la dictature fasciste a fait de notre Parti l'objet principal de ses attaques, il est nécessaire de lutter fermement pour renforcer le Parti, pour resserrer ses liens avec les masses, il faut veiller à son unité et à sa sécurité, intensifier notre vigilance face à

l'action politique répressive et provocante de l'ennemi de classe.

h) pratiquer la propagande permanente de la ligne politique du P.C.B.

Consacrant leurs forces à la lutte pour la formation du front antifasciste patriotique, pour le renversement de la dictature, les communistes ne cachent pas leurs objectifs finaux. Ils doivent, au contraire, s'efforcer de les expliquer, de les populariser parmi les masses afin que de larges masses les acceptent.

La propagande de notre ligne politique est une tâche permanente pour chaque communiste qui doit en cela **faire preuve d'initiative**, afin que cette ligne politique devienne celle des plus larges couches de notre peuple et, en premier lieu, de la classe ouvrière.

C'est aux communistes qu'il revient d'expliquer à notre peuple que le renversement de la dictature fasciste n'est que le premier pas dans la voie de sa libération nationale et sociale authentique et complète. Cette libération exige la liquidation du pouvoir des monopoles nationaux et étrangers et par conséquent l'établissement du pouvoir démocratique national qui ouvrira la voie à la victoire de la révolution socialiste au Brésil.

L'importance du renversement du fascisme pour le développement ultérieur de tout le processus de la révolution brésilienne détermine le rôle essentiel que doit jouer la classe ouvrière dans la lutte antifasciste. Afin que la classe ouvrière puisse s'acquitter avec succès de sa mission dans la lutte de notre peuple, il est nécessaire que le Parti plonge profondément ses racines dans les centres principaux de concentration ouvrière. La lutte contre le fascisme, pour la construction du Parti de la classe ouvrière sont deux tâches qui sont indissolublement liées et se complètent.

Décembre 1975

Le Comité Central du Parti
communiste brésilien.

Le Signe – Cergy Village – Val d'Oise – Dépôt légal 3e trimestre 1976.

